

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES PLUS-VALUES
DE
CHEPTEL EN BOURBONNAIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le lundi 21 novembre 1921, à 2 heures

PAR

René VIRLOGEUX

Diplômé de l'École des Sciences politiques

Président : M. SOUCHON, professeur.

Suffragants { *M. PERREAU, professeur.*
M. HITIER, professeur.

PARIS

JOUVE ET C^{IE}, ÉDITEURS

15, Rue Racine, 15

—
1921

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES PLUS-VALUES
DE
CHEPTEL EN BOURBONNAIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le lundi 21 novembre 1921, à 2 heures

PAR

René VIRLOGEUX

Diplômé de l'École des Sciences politiques



Président : M. SOUCHON, professeur.

Suffragants { *M. PERREAU, professeur.*
 { *M. HITIER, professeur.*

PARIS
JOUVE ET C^{ie}, ÉDITEURS
15, Rue Racine, 15

1921

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A MON PÈRE VÉNÉRÉ

Meis et Amicis

R. Virlogeux

α



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

On a bien souvent parlé de l'influence des faits sur les idées, et on a dû reconnaître que dans la plupart des cas les événements dont nous étions les témoins, les transformations économiques qui se déroulaient devant nos yeux contribuaient à faire naître des sources d'idées nouvelles. Des phénomènes auxquels nous assistons germent des doctrines neuves.

Parmi les théories économiques, il en est beaucoup qui sont comme le miroir des événements contemporains ; parmi les lois, ne serait-ce que celles de la période révolutionnaire et de la guerre 1914-1918, on devine des solutions provisoires prises sous l'influence des circonstances qui les déterminent.

A l'heure présente, nous voyons à la suite de la guerre mondiale naître ou plutôt essayer de naître et de prendre corps une théorie juridique et économique nouvelle concernant les baux à cheptel et plus particulièrement les reprises de cheptel en fin de bail.

Traditionnellement les plus-values de cheptel

étaient attribuées intégralement au fermier, comme les moins-values d'ailleurs qu'il subissait justement à titre de contre-partie. Les variations de valeur étaient alors peu sensibles et nul propriétaire ou fermier ne songeait à discuter le régime établi et légué par les générations précédentes. Pourtant en 1874 la question s'était posée devant la Cour d'appel de Lyon, en raison des importantes plus-values qui avaient suivi la guerre de 1870. La solution donnée par la Cour avait confirmé la tradition et depuis lors le problème n'avait jamais été soulevé à nouveau dans le monde agricole. Des périodes de crises avaient été subies ; une année de sécheresse exceptionnelle en 1893, l'Année Terrible des agriculteurs, avait multiplié les ruines dans les campagnes.

Le prix du bétail, par suite d'une disette générale de fourrage, s'était considérablement avili. Les quantités d'animaux amenés au champ de foire se faisaient chaque jour plus considérables, et les agriculteurs se voyaient dans l'obligation de vendre pour éviter le dépérissement. Ceux dont les baux n'arrivaient pas à expiration connurent une ruine partielle. Mais pour ceux dont le bail expirait, ou qui durent abandonner leurs exploitations, ce fut la ruine totale. Et cependant parmi ces vaincus de la lutte économique, il n'en fut point qui songèrent à se retourner vers les possesseurs de cette terre qui les ruinait et à leur dire qu'il y avait là des circonstances écono-

miques nouvelles, des résultantes d'événements imprévus. Ils étaient nés, ils avaient vécu avec cette idée que les contrats qu'ils avaient conclus étaient des contrats aléatoires et ils voulaient les respecter quand bien même l'aléa était trop imprévu et trop fort.

En présence de la cherté croissante du bétail et des énormes plus-values des cheptels de fer certains propriétaires (il faut d'ailleurs reconnaître qu'ils furent en très petit nombre et que la plupart d'entre eux ne songèrent point à bénéficier d'une plus-value à laquelle ils n'avaient jamais cru avoir droit) recherchèrent dans l'arsenal des lois et plus particulièrement dans l'ensemble des articles du Code civil s'il ne s'y rencontrerait pas quelque texte bon à étayer leur cause.

La question se pose avec acuité pour toute la France et pour la région du centre en particulier, puisque l'élevage des bestiaux, suivant l'expression de La Thaumassière, en est le « principal *négoce et trafic* ».

Les journaux Bourbonnais y consacrent souvent de larges colonnes ; et n'hésitent pas à prendre parti. Un avoué à la Cour d'appel de Riom, M. Charles Salvy (1) écrit : « Une question d'une extrême impor-

1. *Journal de l'Allier*, 1^{er} décembre 1920 (article extrait du *Moniteur du Puy-de-Dôme*).

tance pour l'agriculture dans notre région est en ce moment soulevée par l'énorme plus-value que le bétail a pris sur les cours d'avant-guerre...

.

Les bovins ont aujourd'hui une valeur que l'on peut évaluer à six ou sept fois celle qu'ils avaient avant-guerre. Donc dans un domaine moyen qui aurait eu pour dix mille francs de cheptel, le fermier avait de vingt à vingt-cinq bêtes, ce qui était calculé pour consommer les fourrages et produire les fumiers nécessaires à la culture du domaine. Mais la guerre a passé : telle vache qui valait 400 francs à la foire de juillet 1914 s'est vendue dans les 2.000 francs aux dernières foires d'automne et le propriétaire dont le bail a fini à la Saint-Martin se voit à la tête d'un cheptel de 10.000 francs comprenant 5 vaches, alors que le domaine doit en tenir 25.

Le fermier, fermier général le plus souvent..., cultivant à métayage, a réalisé de gros bénéfices avec les hauts cours du lait, de la viande et des fromages... Et le plus souvent il achète le domaine que le propriétaire ne peut plus conserver n'ayant pas les capitaux suffisants pour le réenchepteler. On cite certains fermiers généraux qui sont sur le point d'acheter toute leur contrée et de devenir de nouveaux seigneurs féodaux ».

Et un peu plus loin : « C'est l'expropriation forcée de tout petit propriétaire qui ne veut pas cultiver lui-

même et n'a pas les capitaux nécessaires pour acheter un nouveau cheptel, par son fermier nouveau profiteur de guerre ».

Il semble donc que la question des plus-values en soit arrivée à la période de polémique. Le lecteur bourbonnais songe involontairement à la période électorale de 1910 où le socialiste Brizon remportait une imposante majorité en s'élevant bien fort contre le seigneur et son château et en agitant le spectre d'une moderne féodalité (1).

Ce sont les mêmes termes, plus sonores qu'exactes. Que penser de la peinture de ces fermiers généraux, découvrant un Pactole dans la vente de leurs laitages et de leurs fromages ! Or précisément il est de tradition dans la plupart des baux à métayage de laisser ces produits accessoires de l'exploitation entièrement au colon partiaire qui seul en tire profit.

Les qualificatifs de « seigneurs féodaux » et de « profiteurs de guerre » appliqués aux fermiers généraux semblent bien déplacés. L'esprit égalitaire né de la Révolution a pénétré par l'école dans nos campagnes et les descendants des vilains et des serfs ne supporteraient pas le moindre essai de retour à un passé de souffrances.

Quant aux « profiteurs de guerre », il n'en existe pour ainsi dire point parmi les fermiers généraux.

1. Interpellation Brizon du 13 juin 1910.

Bien au contraire de 1914 à 1918, c'est-à-dire pendant toute la période d'hostilité les campagnes étaient presque désertes. Elles ont subi la crise de la main-d'œuvre plus que l'Industrie largement dotée de personnel mobilisé. Des femmes restaient parfois seules dans les exploitations agricoles et si les prix augmentaient, les rendements diminuaient et la production se montrait de plus en plus déficitaire.

Certes, avec la démobilisation, une transformation s'est opérée. Il n'y eut point de vague de paresse parmi les travailleurs des champs et avec la hausse continue des prix, un juste gain servit de récompense à tant d'efforts. L'argent pénétra plus abondamment dans les campagnes, et avec lui le goût du bien-être. Mais les profits de guerre, si l'on veut désigner ainsi des profits exceptionnels et anormaux n'allèrent pas à la terre, mais à l'usine, à la banque et au comptoir.

Puisqu'il s'agit d'une question qui vient de naître, qui donne déjà lieu à des campagnes de presse, et peut-être connaîtra les honneurs de la Tribune parlementaire, il convient de se demander si ces plus-values sur les cheptels de fer (c'est la plus grosse source de profits des agriculteurs) doivent être attribuées intégralement au propriétaire foncier ou au fermier ou bien s'il y a lieu de chercher une ligne de démarcation et d'aboutir à une solution intermédiaire.

PREMIÈRE PARTIE

LES PLUS-VALUES AGRICOLES

CHAPITRE PREMIER

LE BAIL A CHEPTTEL

§ 1^{er}. — Diverses formes de cheptel

Avant d'étudier la question des plus-values des cheptels de fer, il importe de se demander à quoi correspond la notion de cheptel.

L'expression *cheptel* ou *chaptel*, comme disent les auteurs des Coutumes du Berry, du Nivernais ou du Bourbonnais, vient suivant les uns « des termes de basse latinité, *capitale*, *captale*, *calallum*, qui désignent toute espèce de biens meubles et spécialement le bétail considéré comme troupeau, ou du mot celte ou bas-breton *chatal*, qui signifie troupeau de bêtes » (1).

1. Lesmaris, *De la reprise du cheptel en fin de bail*, p. 2.

Le mot cheptel correspond d'une façon générale à l'idée de bétail. Et quand les auteurs du Code civil voulurent définir le *bail à cheptel*, ils l'envisagèrent comme « un contrat par lequel l'une des parties donne à l'autre un fonds de bétail pour le garder, le nourrir, le soigner, sous les conditions convenues entre elles » (art. 1800 Code civil).

Les baux à cheptel ont pu voir leurs formes varier suivant les pays, leur richesse agricole. Mais envisagés d'une façon abstraite, et en laissant de côté leurs modalités particulières, on peut affirmer qu'ils remontent à la plus haute antiquité. L'époque romaine et le Moyen Age les connurent.

On retrouve des traces nombreuses de ces baux à cheptel dans notre législation coutumière. Messire Auroux des Pommiers (1), prêtre, docteur en théologie, conseiller-clerc au siège présidial de Moulins, dans ses *Contumes générales et locales du pays et duché de Bourbonnais* nous dit : « Il y a deux sortes de cheptel, le simple cheptel et le cheptel de métairie.

« Le simple cheptel c'est quand on donne des bestiaux à un particulier pour faire valoir ses propres héritages à condition de partager avec lui le profit et le croit. Ainsi le simple cheptel consiste dans les bestiaux que l'on donne à ceux qui sont eux-mêmes propriétaires des maisons qu'ils habitent ou qui les

1. *Contumes du Bourbonnais*, par Auroux des Pommiers, titre 35, p. 363.

tiennent en bail d'autres que de ceux qui leur donnent des bestiaux en cheptel.

Le cheptel de métairie consiste dans les bestiaux que le propriétaire d'un domaine donne à son métayer, à la charge de prendre soin de leur nourriture, de les garder, de s'en servir pour la culture et amélioration des héritages et à condition d'en partager le profit et le croît. »

Thaumas de la Thaumassière dans sa Coutume du Berry, Guy Coquille dans celle du Nivernais font des distinctions analogues. Tous les baux à cheptel se réduisent à ces deux types : d'une part, ceux par lesquels le bailleur donne un fonds de bétail à titre principal ; d'autre part, ceux dans lesquels le cheptel n'est qu'un élément accessoire, l'objet primordial consistant dans le sol même de l'exploitation prise à ferme ou à métairie.

Se référant à l'un des principaux jurisconsultes de l'Ancien Régime, Pothier, dont les ouvrages ne précèdent la Révolution que de quelques années, et dont la doctrine tenait largement compte de celle de ses devanciers qui avaient traité de la législation coutumière, le Code Napoléon distingue plusieurs sortes de baux à cheptel (art. 1801. Code civil) :

Bail à cheptel simple ou ordinaire ;

Bail à cheptel à moitié ;

Bail à cheptel donné au fermier ou colon partiaire ;

Contrat improprement appelé cheptel.

De ces diverses catégories de cheptel, plusieurs n'ont guère qu'un intérêt rétrospectif et historique ; une seule a conservé à travers les vicissitudes des temps, la même efficacité et la même jeunesse : c'est le cheptel donné au fermier ou au colon partiaire. Les autres formes de cheptel : cheptel simple, à moitié, contrat improprement appelé cheptel, ont pu connaître une période de plein épanouissement ; mais actuellement il est bien permis d'affirmer, sans crainte de démenti, que dans les régions du Centre au moins, ces sortes de cheptel n'existent plus qu'à titre de souvenir.

Le cheptel simple a disparu devant le cheptel de fer, attaché à la terre, qui fait corps avec elle, en constitue l'instrument essentiel d'exploitation et doit rester par conséquent intangible et immuable. Le cheptel à moitié dont on comprend difficilement l'existence en raison du peu d'avantages qu'il offre au preneur, n'a eu qu'une existence éphémère et si les auteurs des Coutumes le mentionnent, c'est à titre purement documentaire. Thaumas de la Thaumasnière dans sa Coutume du Berry avoue déjà que c'est un mode de plus en plus rare. Quant au contrat improprement appelé cheptel, Pothier nous affirme qu'il est fort usité dans son vignoble d'Orléans, ce qui peut nous laisser croire qu'il est fort rare ailleurs.

Néanmoins pour permettre de mieux comprendre la notion de cheptel de fer avec toutes ses nuances,

il est utile de définir et de caractériser en quelques lignes chacune de ces formes de cheptel.

« Le *bail à cheptel simple* est un contrat par lequel on donne à un autre des bestiaux à garder, nourrir et soigner, à condition que le preneur profitera de la moitié du croît, et qu'il supportera aussi la moitié de la perte. » Ainsi le définit l'article 1804 du Code civil. C'est donc, pour employer une formule plus brève, un contrat par lequel une personne donne à une autre un fonds de bétail à moitié croît et décroît ou autrement dit profit et perte. En outre à titre de rémunération supplémentaire, le preneur bénéficie seul des laitages, fumiers, labeurs des animaux. Le bail ainsi défini dans son principe s'accompagne de quelques clauses particulières qu'il est intéressant de signaler :

a) Au cas de perte totale survenant par cas fortuit sans la faute du preneur (épizootie par exemple) la perte est tout entière pour le bailleur ;

b) La proportion de partage qui est de moitié ne peut pas être plus grande dans la perte que dans le profit, au cas de pertes partielles.

« Le *cheptel à moitié* est une société dans laquelle chacun des contractants fournit la moitié des bestiaux, qui demeurent communs pour le profit ou pour la perte (art. 1818 Code civil). » C'est donc une

société de gains et pertes où il y a égalité d'apports en apparence, et qui à première vue ne paraît pas susceptible de critique. Mais si l'on examine cette forme de cheptel avec plus d'attention et que l'on mette en parallèle les possibilités de profits pour chacune des deux parties contractantes, on voit apparaître l'inégalité.

Qu'obtient le bailleur ? La moitié des laines et du croît.

Qu'obtient le preneur ? La moitié des laines et du croît.

Jusqu'ici la notion de justice et d'équité est respectée.

Nous savons que les chances de gain sont égales. Mais examinons les apports réels de chacun des co-contractants. En plus de son capital-bétail égal à celui du bailleur, le preneur apporte la nourriture nécessaire à la vie et à la multiplication de ce capital-bétail, et les soins quotidiens qui lui sont nécessaires. Peut-être dira-t-on qu'il obtient en échange les laitages, fumiers et travaux des bêtes. Mais qu'est cette faible rémunération à côté du long et patient labeur qui lui est demandé ?

Le caractère désavantageux de cette société est encore plus apparent si l'on envisage l'hypothèse toujours possible de perte totale du cheptel à moitié. Le cheptelier simple qui n'apporte que son travail est assuré que la perte totale survenant par cas for-

tuit et sans sa faute sera pour le bailleur. N'est-ce pas d'ailleurs un principe de droit naturel appliqué à tous les âges que la chose périt pour son maître : *res perit domino*. Mais le cheptelier à moitié qui en plus de son travail apporte sa part de capital-bétail, court tous les risques afférents à cette part.

Aussi cette sorte de cheptel, ainsi que nous l'avons dit plus haut, semble périmée depuis longtemps.

Le *contrat improprement appelé cheptel* est réalisé dans l'hypothèse suivante : « Lorsqu'une ou plusieurs vaches sont données pour les loger et les nourrir, le bailleur en conserve la propriété : il a seulement le profit des veaux qui en naissent (art. 1831 Code civil). » C'est la forme de cheptel que Pothier nous cite comme fréquente dans l'Orléanais. « Un particulier donne une vache à un vigneron pour la loger et la nourrir : le bailleur conserve la propriété de sa vache, et elle est à ses risques. Il a le profit des veaux qui en naissent, et il cède au preneur pour la récompense de la nourriture et de ses soins le profit du laitage sauf de celui qui est nécessaire pour la nourriture du veau depuis que la vache a vêlé, jusqu'à ce que le veau soit en âge d'être sevré. Il lui cède aussi le profit du fumier à la charge par le preneur de se fournir à ses dépens de chaume pour faire la litière. » La rémunération du preneur, plus défavorable que dans l'hypothèse de cheptel simple, con-

siste donc uniquement dans les laitages, fumiers et labeurs des bêtes, pour employer la formule des anciens juristes. Et encore la rémunération-laitage prête-t-elle à discussion entre le bailleur et le preneur, car si des deux parties contractantes, l'une a intérêt de sevrer le plus tard possible les veaux qui naissent, l'autre est incité à faire l'inverse et à priver les veaux de leur mère au bout de peu de semaines. Il est vrai que ce sevrage devait avoir lieu *tempore opportuno*, c'est-à-dire à un moment propice. Pothier nous dit que le temps requis était de quatre semaines, ce qui paraît vraiment être une période réduite, si l'on songe que les éleveurs soucieux de leurs intérêts attendent généralement l'âge de six à sept semaines pour livrer à la boucherie les animaux qu'ils ne désirent pas conserver.

Pendant la guerre, il fut fait des contrats de cheptel entre l'Armée et les particuliers. Ils se rapportaient, il est vrai, à un objet différent. Au cours des premières réquisitions militaires de chevaux, les Commissions de remonte, dans leur désir de tout prendre et sans tenir aucun compte des avertissements des agriculteurs, s'emparèrent des juments destinées à la culture. Certaines avaient été saillies en temps opportun. Prises par l'Armée, celle-ci se trouva vite embarrassée. On songea alors à faire appel à la campagne, et l'Administration offrit aux agriculteurs des juments poulinières pleines, sui-

vant l'expression employée dans les contrats militaires. Les détenteurs de ces juments leur devaient tous les soins d'un bon père de famille : ne pas les occuper à des travaux pénibles pendant la période de gestation, les nourrir convenablement, leur donner tous les soins vétérinaires nécessaires en cas de maladie. Ces conditions remplies, le risque de perte restait à la charge de l'Armée. La rémunération principale, c'est-à-dire, le croît escompté, bénéficiait au preneur et non au bailleur comme dans l'hypothèse du Code civil.

Il nous semble qu'il y a là une variété de cheptel bien différente, certes, des catégories envisagées par le Code civil. D'abord l'article 1800 n'a en vue que le fonds de bétail, c'est-à-dire les animaux considérés *ut universitas* et non *ut singuli*, ce qui est l'hypothèse réalisée dans les contrats entre l'Armée et les particuliers. Il est vrai que souvent il y avait à peine une différence de degré, car si un fonds de bétail *ut universitas* se compose d'un petit nombre de têtes, quelle différence trouvera-t-on entre un maigre fonds de bétail et les quelques juments remises temporairement par l'Armée aux bons soins d'un particulier ?

Mais s'il nous fallait rapprocher ce contrat de ceux envisagés par le Code civil, nous écarterions les hypothèses de cheptel simple et à moitié, et nous aimerions à le considérer comme un contrat de cheptel

innommé. Il suffit de modifier l'article 1831 de la façon suivante : Lorsqu'une ou plusieurs juments poulinières pleines sont données pour les loger et les nourrir, le bailleur en conserve la propriété ; le preneur a le profit des produits qui en naissent. Les cas envisagés sont les mêmes. Seul, le croit change de main.

§ 2. — Du cheptel donné au fermier

Nous avons étudié successivement diverses formes de cheptel que nous avons qualifiées de désuètes, mais qu'il était nécessaire d'examiner rapidement afin de pouvoir mieux mettre en relief les caractères des catégories pratiques et existantes.

Nous trouvons en premier lieu le *cheptel donné au fermier ou cheptel de fer*, éminemment d'actualité, puisque les plus-values dont il bénéficie occupent longuement les journaux du Centre et que dans le département de l'Allier, notamment, plusieurs affaires sont déclanchées et vont mettre aux prises syndicat des fermiers et syndicat des propriétaires.

Qu'est-ce donc que ce cheptel de fer ? C'est « celui par lequel le propriétaire d'une métairie la donne à ferme, à la charge qu'à l'expiration du bail, le fermier laissera des bestiaux d'une valeur égale au prix de l'estimation de ceux qu'il aura reçus ».

Telle est la définition un peu confuse que donne le Code civil à l'article 1821. Les rédacteurs semblent avoir confondu les expressions métairie et ferme.

D'Argaignon (1) a proposé de lui substituer la définition suivante : « Le cheptel de fer est un contrat par lequel un propriétaire en louant son fonds de terre, le livre au fermier avec les bestiaux qui le garnissent. Le fermier contracte l'engagement de laisser à la fin du bail, des animaux d'une valeur égale au prix de l'estimation de ceux qu'il a reçus. Il s'oblige en outre à supporter la perte totale ou partielle, même arrivée par cas fortuit. Enfin il a droit à tous les profits du cheptel pendant la durée du bail ; mais il est tenu d'employer tous les fumiers à l'exploitation du fonds affermé. »

Mais d'où vient donc cette dénomination de *cheptel de fer* consacrée par l'article 1821 ? C'est là une appellation que le Code a conservé comme caractéristique et qui dérive du droit français le plus ancien. Beaumanoir dit déjà : « Ces bestiaux s'appellent bestes de fer parce qu'elles ne peuvent mourir à leur seigneur. » Certains auteurs ont voulu rapprocher cette définition d'une autre donnée par Mouricault rapporteur au tribunal : « on l'appelle cheptel de fer parce qu'il est comme enchainé à la métairie. » C'est là une interprétation que nous croyons abusive et facile à repousser, car si l'on envisage l'hypothèse

1. D'Argaignon, *les Cheptels en droit français*, p. 182.

du cheptel donné au métayer ou colon partiaire, on se trouve de même en présence d'un instrument de travail et d'exploitation affecté à un héritage rural d'une façon permanente, et cependant les textes du droit positif ne nous permettent pas de dire que nous sommes en présence d'un cheptel de fer.

Il semble donc permis de croire que si les bêtes de fer ne peuvent mourir à leur seigneur, c'est en vertu d'une clause spéciale à ce genre de bail à cheptel : tous les risques sont à la charge du fermier, même en cas de perte totale et par cas fortuit. Au cas de cheptel simple, de cheptel donné au colon partiaire, les bêtes peuvent mourir pour leur seigneur, qui conserve à sa charge le risque de perdre la chose dont il est le seul possesseur.

Ainsi défini quant à son appellation, en quoi le cheptel de fer diffère-t-il des autres catégories énumérées par le Code et quelles sont ses caractéristiques ?

Tout d'abord il nous apparaît avec un signe distinctif bien net. C'est un bail accessoire d'un bail à ferme. L'objet principal du contrat de louage, c'est le sol même avec les bâtiments nécessaires à l'exploitation, maison d'habitation, écuries, grange. Le cheptel de fer c'est l'instrument qui facilitera la mise en culture du domaine et accroîtra ainsi la puissance productive de la chose remise à ferme. Il correspond généralement au minimum d'animaux nécessaires au travail

et à la reproduction. Prenons par exemple l'hypothèse d'une petite exploitation agricole de 15 à 20 hectares de valeur moyenne sur laquelle peut vivre un cheptel de 12 à 14 bovins. Que fournira le propriétaire à titre de cheptel de fer ? Souvent il remettra au fermier exploitant 4 « bonnes vaches de travail » pour employer la formule habituelle des baux ruraux. Le preneur muni de ces 4 vaches n'aura assurément pas un instrument puissant en main. Néanmoins dès qu'il aura pris jouissance de son fonds, il pourra se livrer à un travail productif : il pourra labourer ses terres et préparer ainsi les récoltes à venir. Et en outre le croît possible de ses vaches lui sera une première source de profit.

Pratiquement si le domaine s'agrandit et devient par exemple une exploitation de 40 à 50 hectares, type le plus commun dans les régions du Centre, le cheptel de fer se modifie un peu dans sa composition. Une telle exploitation, en la supposant de qualité moyenne, peut entretenir un troupeau de 30 à 35 bovins. La méthode du propriétaire foncier va se modifier dans ses détails. Dans la petite exploitation il ne fournissait que des vaches destinées à donner au preneur le travail et le croît. Dans la plus grande, du type ci-dessus, il fournira, par exemple, 4 bœufs de travail et 6 vaches. Les sources de production se trouvent sérieées, car le champ d'activité s'accroissant, la tâche devient plus pénible.

Dans la réalité, l'idée de cheptel de fer correspond donc à un moyen minimum d'exploitation attaché à titre accessoire au bail à ferme.

D'ailleurs prenons le texte d'un bail à ferme courant :

Entre les soussignés :

M. X..., propriétaire, demeurant à... commune de..., d'une part ;

Et M. Y..., cultivateur, demeurant à..., commune de..., d'autre part ;

Il a été convenu ce qui suit :

M. X... donne à titre de bail à ferme le domaine de... situé commune de..., consistant en bâtiments d'habitation et d'exploitation, jardin, prés, terres avec toutes ses aisances et dépendances, au sieur Y... qui déclare le connaître et l'avoir visité en vue des présentes.

Les bâtiments d'habitation et d'exploitation, jardin, prés, terres figurent en premier lieu et comme objet principal du bail. Puis suivent d'autres clauses accessoires, celles relatives aux foins francs, fourrages artificiels, pailles, cheptel. Si l'on examine des baux à ferme provenant de diverses études de notaires, on se rend compte que ces clauses accessoires figurent dans un ordre variable et que même assez fréquemment, la clause du cheptel vient à la suite des autres clauses accessoires, tant il est vrai qu'elle a le même caractère que celles-ci.

Autre caractère distinctif du cheptel de fer, c'est que l'idée d'association est étrangère au bail à ferme auquel il est incorporé. Le cheptel simple, bien que fort éloigné des apparences d'une société puisque le risque de perte totale reste à la charge du bailleur et qu'il est difficile de concevoir une société établie sous de semblables conditions, tend parfois vers l'association, notamment quand il s'agit de la répartition du croît et des pertes partielles. Le cheptel à moitié nous l'avons dit précédemment, est une société à moitié, croît et décroît, si l'on s'en rapporte à la définition du Code civil. Dans le cheptel donné au fermier, rien de semblable. Ici pas d'intérêts communs entre preneur et bailleur, aucune trace de cette solidarité qui les empêche de disposer du bétail sans un accord préalable. La liberté la plus absolue est laissée au fermier : qu'il jouisse en bon père de famille et observe fidèlement les conditions de son bail à ferme, dont la principale est le paiement du prix aux échéances convenues. C'est tout ce que le propriétaire foncier est en droit d'exiger de lui. Ce fermier administrera son cheptel au gré de ses désirs pourvu qu'ils soient judicieux et sages.

Prenons, par exemple, le cas d'un fermier exploitant (1). Il aura chaque année des actes d'administra-

1. On sait qu'en bourbonnais *fermier exploitant* s'emploie par opposition à *fermier général*. Le premier exploite lui-même par ses propres moyens ; le second par métayage.

tion à accomplir relativement à son cheptel. Chaque année il devra pour employer une expression locale « faire des ventes », c'est-à-dire éliminer un certain nombre d'animaux qui constitueront des recettes et pourront avec les autres produits du sol, lui permettre de payer sa main-d'œuvre, ses frais d'exploitation, son prix de louage et enfin de lui donner un profit. Cette période de ventes varie avec chaque région. Le fermier nivernais ou le fermier normand vend en juillet-août, c'est à-dire au moment où ses riches herbages ont bénéficié aux animaux. Le fermier bourbonnais procède autrement. Les pâturages sont moins plantureux et ne lui donnent pas possibilité d'un engraissement rapide et sans peine. Aussi supplée-t-il à la richesse des prairies par une recrudescence d'efforts. Il multiplie suivant le sol dont il dispose betteraves, pommes de terre, topinambours, et peut ainsi se livrer à un engraissement d'hiver. Les animaux seront livrés à la consommation de décembre à mai, ce dernier mois représentant la date extrême de sortie des écuries et établissant la soudure entre l'engraissement d'hiver et celui d'été.

Chaque année le fermier devra donc opérer une sélection parmi ses animaux. Quand les moissons sont levées et les grains engrangés, il visite ses bêtes et procède à une élimination. Il choisira les bêtes les plus vieilles, de façon à les remplacer « par les

jeunes générations qui viennent par derrière elles et les poussent ». Ainsi l'année suivante la même composition du cheptel se retrouvera : les veaux seront devenus jeunesses, les jeunesses (1) taures ou taureaux. L'allure générale ne sera pas changée et le roulement pourra ainsi dire se perpétuer indéfiniment.

Mais à ce fonctionnement théorique, il faudra souvent apporter des modifications. Et c'est ici que le rôle d'administrateur du fermier devient plus délicat. S'il lui vient de jeunes animaux chétifs, malingres ou encore inaptes à la reproduction, l'agriculteur soucieux de la beauté de son cheptel, n'hésite pas à les éliminer.

Tous ces actes qui sont affaire d'appréciation, le fermier va les faire librement, sans autre guide que son opinion. Il n'a point d'avis à prendre, le bailleur reste étranger à ses travaux.

Transformons un instant ce fermier en vertu d'un bail à ferme, en cheptelier simple ou colon partiaire. Aussitôt l'autonomie disparaît. Les ailes sont coupées. « Le preneur ne peut disposer d'aucune bête du troupeau, soit du fonds, soit du croît sans le consentement du bailleur, qui ne peut disposer sans le consentement du preneur » (art. 1812 Code civil).

L'idée d'association réapparaît et pour prendre une décision relative à l'administration du cheptel,

1. On entend par jeunesses les bêtes de dix-huit mois environ.

bailleur et preneur devront se concerter et se mettre d'accord au préalable.

Indépendamment de ces traits bien caractéristiques du cheptel donné au fermier, il est encore un autre critérium pour le distinguer du cheptel simple ou du cheptel à moitié : c'est le *caractère immobilier* qui s'attache aux têtes de bétail qui le composent, au moins en ce qui concerne la possession et la transmission. C'est que notre législation est telle que dans un intérêt général, certaines choses d'apparence mobilière deviennent des immeubles par destination. Il en est ainsi pour l'enclume et le soufflet de la forge, pour la cuve, pour le pressoir, pour les ruches à miel, pour les pigeons du colombier. De même, comme mesure de protection de la propriété foncière, les rédacteurs du Code ont voulu sauvegarder les propriétaires de dissipations possibles et empêcher leurs créanciers de saisir le cheptel de fer sans saisir le fonds auquel il est attaché. C'est que pour un créancier l'opération aurait pu être tentante : le bétail constitue une valeur rapidement réalisable : il suffit de le mener au champ de foire le plus rapproché ; il est aussitôt vendu au cours du jour et au quai d'embarquement transformé en espèces monétaires. Tandis que si ce même créancier est en présence d'une propriété foncière, la réalisation sera bien plus longue : il faudra une certaine publicité afin d'attirer les acquéreurs éventuels. Souvent si c'est le paysan qui envisage l'hypothèse

de l'achat, il se décidera lentement : Les négociations traîneront ; viendront les cérémonies essentielles du marchandage, surtout si les concurrents sont rares ; le paysan espacera ses visites au notaire chargé de la vente et à chaque visite arrondira un peu le prix offert ; car il n'est pas comme ceux de la ville qui, en deux heures de temps, auraient vendu le champ et acheté la vigne.

On se rend ainsi compte de tout l'intérêt qu'il y aurait pour un créancier à saisir le cheptel de préférence au fonds, toutes les fois que la valeur en serait suffisante pour couvrir la créance.

Mais supposons le cheptel saisi et vendu. Quelle va être la situation du preneur ? Il sera dépouillé de son instrument de travail, et l'exploitation arrêtée. Peut-être, dira-t-on, serait-il possible de lui allouer une indemnité représentative de la valeur du dommage causé. Néanmoins il resterait encore à envisager l'intérêt général et national. Si les terres pouvaient être dépouillées de leur instrument indispensable d'exploitation, que deviendrait la charrue du cultivateur sinon un vain outil dans sa main ; et en tarissant la source de production du blé, n'appellerait-on pas la famine ?

Aussi le législateur a-t-il dit sagement : « Les animaux que le propriétaire du fonds livre au fermier ou au métayer pour la culture, estimés ou non, sont censés immeubles tant qu'ils demeurent

attachés au fond par l'effet de la convention » (art. 522 Code civil).

Cheptel et fonds de terre sont donc solidaires l'un de l'autre et subissent le même sort.

Le cheptel donné au fermier ainsi défini dans ses caractères principaux, il reste à examiner les rapports entre le bailleur et le preneur, à quelles obligations seront soumises les parties contractantes.

Le bailleur sera astreint à respecter les règles générales en matière de louage. Il aura pour principale obligation de faire jouir le preneur pendant la durée du bail, c'est-à-dire qu'il devra le protéger contre les tiers susceptibles de l'évincer. Nous avons vu précédemment que le législateur lui a singulièrement facilité sa tâche en le protégeant contre ses propres faiblesses et en donnant aux bestiaux qui composent le cheptel de fer le caractère immobilier.

Quant au preneur, quelles seront ses obligations vis-à-vis du bailleur ? Lui aussi, il va être soumis aux règles générales du contrat de louage. Il devra, comme le locataire d'un immeuble urbain, jouir en « bon père de famille », c'est-à-dire user de la chose louée avec les mêmes précautions qu'emploieraient le propriétaire. Nous savons qu'en ce qui concerne l'héritage rural, le sol, le fermier ne doit pas abuser de sa fertilité. Il lui est permis d'en retirer le maximum de produits, et d'augmenter les rendements grâce à l'emploi intensif des engrais, aux méthodes

de culture moderne ; mais il doit observer certains principes de conservation, notamment la pratique des assolements qui fait varier l'ordre des cultures et évite d'enlever constamment au sol les mêmes éléments nutritifs. De même le fermier malgré sa grande indépendance jouira de son cheptel avec la même mesure de modération : il pourra employer ses bœufs à tous les travaux agricoles, mais dans la limite seulement où le surmenage ne sera pas trop grand et où le dépérissement ne commencera pas à naître.

De même en ce qui concerne le cheptel de fer remis par le propriétaire au fermier, l'estimation ne vaut point vente, la propriété reste au bailleur. Le fermier ne peut donc pas aliéner le cheptel de fer. Il a de larges pouvoirs d'administrateur, il peut vendre les animaux qui méritent de l'être, en acheter d'autres en remplacement. Sa liberté d'action est très grande à cet égard ; mais il doit néanmoins toujours conserver un nombre d'animaux suffisants pour que le propriétaire ne puisse jamais douter de la sécurité de son capital.

Enfin il est une autre obligation du preneur spéciale au cheptel de fer. C'est celle qui résulte de l'article 1825 du Code civil : « La perte, même totale et par cas fortuit, est à la charge du fermier, s'il n'y a convention contraire. » Le preneur va donc se trouver dans une situation particulière. Lui qui est

détenteur de la propriété bétail d'un autre, il va se trouver responsable de la totalité, même s'il survient un cas fortuit absolument indépendant de sa volonté, une épizootie, une guerre. Cheptelier simple, colon partiaire voient leurs risques limités ; ce sont des humbles qu'il ne faut pas ruiner par une circonstance malheureuse. Le fermier demande une plus grande marge de gain ; mais aussi il doit supporter un aléa sous le poids duquel ses épaules peuvent plier.

On s'est demandé autrefois quelle était la valeur morale de ce bail à cheptel donné au fermier. Pendant longtemps les théologiens eurent des doutes et se demandèrent s'il avait bien un caractère licite et ne violait pas la loi religieuse. L'auteur de la *Théologie de Grenoble* (1) écrit : « Il est sans difficulté que le bailleur commet une usure puisqu'il prétend donner quelque chose en donnant du bétail, ce qui n'est qu'un pur prêt. » Le contrat serait donc usuraire si le propriétaire tient compte de la valeur du bétail pour exiger un prix de ferme plus élevé.

Pothier dans son *Traité des cheptels* avait déjà répondu avec raison qu'il n'y avait rien là que de très juste, « une métairie devant être d'autant plus affermée qu'elle est plus fructueuse. Or il n'est pas douteux qu'une métairie bien embêtaillée soit infiniment plus fructueuse que si elle était dénuée de bétail,

1. *Théologie de Grenoble* (traité IV, t. 1, ch. XIII).

puisque ce sont les engrais qui procurent aux terres la fécondité ».

D'ailleurs pour comprendre cette erreur d'apparence grossière, il faut se souvenir que notre ancien droit n'admettait pas la légitimité du prêt à intérêt, et que si le cheptel de fer était considéré comme un prêt, une avance au preneur, il fallait pour le bailleur ou bien renoncer à tirer profit de ce capital supplémentaire, ou bien commettre un acte illicite.

Le cheptel de fer donné au fermier et présentant les caractères que nous avons signalés, constitue la forme économique la plus répandue en France. En Bourbonnais cependant le métayage occupe à beaucoup près la place prépondérante. Le fermage tend surtout à prendre pied et à se développer pour les petites exploitations de 1 à 10 hectares qui avoisinent les villes.

Dans ces petites banlieues, il est possible d'obtenir de l'exploitant un prix rémunérateur (actuellement 150 francs par hectare dans les bonnes terres), le fermier réalisant de gros bénéfices par la vente du lait en ville.

Ces exploitations sont de trop peu d'importance pour permettre la culture par métayer : ce dernier n'y trouverait pas des ressources suffisantes en raison du partage de fruits. D'autre part, le propriétaire ne pouvant pratiquement accepter de voir son métayer se livrer à l'industrie du lait, en raison de la

surveillance continuelle qui serait nécessaire ; le bailleur redouterait de faire un contrat de dupe.

§ 3. — Du cheptel donné au métayer

« Le cheptel donné au colon partiaire est loin d'être semblable au cheptel de fer. Il y a entre l'un et l'autre toute la différence qui sépare le fermier du métayer. Le fermier traite par spéculation ; d'une part, il se soumet à un prix réglé à forfait ; mais de l'autre, il veut jouir de tous les bénéfices de la chose, et n'avoir pas à en compter avec le propriétaire. Au contraire, le métayer dont les moyens sont modestes et qui n'engage ses soins que pour se procurer sa subsistance, ne se hasarde pas dans des chances aventureuses pour lui. Trop faible pour marcher seul, il a besoin de l'appui du maître ; il s'associe avec lui, et ne s'oblige qu'à partager ce qu'il y aura de produits. L'association est donc un élément essentiel du bail à colonat partiaire ; c'est elle qui donne un peu de force au pauvre laboureur et qui le fait vivre et travailler, tandis que le fermier qui a plus de moyens et par conséquent plus d'indépendance tire de son isolement du propriétaire les bénéfices de sa spéculation (1). »

Ainsi dans le cheptel du métayer, nous trouvons au fond de ce contrat une idée tout à fait différente

1. Troplong, *Droit civil expliqué* (Echange et louage, n° 1246).

de celle qui préside aux destinées du cheptel donné au fermier. Ce dernier cas procède de l'idée de louage ; le premier de l'idée d'association ; idée souvent discutée d'ailleurs puisqu'il s'était formé deux tendances juridiques opposées ; l'une voyait dans le cheptel donné au métayer un contrat de louage, l'autre, une société. Le législateur tourna la difficulté en disant qu'il s'agissait d'un contrat *sui generis* (loi du 18 juillet 1889). Quelle que soit la solution juridique à laquelle on veuille se rallier, en fait il s'agit bien d'une association. Métayer et propriétaire décident ensemble de l'orientation à donner à leur cheptel, des animaux qu'il sera de bonne administration de vendre par suite du croît, de ceux qu'il serait utile d'éliminer en raison de leur mauvaise conformation physique.

Lors du mouvement révolutionnaire déclenché par le socialiste Brizon, il était classique dans le monde syndicaliste de l'Allier, de récriminer contre cette formule insérée dans tous les baux à métayage : « Le bailleur se réserve la direction tant au point de vue de la culture que du cheptel. » Les membres de la « Fédération des Travailleurs de la Terre » (1) criaient à l'inégalité des parties contractantes et en profitaient

1. La Fédération des Travailleurs de la Terre fut fondée en 1905 à l'hôtel de ville de Moulins par les syndicats de Bourbon-l'Archambault et de Gennetines. A l'heure présente tous ces syndicats ont disparu depuis longtemps.

pour affirmer que le métayage n'était qu'un salariat. Or pratiquement en Bourbonnais, ce droit de direction exclusive reste théorique. Propriétaire et métayer se soumettent mutuellement leurs idées respectives, et c'est après discussion qu'est adoptée la solution qui paraît la meilleure. Ils agissent donc comme des associés. Il est même permis d'affirmer qu'au cas très rare de désaccord, le bailleur ne se prévaut pas de son droit de direction et laisse le colon partiaire agir à sa guise, se disant que si l'administration est mauvaise, il n'en souffrira pas plus que le métayer.

La solution prise, les deux parties contractantes s'en vont aux champs de foires. Elles se réjouissent ensemble de la bonne tenue des cours; elles souffrent ensemble des mêmes déceptions. Chez le bailleur et le preneur il y a identité d'efforts et d'aspirations.

Entre le cheptel donné au métayer et celui donné au fermier il y a donc un abîme. Dans la première combinaison, les co-contractants sont liés par mille liens. Dans la deuxième, ils restent étrangers l'un à l'autre.

Autre différence importante : dans l'hypothèse de colonat partiaire, le risque de perte totale par suite de cas fortuit reste à la charge du bailleur suivant l'article 1827 du Code civil; tandis que dans l'hypothèse du cheptel donné au fermier, c'est le preneur qui supporte ce risque (art. 1825 C. c.). C'est que le législateur a vu dans le métayer une faiblesse plus

grande. Le colon n'est pas ambitieux : lui qui dans l'association économique représente la totalité de l'effort, se contente de la moitié des profits, s'il y en a. Son but c'est de gagner pour vivre, sans courir de gros risques de perte. Le fermier fait un rêve plus grand : il demande la totalité des profits, mais aussi il accepte l'alea mauvais, et pour tout gagner, risque de tout perdre.

Néanmoins malgré des différences saillantes entre le cheptel donné au métayer et le cheptel donné au fermier, il est entre ces deux formes un élément commun : Nous voulons dire que dans l'un comme dans l'autre cheptel, le but du propriétaire est le même : adjoindre à son sol un instrument d'exploitation, un outil de travail qui va s'incorporer à la terre et en faire partie intégrante. Le bailleur de cheptel simple ou à moitié est un spéculateur qui songe à faire un placement avantageux. M. Bozonnet dans son livre des *Contrats de Cheptels en Bresse*, nous cite les commandes de bestiaux qui sont consenties le plus souvent par des propriétaires, des fermiers enrichis, des commerçants retirés, aux paysans ne disposant pas d'un capital suffisant à l'achat du bétail. Les paysans préfèrent d'ailleurs ce procédé onéreux qui leur absorbe la moitié de leurs bénéfices à celui plus logique et moins coûteux qui consisterait à s'adresser à une caisse de crédit agricole qui se contenterait d'un intérêt plus modique. Mais c'est

là une méthode trop moderne et à laquelle il faudra certainement un long temps pour s'acclimater.

Au contraire le propriétaire qui donne un cheptel à un fermier ou à un métayer ne songe point à faire un acte de spéculation. S'il traite avec un fermier, il élèvera son prix de ferme d'une somme peu considérable, représentant à peine l'intérêt de ce nouveau capital. S'il traite avec un métayer, il partagera les produits après avoir constitué ce cheptel, tout comme il l'aurait fait sans cheptel. Ce que veut le bailleur, c'est acquérir une facilité d'exploitation, se prémunir contre la maladresse d'un fermier qui louerait un domaine et n'aurait pas les sommes nécessaires à l'acquisition du bétail. Une pareille situation pourrait être désastreuse pour le propriétaire : faute des animaux suffisants, les terres ne subiront pas les façons culturales indispensables, les récoltes seront déficitaires et les fumiers trop peu abondants pour maintenir le sol en bon état de production.

Le même raisonnement s'applique au métayage, puisque tout le bétail au-delà du cheptel est acheté à moitié par les parties contractantes. Si le cheptel est trop faible ou pis encore réduit à néant, et la bourse du colon partiaire mal garnie d'écus, nous retombons dans de mauvaises conditions d'exploitation. Ainsi se fait sentir la nécessité pour le propriétaire de constituer un cheptel au métayer comme au fermier.

Le colon partiaire a donc un fonds de bétail qui se rapproche par certains côtés de celui que possède le fermier, mais qui conserve cependant des différences bien nettes.

On est amené à se demander quelles règles s'appliqueront au métayer, et quelles seront les obligations des parties ?

Mouricault dans son rapport au Tribunal écrivait à ce propos : « Ce n'est qu'un véritable bail à cheptel simple donné par le propriétaire du cheptel à son colon partiaire, et qui pour cette raison et en considération de ce que le bailleur fournit le logement et la nourriture, est susceptible de clauses interdites aux baux de ce genre qui sont donnés à d'autres. »

Et le Code civil confirme l'opinion de Mouricault. A part les quelques exceptions de l'article 1828, l'article 1830 est ainsi libellé :

« Il (le cheptel donné au métayer) est d'ailleurs soumis à toutes les règles du cheptel simple. »

CHAPITRE II

IMPORTANCE DES PLUS-VALUES DE CHEPTTEL

§ 1. — Avant la guerre

On pourrait être tenté de croire que la question des plus-values de cheptel est nouvelle et se pose pour la première fois dans le monde agricole.

Il n'en est rien. La plus-value du bétail est un fait comme la plus-value du sol qui constitue presque une loi économique pour l'humanité au fur et à mesure qu'elle avance dans le temps, se civilise et s'accroît. Les économistes (1) nous parlent « de l'accroissement spontané et en quelque sorte fatal de la valeur des terres en capital et en revenu » et ils nous affirment que la valeur de la terre ou de ses produits va en grandissant et que toutes les forces du progrès économique et social concourent à l'élever.

Ce serait assurément se faire une conception erro-

1. M. Charles Gide, *Cours d'Economie politique*, p. 572.

née de ce phénomène que de croire qu'il se produit avec une régularité mathématique, et que dans l'édifice de la hausse des prix chaque siècle apporte une pierre de même importance. Des causes accidentelles peuvent intervenir et précipiter le mouvement ascensionnel. L'abondance des métaux précieux avait bien déterminée au xvi^e siècle une hausse des prix telle que Bodin pouvait écrire : « La valeur de la terre a cru non pas au double, mais au triple. » Et aujourd'hui malgré nos 40 milliards de billets émis par la Banque de France, nous n'avons pas encore obtenu le même coefficient de hausse, au moins en ce qui concerne la valeur du sol.

L'augmentation des prix peut donc parfois se précipiter et atteindre un niveau tel qu'il y a nécessairement par la suite un mouvement de régression provisoire ; ce qui n'empêche pas le phénomène de plus-value d'appartenir à tous les âges.

Déjà avant la guerre on agitant la question de la vie chère et on parlait de la hausse des produits agricoles. En 1914, les prix étaient suffisamment rémunérateurs, et s'il était doué de qualités d'ordre et d'économie, le paysan, sans espérer faire une fortune rapide, pouvait avoir l'assurance d'achever ses vieux jours en cultivant le champ qu'il aurait gagné par son labeur.

Nous pouvons d'ailleurs très facilement suivre la courbe de la hausse. Remontons au xviii^e siècle, et

prenons des animaux de moyenne grosseur, par exemple un bœuf de 750 kilogrammes environ, une vache de 450 à 500 kilogrammes. Il est possible de suivre les variations de ces animaux jusqu'à la première période de guerre. Nous pouvons y ajouter pour mieux saisir le phénomène de plus-value les prix du cheval et du mouton à diverses époques. Mais il est difficile de trouver des documents fidèles relativement aux transactions de chevaux, le prix du cheval dépendant essentiellement de sa beauté et de ses autres qualités physiques. Le poids constitue un élément tout à fait accessoire. Il devient alors impossible de suivre le même cheval type à des dates différentes. Néanmoins dans les prix portés sur les estimations, on peut trouver des indications générales de hausse ou de baisse.

Tableau comparatif des prix des divers animaux
au XVIII^e siècle

1707 (1)	Bœuf.....	45 livres
	Vache.....	18 livres
	Jeunesse (taure ou taureau)....	6 livres
	Mouton.....	20 sols
	1 jument et 2 poulains.....	30 livres

1. Les prix de 1707 sont extraits d'Auroux des Pommiers (*Coutumes du Bourbonnais*). « J'avais donné, dit cet auteur, mon domaine des Pommiers pour être cultivé à moitié fruits aux nommés Aubergers qui par obligation de cheptel du 18 novembre 1707 reconnurent tenir de moi à moitié croît, profit et perte la quantité de six bœufs pour la somme de 275 livres, sept jeunesses taures ou taureaux pour la somme de 40 livres, une jument et deux

1716 (1)	Bœuf.....	56 livres
1787	Bœuf.....	65 livres
	Vache.....	26 livres
	Jeunesse.....	11 livres
	Mouton.....	50 sols
	1 jument et son poulain.....	50 livres

**Tableau comparatif des prix des divers animaux
au XIX^e siècle et au XX^e jusqu'en 1914**

1805	Bœuf.....	110 francs
	Vache.....	55 —
	Mouton.....	7 —
1831	Bœuf.....	200 francs
	Vache.....	80 —
	Mouton.....	14 —
1855	Bœuf.....	280 —
	Vache.....	120 —
	Mouton.....	16 —
	1 jument et son suivant.....	370 —
1895	Bœuf.....	350 —
	Vache.....	180 —
	Mouton.....	20 —
1880 et 1900	Bœuf.....	650 —
	Vache.....	300 —
	Mouton.....	24 —
1914 (2)	Bœuf.....	750 —
	Vache.....	400 —
	Mouton.....	30 —

poulains pour celle de 30 livres, en outre le nombre de douze mères vaches qui doivent être reprises vache pour vache ou pour chacune défailante la somme de 18 livres, 99 chefs de brebis ou moutons à rendre chef pour chef ou pour chaque défailant la somme de 20 sous, etc... »

1. Auroux des Pommiers à propos du même fait, dit qu'en 1716, au moment de l'exiguë ou sortie du métayer, les six bœufs compris dans l'obligation de cheptel de 1707 ont été estimés 340 livres.

2. Tous ces prix ont été établis en comparant des estimations

Par le graphique on se rend compte de la rapidité et de la continuité du mouvement de hausse du prix du bétail. En deux siècles, la valeur des bêtes à cornes s'est accrue dans une proportion voisine de 1 à 20.

Le bœuf, qui était coté 45 livres (1) en 1707, valait 750 francs en 1914 ; la vache de 18 livres en 1707, 400 francs en 1914.

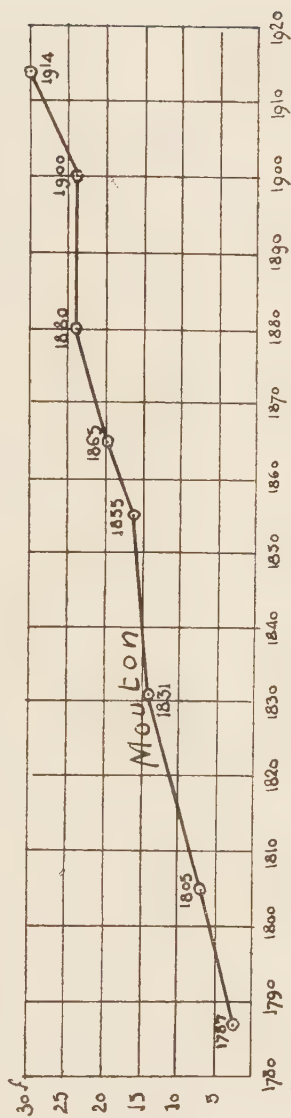
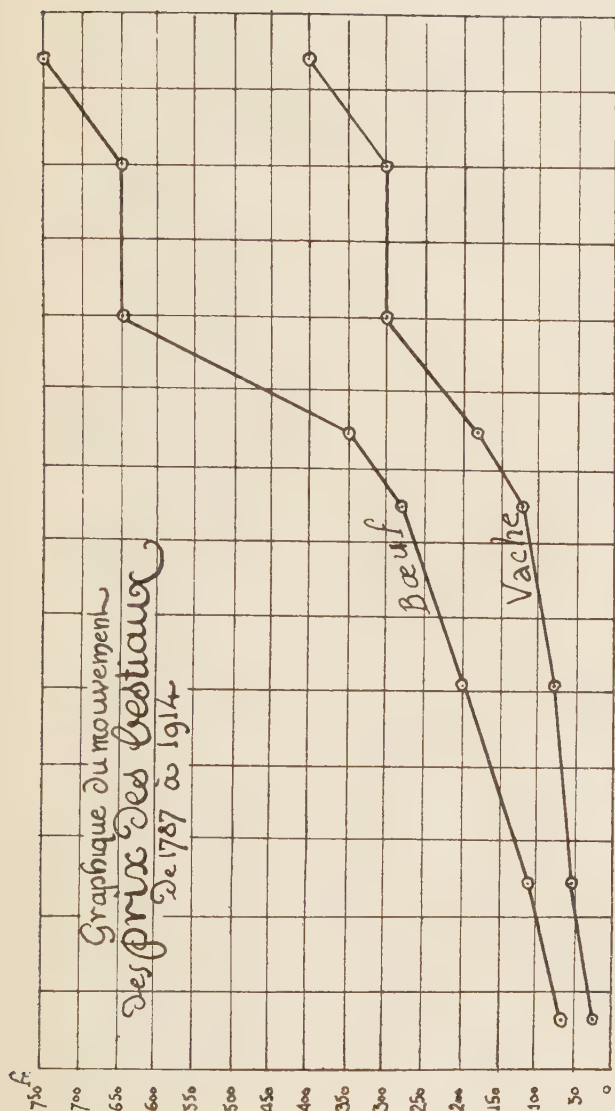
Le mouton, dont le prix était de 20 sols en 1707, passe à 30 francs en 1914.

Le cheval voit sa valeur s'accroître dans une proportion encore plus forte. D'une quinzaine de livres que valait un cheval de trait susceptible de convenir aux besoins d'une exploitation agricole, il passe à 800 ou 900 francs en 1914. Pendant longtemps le de cheptel de la même époque et en prenant des moyennes. Ils n'ont pas la prétention d'être vrais d'une vérité absolue, mais d'indiquer l'allure générale de mouvement de hausse de la valeur du bétail.

1. Sous l'ancien régime, par suite de nombreuses mutations monétaires, la livre était devenue en quelque sorte une monnaie de compte. On distinguait la livre tournois (de Tours) et la livre parisis (de Paris). Les deux se composaient de 20 sous ; mais le sou parisis valant 15 deniers tournois au lieu de 12, la livre parisis valait 25 sous tournois. L'ordonnance d'avril 1667 ayant aboli l'usage de la livre parisis, la livre tournois demeure la seule monnaie de compte en France jusqu'à l'adoption du système monétaire actuel.

La livre de compte française usitée antérieurement à la loi du 18 germinal an III représentait 0 fr. 98765 de notre système actuel.

Il y eut aussi une monnaie réelle d'argent qui porta le nom de livre ; elle fut frappée en exécution de l'édit de décembre 1719, pour la Compagnie des Indes. Mais dès le mois de septembre 1720, il fut ordonné que ces espèces seraient refondues.



cheval de trait reste à un prix relativement bas. C'est que pendant tout le XVIII^e siècle et la plus grande partie du XIX^e siècle, il est presque inconnu dans les campagnes, au moins dans celles du Bourbonnais.

Le sol de cette province est à peine mis en valeur. Des bois couvrent la plus grande partie de son sol et quand George Sand écrit : *les Maîtres sonneurs*, c'est encore le pays des « fendeux » et des « bûcheux ». On ne cultivait que les terres d'alluvion que l'on croyait alors seules capables de produire le blé. Les voies de communication n'existent point. Il y a bien çà et là quelques routes royales qui sillonnent le pays et relient les plus gros bourgs. Mais les routes départementales et les chemins vicinaux n'existent pas. Qu'aurait pu faire le paysan d'un cheval ?

De plus il est pauvre, et n'a pas encore la soif du bien-être. Il vit modestement dans son domaine, se contente des produits du pays, n'achète rien au dehors et n'a qu'une ambition : se constituer un petit pécule à force de privations.

Le cheval apparaît donc un animal de luxe, un appareil de la classe bourgeoise ; il reste bon marché : il en faut si peu pour subvenir aux besoins du pays.

§ 2. — Pendant la guerre

Les plus-values allaient leur marche normale et lente quand un fait nouveau surgit en 1914 : la Guerre.

Les paysans courbés dans leurs champs ramassaient leurs lourdes gerbes de blé et escomptaient joyeusement le produit d'une récolte abondante, quand le tocsin retentit sur les champs. Il fallut lâcher faux et faucilles et courir à la frontière.

La plupart des hommes partirent. Avec eux le principal facteur de la production agricole allait diminuer d'importance : nous voulons dire, la main-d'œuvre. Dès lors en un moment où les frontières étaient fermées, et où la loi de l'offre et de la demande allait jouer avec une vigueur particulière, l'offre allait se restreindre, et la demande augmenter par suite des besoins immenses de l'armée.

Les femmes, les enfants, les vieillards restèrent seuls dans leurs champs déserts. On croyait à une guerre de courte durée. Leur préoccupation fut de tenir à l'intérieur comme les soldats au front. Le mot d'ordre général des campagnes bourbonnaises en particulier, c'était de maintenir l'exploitation agricole en état de marche, de conserver le fonds de cheptel, de maintenir « la porte ouverte », afin que le jour où les soldats quitteraient les champs de

bataille pour revenir à leur foyers, ils fussent à même de reprendre l'œuvre abandonnée au moment du départ.

Le nombre des bovins diminue ; les femmes restées seules ne songent pas aux profits, elles veulent tenir le plus petit nombre possible de veaux : d'où diminution dans les années qui suivent.

L'élevage du porc se restreint. En Bourbonnais, c'est généralement un travail réservé aux femmes. L'absence des hommes oblige les femmes aux travaux des champs, à la moisson, même aux labours. Délaissée, la porcherie se vide.

Le mouton était déjà en décroissance avant la guerre par suite d'une terrible épidémie de douve qui avait éprouvé le troupeau bourbonnais plusieurs années de suite. Dans la région de Moulins, l'élevage du mouton constituait avant guerre un profit tout à fait accessoire ; inconnu dans les riches exploitations d'alluvion. On procédait de deux façons différentes : ou bien l'exploitation possédait un troupeau de brebis et chaque année l'on vendait les jeunes agneaux ; ou bien l'on achetait au printemps des agneaux dans un département plus pauvre, la Creuse généralement, et on les revendait à l'automne.

Le but était d'obtenir un profit supplémentaire, le troupeau trouvant sa nourriture dans des prés déjà broutés par les autres animaux, le long des chemins

herbeux, dans les parties difficiles et non cultivées. La guerre survenant, les bergères eurent bien d'autres besognes ; et les fermiers bien d'autres soucis que d'aller courir au loin les agneaux. Ainsi plus que tout autre, l'élevage du mouton devait tendre à disparaître (1).

Quelles que soient les catégories envisagées, la guerre va jouer un rôle prépondérant ; les champs de foires désormais étaleront de nombreuses places vides.

A ces causes naturelles et en quelque sorte inévitables, il faut ajouter les réquisitions intempestives de l'Intendance. Certaines exploitations eurent leurs cheptels dégarnis par la maladresse des Commissions de ravitaillement. Dans la région de Moulins heureusement la Commission du ravitaillement, habilement présidée par un fermier général, dont l'impartialité fut admirée par tous les agriculteurs, M. Paul Girard, effectuait des réquisitions avec un grand souci de conservation ; et les étables n'eurent pas à souffrir des nombreuses incursions qui y furent faites.

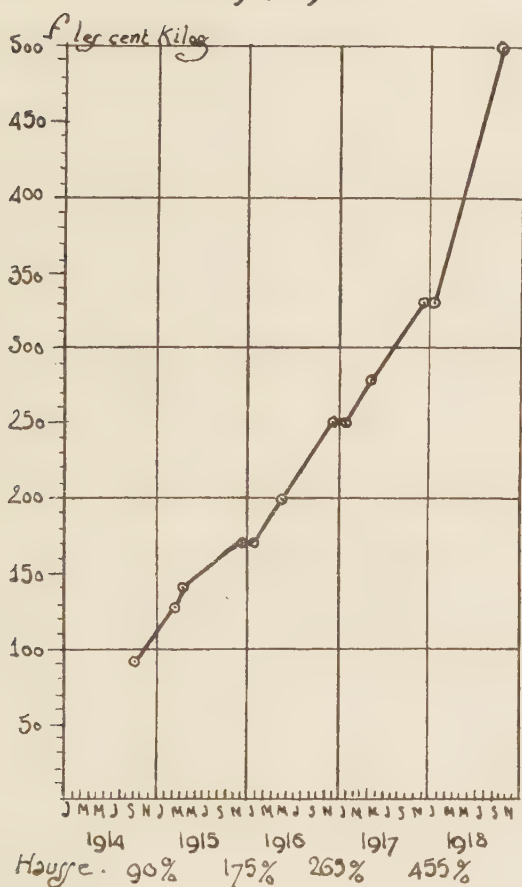
1. Au concours général d'animaux de boucherie et d'animaux reproducteurs, qui a eu lieu à Moulins les 10, 11, 12 et 13 février 1921, on ne compte que cinq exposants de l'espèce ovine. Ce sont : MM. Dodat frères, Dubost-Guyot, le baron de Pins, Cliquet, comte d'Aramon. Remarquons que les trois premiers seulement appartiennent au département de l'Allier.

Sur la commune de Montilly (Allier), plus de dix domaines possédaient une bergerie avant-guerre. Actuellement il subsiste deux troupeaux.

La production se trouve donc fort diminuée. En revanche la consommation va augmenter. Le paysan vivant loin des villes sait souvent se contenter des produits du sol et arrive à suffire par lui-même au plus grand nombre de ses besoins. Il vit des produits de la ferme. Et si la viande prise à la boucherie apparaît sur la table, c'est pour les fêtes rurales, les battages, les vendanges ou au moins pour les dimanches. Devenu soldat, le paysan est un consommateur de plus, et un consommateur d'autant plus important que les armées doivent être approvisionnées largement. En raison de leurs déplacements, des difficultés de transport, si l'on veut qu'elles aient toujours le nécessaire, il leur faut parfois la surabondance.

A ces facteurs de hausse, il faut en ajouter un autre plus général : l'excès de papier-monnaie. En 1914, la France disposait à peine de six milliards de billets de banque. Avec la guerre, les dépenses bondissent. Et comme ministres aussi bien que paysans vivent avec cette croyance que la durée de la guerre sera brève, on ne songe point à créer des ressources supplémentaires ; on recourt aux emprunts nationaux, mais d'abord à la faculté d'émission de la Banque de France que des lois successives accroissent progressivement. Les signes monétaires vont se multiplier chaque jour ; et chaque jour il y aura une hausse nouvelle des produits de l'industrie et du commerce sans oublier ceux de l'agriculture.

GRAPHIQUE DU MOUVEMENT
DES PRIX DES PORCINS
1914-1918



Toutes les hausses indiquées ci-dessus sont calculées par rapport aux cours d'avant-guerre.

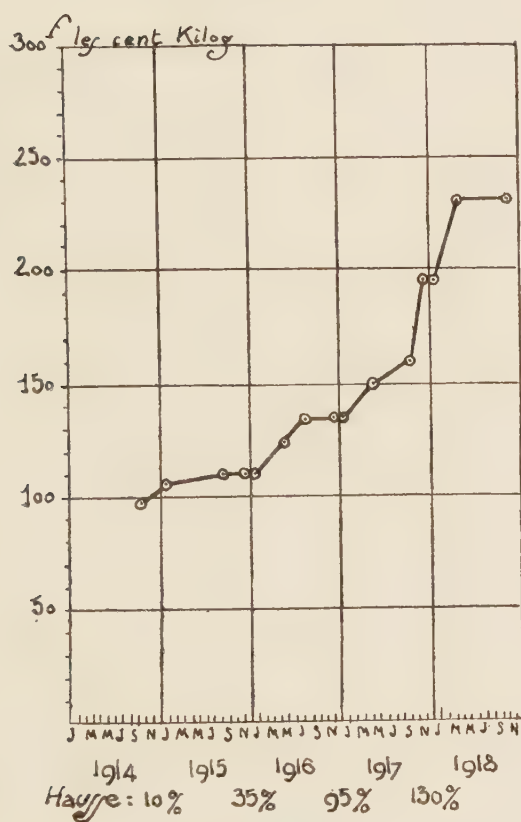
Au début de la mobilisation, il y eut un moment de désarroi général. Les chemins de fer étaient exclusivement réservés au transport des troupes, du matériel de guerre et de subsistances de l'armée. Le commerce de la viande n'avait plus que des débouchés locaux. Il serait peut-être excessif d'affirmer qu'il y eut baisse de prix. Cependant en raison de la désorganisation, les agriculteurs firent parfois des transactions à un cours inférieur à celui d'avant-guerre.

Après ce premier mouvement de recul légèrement esquissé pendant les premiers mois, et issu de la transition entre l'état de paix et l'état de guerre, le mouvement des prix va s'orienter nettement à la hausse. Si nous le suivons année par année, nous obtenons les graphiques ci-contre :

On remarquera qu'au fur et à mesure qu'on avance dans la période de guerre, le mouvement de hausse se précipite. D'abord modeste pendant les premières années, il prend des allures de torrent au cours de l'année 1918 et quand l'armistice arrive en novembre, le prix du bétail sur pied a augmenté de 130 0/0, et celui du porc de 455 0/0.

Il est une autre catégorie d'animaux dont nous n'avons pas parlé, mais dont les prix ont subi d'aussi importantes fluctuations : ce sont les chevaux. En juillet 1914 la valeur d'un bon cheval de trait peut s'évaluer de 1.000 à 1.200 francs, en 1918, elle atteint 3.000 à 4.000 francs.

GRAPHIQUE DU MOUVEMENT DES PRIX DES BOVINS 1914 - 1918



C'est qu'à la mobilisation des hommes s'ajoute celle des chevaux et que l'armée prend sans souci des intérêts agricoles toute la cavalerie de nos campagnes. Une première conséquence nous apparaît : la pénurie ; elle entraîne comme corollaire nécessaire l'ascension des prix.

En outre par suite de la crise de main-d'œuvre, l'usage du cheval va se développer. Le voyageur qui, aux temps heureux d'avant-guerre, parcourait nos campagnes bourbonnaises, pouvait voir au milieu des champs une lourde charrue trainée par quatre ou six bœufs blancs. Un enfant tenait l'aiguillon ; un homme dirigeait la charrue. Avec le manque de bras, il va falloir essayer de réduire le personnel. Le paysan bourbonnais, suivant en cette méthode son voisin nivernais qui l'avait devancé, va améliorer ses moyens de labours, la charrue « Brabant », va remplacer l'outil périmé des vieilles générations et des chevaux vigoureux conduits par le laboureur en même temps que la charrue vont se substituer aux bœufs dont l'emploi nécessitait la présence de deux hommes.

Là encore, bien que pour des raisons différentes, la loi de l'offre et de la demande va jouer ; et dans le sens d'une hausse considérable.

§ 3. — Après la guerre

Enfin survient la cessation des hostilités. Dans le monde agricole, on commence à douter. Les uns parlent de stabilisation des prix ; les autres prophétisent une baisse progressive. Personne n'entrevoit une nouvelle période de hausse plus rapide et plus grande.

La guerre achevée, les paysans démobilisés reviennent à leur foyer. A la campagne, point de vague de paresse. L'ouvrier de ville voit triompher une de ses principales revendications : la loi de huit heures. Les agriculteurs, eux, se remettent à l'ouvrage avec leur opiniâtreté coutumière. Après cinq ans de peine, ils ne demandent aucun repos et reprennent leur œuvre de production. Les champs en friches sont défrichés et leur sol fécond est retourné en vue de la récolte prochaine. Les produits agricoles jetés sur le marché seront plus abondants, et il semble permis de croire à la baisse des denrées alimentaires.

Il n'en fut rien. Après un temps de stabilisation pendant l'hiver 1918-1919, les prix bondissent au printemps et le mouvement ascensionnel des prix prend une amplitude nouvelle. La question de la hausse de la viande est à l'ordre du jour. Les pouvoirs publics s'en préoccupent et pour la combattre,

essayent d'augmenter les arrivages de viande frigorifiée ; mais malgré toutes les mesures prises le flot monte.

On reste surpris de ces énormes et brusques plus-values, et l'on se demande quelles causes multiples ont pu les engendrer.

Les uns parlent de l'afflux de papier-monnaie. C'est que la guerre, malgré son issue victorieuse, nous a légué un énorme fardeau financier. Les achats de matériel militaire sont à peine suspendus : les pouvoirs publics se préoccupent de ménager une période de transition, et pour ne pas interrompre brusquement la marche des immenses usines créées pour satisfaire aux besoins de plus en plus considérables des Armées, ils leur donnent quelques mois de répit, leur permettent l'achèvement de matériel désormais inutile. La démobilisation elle aussi est une source importante de dépense nationale : ceux qui pendant plus de quatre ans ont tout sacrifié pour la communauté ne peuvent être jetés à la rue, dès que leurs bras deviennent inutiles à la défense du pays. On se préoccupe de leur faciliter la reprise du travail et plus encore de leur permettre d'attendre quelque temps le choix d'un emploi en rapport avec leurs aptitudes ; et dans ce but on crée le pécule du soldat, on octroie diverses indemnités représentatives de la valeur des vêtements. On maintient aux femmes des mobilisés le versement des allocations qui ne

s'éteindront que progressivement, lorsque depuis longtemps déjà le mari aura retrouvé sa place au foyer.

Le Trésor français se trouve donc dans une situation difficile. Il y a bien les grands emprunts nationaux de consolidation, il y a les Bons du Trésor. Mais ces moyens sont insuffisants et l'Etat va avoir recours à la Banque de France, l'autorisant chaque fois que ses embarras financiers sont trop grands, à faire de nouvelles émissions de billets de banque. Le papier-monnaie s'avilit de plus en plus. Il pénètre à flot dans les campagnes ; et au fur et à mesure qu'il enfle, le prix des denrées alimentaires s'accroît.

D'autre part, une vague de jouissance semble passer sur l'humanité, comme y sévit une crise de paresse. C'est une sorte de loi de réaction que l'on retrouve après les grands cataclysmes qui bouleversent le monde : après cette longue période de souffrances, chacun se retrouve avec une soif condensée de bien-être, un désir de bonheur plus impérieux. Tous ont médité sur la fragilité de la destinée humaine ; et c'est une course éperdue de tous aux joies immédiates et palpables.

Les billets tout neufs brûlent les doigts ; dans les mains du nouveau bourgeois, ils deviennent autos et parures, actrice et jazz-band ; dans les mains de l'ouvrier, du vin, de la viande. Les billets pleuvent toujours, chacun se croit riche ; l'ouvrier réclame de

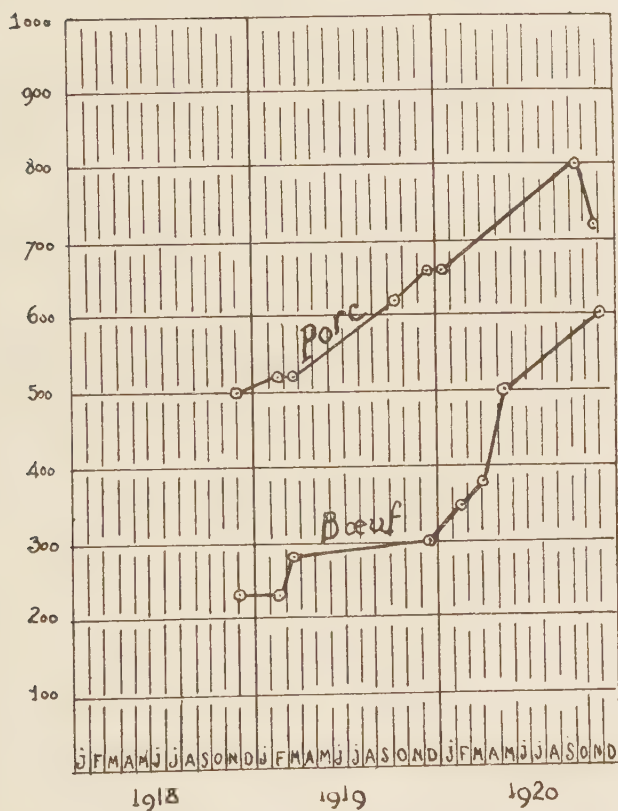
plus hauts salaires ; le patron n'a garde de les refuser : il serait gêné d'être seul à tant gagner et à tant dépenser. Et de boire davantage, et de manger plus de viande ; on laisse la viande frigorifiée aux fonctionnaires et aux petits bourgeois.

Mais la presse aux billets a beau faire merveilles, ce n'est pas elle qui fabriquera de bonne viande fraîche à tant de bouches tendues. Et les prix de la viande montent. Comme le montre notre graphique ; depuis le printemps 1919 ils croissent sans cesse, jusqu'en décembre 1920, époque où est réalisé le maximum des prix.

De ce rapide examen du mouvement de hausse, il ressort que pour les bovins le maximum a été atteint en décembre 1920. A ce moment un vent de folie souffle sur les campagnes : les agriculteurs ferment les yeux et ne veulent pas voir la crise économique qui commence à sévir durement dans l'industrie. A chaque foire, des prix plus élevés sont demandés et dans notre département, c'est à la foire de Noël que l'on atteint le point culminant.

Au moment de la Saint-Martin d'hiver (11 novembre) se font les prises en jouissance des métairies. Il y a naturellement lieu à ces occasions de procéder aux estimations des cheptels. Traditionnellement, les experts chargés de ce soin se donnaient le mot d'ordre et décidaient de leurs prix de base, en adoptant en quelque sorte le cours moyen de l'année. En 1920, ils

GRAPHIQUE DU MOUVEMENT
DES PRIX DES BESTIAUX
depuis la guerre
(PRIX DES CENT KILOG)



Hausses du porc: 455% 630% 785%
 „ du bœuf: 130% 200% 500%

Toutes les hausses sont calculées, comme précédemment, par rapport au prix d'avant-guerre.

se laissèrent aller à la griserie générale, à l'optimisme des agriculteurs qui espéraient toujours des cours plus élevés, et les estimations se firent en escomptant un avenir brillant et à un tarif qui ne fut jamais dépassé dans les meilleures foires.

Le prix moyen par tête de bétail ressortait à 2.500 francs. Une exploitation agricole comprenant 40 bêtes à cornes de diverses catégories, bœufs, vaches, juments, veaux, nécessitait donc approximativement pour son fonctionnement un capital de 100.000 francs.

Dans certains domaines situés sur les communes de Chevagnes, Thiel, Gannay-sur-Loire, d'une plus grande étendue que ceux de Moulins et nourrissant un troupeau plus nombreux, la somme de 150.000 francs était souvent nécessaire pour entrer en possession du cheptel.

CHAPITRE III

APPLICATION A DES CAS CONCRETS

Pour mieux comprendre l'importance de la question des plus-values de cheptel, et afin de montrer pour ainsi dire par l'expérience les difficultés des solutions envisagées, nous avons cru que la meilleure méthode était l'application de ces solutions à des cas concrets.

Nous avons donc à rechercher la situation qui sera créée à chacun des intéressés. La question est complexe. Nous sommes en Bourbonnais, province de grande propriété et où les intéressés sont nombreux. Dans la plus grande partie de la France on ne trouve que deux groupes en présence : propriétaires et fermiers. Dans le Centre, une autre classe se passionne également aux débats soulevés par cette question ; et cette classe c'est la plus intéressante parce qu'elle est la plus voisine du sol et la plus pauvre : celle des métayers.

Dans cette région, nous trouvons bien tous les modes de culture : tantôt le propriétaire afferme sa

terre à un petit fermier qui travaille lui-même et que l'on appelle un « fermier cultivant » ; tantôt le propriétaire remet son domaine aux mains d'un métayer et en conserve la direction ; tantôt enfin — et c'est le cas le plus fréquent — le propriétaire afferme l'ensemble de ses domaines, trois, quatre, cinq, dix à un « fermier général » qui cultive à l'aide de métayers.

Nous avons dit que c'était le cas le plus fréquent ; c'est en effet la solution la plus pratique. Avant guerre et quoi que l'on ait pu en dire, les bénéfices des fermiers généraux étaient fort modestes. D'autre part, avec eux, point de risques pour le propriétaire : quelle que soit l'inclémence des saisons et la dureté des temps, ils mettent à honneur de payer intégralement aux échéances convenues. Au contraire, le fermier cultivant cesse de payer à la plus petite déception, et alors quelle ressource pratique reste au propriétaire ? perdre son fermage. Car poursuite et saisie, produisent souvent peu et donnent bien souvent mauvaise impression dans les milieux agricoles. D'ailleurs son bénéfice, comment va-t-il le réaliser, le fermier général ? Sera-ce en pressurant ses métayers ? Non, les métayers sont rares et s'éloigneraient de lui. Les gains vont provenir exclusivement de son capital argent et de son travail, car il a au plus haut degré la pratique des choses agricoles, améliore, sélectionne et fait travailler le métayer avec intelligence.

Il s'agit donc d'une institution particulièrement développée en Bourbonnais. M. Souchon écrivait (1) :
« Une enquête du ministre de l'Agriculture en estime le nombre (des fermiers généraux) de 1.200 à 1.400 pour toute la France. Le seul département de l'Allier en compte plus de 600. »

Nous allons ainsi trouver trois intéressés à cette question des plus-values de cheptel :

Propriétaire ;

Fermier ;

Métayer.

Nous nous limiterons dans notre étude à cette hypothèse, les solutions des autres cas dérivant tout naturellement de celles apportées à la situation la plus complexe.

§ 1. — Situation du propriétaire

Quelle est la situation du propriétaire foncier ? Est-il, comme certains se plaisent à le dire, victime d'une expropriation ?

Raisonnons sur un fait. En 1911, M. X..., propriétaire d'un domaine de moyenne grandeur le donne à ferme avec un fonds de cheptel de 5.000 francs composé de la façon suivante :

1. Souchon, *la Crise de la main-d'œuvre agricole*.

2 bœufs de travail.....	1.550 francs
4 bonnes vaches.....	1.700
2 taureaux.....	960
2 jeunesses.....	610
1 veau.....	180
11 bêtes à cornes.....	<u>5.000 francs</u>

Le bail ayant été consenti pour une durée de neuf années consécutives a expiré au 11 novembre 1920, c'est-à-dire au moment où les cours du bétail ont atteint leur hausse maximum.

La question qui se pose est la suivante. M. X... a donné en 1911 un cheptel de fer de 5.000 francs composé de onze bêtes. Doit-il reprendre onze bêtes à peu près identiques à celles de 1911 quant au poids, nature et qualité ou bien doit-il seulement retenir pour 5.000 francs de bétail au cours commercial de 1920.

Que vont représenter les 5.000 francs de 1911 au moment de la sortie ?

1 bœuf de travail
ou 1 bonne vache suivie de son veau
ou 2 taureaux
ou 3 jeunesses
ou 1 jument de travail.

Ainsi si l'on maintient l'ancienne façon de procéder, c'est-à-dire le système de l'estimation en valeur pécuniaire, le propriétaire foncier qui était à la tête d'un troupeau de 11 bêtes à cornes en 1911, ne

retrouvera à l'expiration du bail que une, deux ou trois têtes de bétail, suivant la catégorie à laquelle elles appartiennent.

S'il veut supprimer son fermier et reprendre la jouissance de son domaine, dans l'espérance d'un revenu plus élevé, il le peut en 1920, mais il lui faut faire un nouvel apport d'argent considérable, en l'espèce 20.000 à 25.000 francs.

A ce moment-là, il disposera seulement du faible outil confié à son fermier en 1911. S'il veut avoir un instrument d'exploitation productif, il lui faudra racheter tous les animaux supplémentaires dont son fermier avait fait acquisition en 1911, le cheptel de fer représentant généralement une mince partie du bétail indispensable.

Ici, dira-t-on, nous dépassons l'ordre d'idées qui fait l'objet de cette étude : ce cheptel supplémentaire n'est pas un cheptel de fer.

Certes ! Mais il nous a paru utile de le mentionner à cette place afin de bien montrer la charge financière qui incombera au propriétaire désireux d'éliminer son fermier. Ce cheptel supplémentaire dans un domaine de moyenne grandeur, peut varier de 60.000 à 80.000 francs.

Un propriétaire foncier, possesseur de plusieurs domaines, doit donc pour en jouir disposer de plusieurs centaines de mille francs.

§ 2. — Situation du fermier

Au milieu de l'échelle des divers collaborateurs, nous trouvons le fermier. A lui, il est devenu de tradition depuis quelque temps d'attribuer tous les profits. Dans toutes les plaidories relatives aux règlements des plus-values de cheptels, l'aspect du propriétaire s'écrit invariablement : « Je dirais que les fermiers ont fait des affaires d'or, si l'or était encore en circulation », et il continue en parlant des fortunes agricoles nées de la guerre.

Il convient donc de se demander quelle est exactement dans la question des plus-values la part du fermier et de chiffrer les aléas dont celui-ci se joue pour acquérir le droit de percevoir cette part.

Nous raisonnerons toujours sur notre hypothèse complexe supposant trois collaborateurs : propriétaire, fermier, métayer.

Reprenons l'exemple invoqué à propos du propriétaire foncier : M. X..., propriétaire, afferme en 1911 pour une durée de neuf années un domaine à M. Y..., fermier, qui le donne à moitié fruits à M. Z..., métayer.

Comment M. Y..., fermier, va-t-il procéder ? En 1911, il a reçu de son propriétaire un cheptel de fer de 5.000 francs qui constituait, nous l'avons dit, un instrument d'exploitation insuffisant pour obtenir du domaine son plus haut rendement possible. M. Y...,

fermier, afin de faire face à ses engagements pécuniaires vis-à-vis du bailleur, et aussi afin de retirer le bénéfice normal de sa profession va y adjoindre un cheptel supplémentaire souvent d'une importance supérieure au cheptel de fer et il va confier le tout au troisième collaborateur, le métayer qui va ainsi travailler sans bourse déliée.

Peut-être pourrait on objecter que ce cheptel supplémentaire doit être fourni à moitié par le métayer et le fermier. Sans doute. Mais si le métayer ne possède pas le capital correspondant à sa quote-part, quelle autre ressource reste-t-il au fermier que d'assumer un fardeau double ? Pratiquement, on s'éloigne de plus en plus des « remboursements de cheptel » du métayer ; autrefois le métayer mettait à honneur de posséder sa part dans le troupeau commun ; aujourd'hui il est devenu plus réaliste, plus positif. Il préfère consacrer les sommes pécuniaires dont il dispose à l'achat d'une petite propriété rurale, voir même de bons de la Défense nationale, et il se dit que le fermier fournira tout le cheptel, et sans intérêt naturellement ; faute de quoi, sa combinaison deviendrait œuvre vaine.

Le cheptel supplémentaire créé par le fermier au profit du métayer est donc une nécessité. Au fur et à mesure de la hausse des cours, à chaque fois que le fermier installe dans le domaine un nouveau métayer, il doit élever la valeur pécuniaire de ce cheptel sup-

plémentaire de façon que le cheptel conserve sensiblement la même signification en poids, nature et qualité qu'il avait avant la guerre.

Ainsi donc, si au cours du bail envisagé, des métayers différents se sont succédés en 1915, 1916, 1917, 1918, etc..., le fermier a dû à chaque changement faire un apport pécuniaire nouveau, relatif à son cheptel supplémentaire, et même au cheptel de fer du propriétaire, car les règlements avaient toujours lieu en monnaie, et le problème d'une conversion éventuelle de la valeur monnaie en valeur poids vient seulement d'être soulevé.

Dans le domaine dont nous avons parlé, le changement s'est effectué en 1918, c'est-à-dire à un moment où la hausse était déjà notable.

Nous nous trouvons en présence des éléments suivants :

ANNÉES	Valeur du cheptel de fer du propriétaire.	Valeur du cheptel constitué par le fermier au métayer (cheptel de fer et cheptel supplémentaire).	Valeur totale du cheptel.
1911...	5.000 francs	10.000 francs	14.000 fr.
1918...	5.000 »	20.000 »	33.000 »
1920...			80.000 »

On remarquera que tous les éléments n'ont pas varié suivant une proportion identique, à chaque

entrée d'un métayer, le fermier procède au mieux de ses intérêts et fait varier les capitaux supplémentaires, suivant les exigences du métayer nouveau.

Comment vont donc s'effectuer les règlements de compte entre ces trois parties intéressées ?

Traditionnellement, ces règlements s'effectueraient de la façon suivante dans le cas envisagé :

Règlement de compte monétaire entre propriétaire,
fermier, métayer

EVALUATION DU BÉNÉFICE DE CHEPTTEL

(Intéresse seulement fermier et métayer)

Valeur totale du cheptel.....	80.000 fr.
Cheptel constitué par le fermier au métayer. . .	20.000
Bénéfice de cheptel.....	60.000

Répartition du bénéfice de cheptel

$1/2$ de 60.000 = 30.000 au fermier

$1/2$ de 60.000 = 30.000 au métayer

Répartition générale

Part du propriétaire.	5.000 (cheptel de fer)
Part du fermier.....	45.000 (30.000 + 15.000) ($1/2$ bénéfice de cheptel + cheptel supplé- mentaire).
Part du métayer. . . .	<u>30.000</u> ($1/2$ bénéfice de cheptel)
Valeur totale..	80.000

Ce mode de règlement apparaît le plus simple.
Pas de confusion possible. La monnaie sert de com-
mune mesure et de terrain d'entente à tous.

Veut-on au contraire admettre que cette expression monétaire de la valeur du bétail n'est qu'une expression conventionnelle, indicative, et que par derrière elle, il faut rechercher, pour avoir l'intention des parties contractantes, le poids, la nature et la qualité des animaux pris en charge ? Le règlement va être entièrement changé. Dans les rapports de propriétaire à fermier, il restera simple ; on multiplie le cheptel de fer par un coefficient de hausse et tout est dit : une opération arithmétique suffit à cette conversion.

Mais comment déterminer les comptes entre fermier et métayer ? Ce cheptel de fer que le fermier a pris des mains de son propriétaire, il l'a légué immédiatement au métayer. Dans les comptes entre fermier et métayer, il faudra donc admettre le même coefficient de hausse que dans les comptes entre propriétaire et fermier.

Bien plus, si l'on veut rester dans la logique absolue et poursuivre l'idée de plus-value jusqu'à son aboutissement naturel, le cheptel supplémentaire constitué par le fermier au métayer, bien qu'il ne puisse être immeuble par destination, ne devrait-il pas bénéficier d'un coefficient de hausse variable suivant la date de sa constitution ? Ce serait de la justice naturelle. Le fermier dirait à son métayer : l'argent est un signe conventionnel. Rendez-moi le jour de sortie ce que je vous ai donné au jour de votre

entrée en jouissance, tête pour tête et poids pour poids.

Cette idée est une résultante implacable de la première. Si l'on ne veut pas que le mot de Pascal devienne un principe de nos tribunaux : « Vérité en deçà, erreur au delà », il faut appliquer le même critérium aux rapports entre propriétaire et fermier et aux rapports entre fermier et métayer.

Il est un autre facteur dont il faut largement tenir compte quand on veut comprendre d'une façon exacte la situation du fermier dans la question des plus-values : ce sont les risques.

Nous avons vu dans quelle situation difficile la hausse excessive avait jeté le propriétaire foncier. Ses revenus sont parfois modestes et la reprise de ses domaines ne peut se faire qu'à grand renfort de capital nouveau. Mais aussi dans quelle atmosphère de tranquillité ne va-t-il pas attendre les jours meilleurs ! Il assiste en spectateur à la course folle aux hauts prix ; les variations de cours qui enrichiront les autres le laissent indifférent. En revanche, s'il ne risque pas de gagner, il ne redoute pas les pertes. Son patrimoine est un roc intangible que les désastres ne peuvent atteindre. Que vienne une épizootie semant de nombreux cadavres dans le troupeau : le fermier sera largement atteint ; mais le revenu du propriétaire restera intact. Et mieux encore, si l'épizootie s'aggrave, si elle devient un fléau ne laissant

rien subsister (la peste bovine, par exemple), si la perte est totale, la fonction sociale du fermier apparaît singulièrement dure.

Serré entre le propriétaire et le métayer, il va non seulement perdre sa part, ce qui est logique au cas d'événement malheureux. Mais encore il devra désintéresser complètement ses deux collaborateurs. Au premier, il devra rembourser un cheptel de fer dont il n'a pas la propriété; au deuxième, il devra payer sa quote-part du bénéfice de cheptel.

Sa situation économique est la suivante : en cas de gain il prélève naturellement la moitié des bénéfices réalisés; en cas de perte il supporte l'intégralité : sa perte personnelle, celle du propriétaire et celle du métayer.

Et si l'on veut chiffrer économiquement les bonnes et les mauvaises chances du fermier, en prenant pour base le bail concret invoqué plus haut, et avec les mêmes données économiques, on se rendra compte pratiquement de l'importance de cet élément d'appréciation.

Rappelons que ce bail avait été consenti pour neuf années de 1911 à 1920 et que le fermier avait dû en 1918 procéder au remplacement du métayer. Le cheptel de fer était de 5.000 francs, celui consenti par le fermier au métayer de 20.000 francs, la valeur totale de 80.000.

Examinons donc les enjeux :

Chances de gain	Chances de perte
1/2 Bénéfice de cheptel $1/2 (80.000 - 20.000) = 30.000 \text{ fr.}$	Cheptel de fer..... 5.000 fr.
	Cheptel supplémen- taire (20.000-5.000) 15.000
	Part du métayer sur bénéfice de chep- tel..... 30.000
	Part du fermier sur bénéfice de chep- tel..... 30.000
	Ensemble.... 80.000 fr.

Si une heureuse fortune a permis à un fermier de voir son bail arriver à expiration au 11 novembre 1920, il devrait légitimement encaisser un bénéfice de cheptel de 30.000 francs, lui qui risquait chaque jour de perdre 80.000 francs au cas de perte totale.

§ 3. — Situation du métayer

Reste à préciser la situation du métayer. Des divers collaborateurs, il est au dernier rang de la hiérarchie. C'est lui qui concourt directement à l'œuvre de production ; il représente tout le travail ; et tous les produits agricoles sont le fruit immédiat de son labeur. Le propriétaire apporte le capital terre, le fermier le capital-bétail et une direction intelligente, le métayer, le travail.

Mais aussi comme la loi est clémentine au métayer ! Elle a pris soin de lui épargner des jours malheu-

reux : il ne court pas le risque de perte totale, cette épée de Damoclès suspendue sur la tête du fermier.

Que la hausse survienne vertigineuse comme en l'année 1920, le métayer en bénéficiera s'il quitte son domaine au cours de cette période favorable, au même titre que le fermier. Rien de plus juste d'ailleurs à notre sens.

Mais prenons l'hypothèse d'un métayer rentrant en jouissance d'un domaine nouveau au 11 novembre 1920. Que va-t-il se passer dans la réalité ? Nous avons parlé constamment d'une exploitation dont la valeur totale du cheptel s'élevait à 80.000 francs. Ce cheptel est indispensable à la bonne marche du domaine. Qui va le fournir au nouveau métayer de 1920 ? C'est encore le fermier ancien ou nouveau, qui va ainsi singulièrement renforcer le cheptel supplémentaire primitif et qui est condamné à racheter perpétuellement ce qu'il a déjà fourni.

S'il survient une période d'années mauvaises que se passe-t-il pratiquement ? Le métayer vit dans son domaine, partage chaque année avec le fermier le bénéfice de cheptel, épargne les sommes qui lui reviennent sous forme de bons de la Défense nationale. Quand va survenir l'heure de la séparation, il sera procédé à une nouvelle estimation. Si elle est inférieure de 50 0/0, 60 0/0 ou 70 0/0 au prix de 1920, le fermier aurait une créance de 20.000 ou 25.000 francs sur son métayer. Mais il sera dans

l'impossibilité pratique de la recouvrer, quand même il saisirait la récolte de blé suprême arme après le cheptel. Et même il est de tradition constante dans la corporation des fermiers généraux d'accepter ces pertes éventuelles non pas de gaieté de cœur, mais comme part du feu et en renonçant toujours à mettre en branle l'appareil judiciaire.

Dans la réalité, la situation du métayer semble donc enviable. De tous les intéressés à l'œuvre de production, il est celui qui risque le moins dans la hausse comme dans la baisse.

DEUXIÈME PARTIE

LES ARGUMENTS EN PRÉSENCE

CHAPITRE PREMIER

ATTRIBUTION DE L'INTÉGRALITÉ DES PLUS-VALUES AU FERMIER

§ 1. — Textes spéciaux du Code civil

Les auteurs du Code civil ont traité des cheptels à deux reprises différentes : une première fois à propos de la distinction des biens meubles et immeubles (art. 522 et 524) ; une deuxième, en définissant les diverses formes du bail à cheptel et en traçant ses principales règles.

De ces deux séries de textes, les uns généraux, les autres spéciaux, il semble *a priori* que la volonté du législateur trouve sa plus exacte expression dans les textes spéciaux (art. 1821 à 1826 inclusivement).

Au moment de l'élaboration des textes généraux, la pensée de ceux qui rédigeaient ces articles était

lointaine. Ils sortaient d'une longue période de troubles révolutionnaires où l'ordre social avait été ébranlé et où de nouvelles assises avaient été données à un monde nouveau.

La propriété foncière notamment avait subi des modifications profondes. A juste titre, le législateur devait songer à des mesures de conservation qui encourageraient et faciliteraient le rétablissement de l'ordre. De là devait naître la création de ces multiples *immeubles par destination*.

Mais quand l'assemblée des juristes en arriva à enfermer le cheptel donné au fermier dans des règles particulières, leur pensée était naturellement présente à la question spéciale qu'ils traitaient. Peut-être même avaient-ils en vue la question des plus-values, car enfin au cours de la période révolutionnaire dont ils sortaient, ils avaient connu les plus extrêmes dépréciations de monnaie, les plus folles variations de prix. Et sous l'influence de ces faits, ne serait-il pas permis de croire que toute leur pensée a été condensée et cristallisée en quelque sorte dans ces textes spéciaux ?

Lors de l'affaire Baillon-Charrier qui s'est plaidée au tribunal civil de Moulins le 23 mars 1921, M. Marcel Régnier, sénateur de l'Allier, avocat de l'une des parties, disait que ces textes particuliers lui paraissaient « d'une clarté si nette, si précise, si française », qu'il ne pouvait pas concevoir les diffi-

cultés soulevées par les plus-values, et encore moins le nombre des jugements contradictoires.

A) *Articles 1821 et 1826 du Code civil*

Quels sont donc ces textes si précis ?

Tout d'abord les articles 1821 et 1826 du Code civil. Par deux fois en fixant les règles du cheptel donné au fermier, dans le premier et le dernier article relatif à cette matière, le législateur a défini sa pensée. Lisons :

Art. 1821. — Ce cheptel (aussi appelé *cheptel de fer*) est celui par lequel le propriétaire d'une métairie la donne à ferme, à la charge qu'à l'expiration du bail, le fermier laissera des bestiaux d'une valeur égale au prix de l'estimation de ceux qu'il aura reçus.

Art. 1826. — A la fin du bail, le fermier ne peut retenir le cheptel en en payant l'estimation originale ; il doit en laisser un de valeur pareille à celui qu'il a reçu.

S'il y a du déficit il doit le payer ; et c'est seulement l'excédent qui lui appartient.

« Valeur égale au prix de l'estimation », « valeur pareille », ces deux expressions se complètent et s'éclairent réciproquement. C'est donc bien d'une valeur en argent, en espèces sonnantes ou billets de la Banque de France, que les règlements doivent s'effectuer à défaut de conventions contraires.

Il reste toujours permis, toujours licite de prendre en charge un cheptel au poids, au mètre, etc... ; les contractants ont faculté d'élaborer telle combinaison complexe qui les séduira pourvu qu'elle soit honnête ; et leur convention particulière leur servira de loi. Mais à défaut d'un *modus vivendi* de nature différente, ils doivent se soumettre au règlement monétaire.

Si l'on voulait substituer la valeur culturale, la valeur travail à la valeur argent, on comprendrait encore l'article 1826 où il est parlé d'une « valeur pareille » ; mais que deviendrait l'article 1821. Que signifierait « valeur égale au prix de l'estimation » ? Un prix ne s'exprime ni en valeur travail ni en valeur culturale ; ou alors il faudrait remonter dans la nuit des âges, à un moment où l'économie des peuples en était encore à son stade primitif, où la monnaie en circulation ne comportait que des produits alimentaires, du blé, du bétail.

B) Article 1823 du Code civil

L'article 1823 du Code civil vient d'ailleurs confirmer les articles 1821 et 1826, et enlever tous les doutes qu'un esprit sceptique pourrait conserver sur leur interprétation. Que dit-il donc cet article 1823 ?
« *Tous les profits* appartiennent au fermier pendant

la durée de son bail, s'il n'y a convention contraire. »

Est-il question d'une distinction entre les profits résultant d'une amélioration de la race due aux soins intelligents du fermier et entre ceux provenant de circonstances accidentelles, d'une guerre ou autre événement fortuit ?

Certains tribunaux, notamment celui de Saint-Yriex dans un jugement du 29 décembre 1920 se plaisent à compliquer le Code civil, et tout comme aux beaux jours de la Scholastique multiplient les *distinguo*. Ces magistrats distinguent donc :

1° La souche de cheptel à laquelle les experts doivent appliquer les prix d'avant-guerre ;

2° Le croît du cheptel qui doit être estimé au cours commercial.

Est-ce tout ? Pas encore. Les juges de Saint-Yriex recommandent une autre distinction à leurs experts. Voici ce conseil que l'on trouve dans l'un des derniers attendu de leur très long jugement : « Si les bestiaux composant la souche de cheptel se trouvaient de par leur âge, leur état ou leurs qualités propres, en plus-value sur les animaux composant le cheptel d'entrée, les experts devaient tenir compte de cette plus-value au cours du jour ; étant observé encore que si des animaux laissés par le fermier avaient été achetés à des cours voisins des cours actuels, sans que le prix des animaux acquis en rem-

placement ait été compensé par le prix de vente des animaux remplacés, les experts avaient à tenir compte de cet élément de plus-value au cours du jour. »

Ainsi, il faudrait donc avoir presque autant de règles que de sources de profits. La souche de cheptel ou cheptel de fer serait évaluée au tarif 1913-1914 ; mais les améliorations en âge ou qualité seraient comptées au cours du jour, de même que les animaux de remplacement dans la mesure où ils laisseraient le fermier en perte. Quel travail de reconstitution et quelle tâche subtile est confiée aux experts de la Haute-Vienne !

Et pourtant il nous semble que le langage du Code civil est clair. Il dit : « *Tous les profits.* » Pourquoi donc vouloir diviser ce qui par définition est indivisible ? Pourquoi mettre sur deux balances différentes les gains dus à la sagacité de l'agriculteur et ceux qui proviennent de circonstances anormales ? Les juristes du premier consul ne devaient cependant ignorer les guerres susceptibles de bouleverser le monde.

La question s'est déjà posée. Un arrêt de la Cour d'appel de Lyon du 11 juin 1874 relatif à un règlement de cheptel entre propriétaire et fermier, avait confirmé l'article 1823 : « Le législateur, disait-il, n'a fait aucune distinction entre la plus-value apportée au cheptel par les soins et améliorations du fermier, et celle qui proviendrait de circonstances acci-

dentelles, telle que la cherté du bétail pour une cause quelconque. » Il s'agit d'un arrêt immédiatement ultérieur à la guerre de 1870 et qui résolvait le problème posé aujourd'hui.

Et la Cour de Montpellier, dans un arrêt du 10 février 1919, confirmait cette interprétation à propos d'un litige de règlement survenu entre M. Lavergne, fermier du domaine de la Vayssière et l'Administration des hospices de Rodez : « Attendu que rien, dans les termes de la loi, ne permet de dire qu'elle ait distingué celle (la plus-value) apportée au cheptel par les soins et améliorations du fermier et celle qui proviendrait de circonstances accidentelles. »

C) *Idée de compensation se dégageant
des articles 1825 et 1826 in fine*

D'ailleurs le législateur ne s'est point borné à établir des règles précises sans les motiver. On pourrait croire que ce règlement-monnaie ordonné aux parties contractantes en l'absence de conventions contraires avait été choisi de préférence à tout autre, en raison de son usage facile : il constituait un terrain d'entente, une commune mesure ne prêtant pas lieu à discussion.

Peut-être les juristes de 1804 ont-ils été séduits par cette commodité des opérations agricoles. Mais ils ont eu un autre *leit-motiv* bien plus puissant, disons

même déterminant de la matière qu'ils avaient à traiter : c'est l'idée de *compensation* apportée de notre Ancien Droit, qui dominait et effrayait parfois leurs esprits.

Compensation à la perte totale ! Compensation aux pertes partielles ! C'est que le fermier conclut un contrat aléatoire, offrant des chances de perte comme des chances de gain et que la route qui conduit au profit est toute semée d'embûches.

Dans les textes spéciaux relatifs au cheptel donné au fermier, le législateur a confirmé ces aléas défavorables :

Art. 1825. — La perte, même totale et par cas fortuit, est en entier pour le fermier, s'il n'y a convention contraire.

Art. 1826 *in fine*. — S'il y a du déficit, il doit le payer ; et c'est seulement l'excédent qui lui appartient.

Puisque le contrat de fermage comporte tous les risques de perte, il fallait au moins par un principe d'équité naturelle, lui assurer toutes les chances de gain.

Dans l'Ancien Droit, cette idée que la compensation pourrait même parfois ne pas rétablir l'équilibre, avait fait que la question s'était posée de savoir si un contrat de cheptel simple, c'est-à-dire sans affectation à un fonds de terre, était un contrat licite et ne comportant pas de clause léonine. Et pourtant dans

un tel contrat, il n'est pas question de perte totale : celle-ci reste à la charge du bailleur. Le cheptel est donné à moitié croît et décroît, profit et perte : le preneur subit donc seulement les risques partiels, et pour sa quote-part. Néanmoins dans son *Traité des cheptels*, Pothier (1) nous dit que la valeur morale de ce contrat avait été mise en doute par certains casuistes, et notamment par l'auteur des Conférences de Paris sur l'usure.

Toute l'argumentation se réduisait à invoquer « ce principe de droit naturel que les choses doivent être aux risques de ceux à qui elles appartiennent, que la perte, lorsqu'elle arrive par un cas fortuit, en doit donc être supportée par eux, *res peri domino*, et qu'on ne peut sans injustice la faire supporter par d'autres ».

Les scrupules furent même poussés si loin que l'autorité religieuse au moment de sa toute-puissance eut à s'occuper de cette question. Pothier nous affirme que l'auteur des conférences se réfère aux Conciles de Milan et de Bordeaux, tenus dans le xvi^e siècle ; et bien qu'il ne croit pas à la compétence ecclésiastique et romaine en un pareil sujet, évidemment du ressort des jurisconsultes, son esprit demeure inquiet. Il se demande si ce contrat de cheptel simple est licite pour toutes sortes d'animaux, bêtes

1. Pothier, *Traité des Cheptels* (Œuvres de Pothier annotées par Bregnet, t. IV, p. 341).

à laine, « bêtes aumailles, c'est-à-dire bœufs, vaches, chevaux et juments », porcs.

Et il conclut en citant l'opinion de La Thaumassière qui dans la Coutume du Berry, autorise le cheptel simple à moitié perte et profit, à l'égard des bêtes à laine et aumailles, mais le déclare illicite quand il s'agit des porcs, et rapporte une sentence du présidial de Bourges qui l'a jugé tel.

« La raison est que la nourriture de ces animaux dont on charge le preneur, étant très coûteuse, et la moitié des croits qu'on lui donne, étant en conséquence à peine suffisante pour la récompense des frais de garde et de nourriture, cette moitié du croit ne peut plus payer le preneur du prix du risque de la perte de cheptel par cas fortuits, dont on le chargerait pour moitié. Or, il n'est pas juste que le bailleur que ce risque concerne en entier comme propriétaire du cheptel, s'en décharge pour moitié sur le preneur, sans payer au preneur le prix de ce risque. »

Dans notre ancienne législation coutumière, certains contrats de cheptel simple étaient déclarés illicites parce qu'il n'y avait pas compensation entre les chances de gain et les chances de perte. Et cependant ces chances bonnes ou mauvaises existaient dans une même proportion.

Les juristes du Code civil n'ignoraient point les coutumes ni les anciens auteurs. Pothier leur ser-

vait de guide éclairé. L'œuvre qu'ils avaient entrepris ne devait pas être une création issue de leurs cerveaux par génération spontanée : leur tâche bien aride cependant, consistait à unifier ce qui était divers et à moderniser ce qui était archaïque.

Comment, dans ces conditions, les rédacteurs du Code, quand ils traitaient la matière du cheptel donné au fermier, n'auraient-ils pas été constamment préoccupés par cette idée d'une compensation équitable ?

Certainement, ils étaient inspirés par le souci d'un juste équilibre, quand ils attribuaient au fermier l'intégralité des pertes et l'intégralité des bénéfices.

Peut-être pourrait-on objecter que la valeur de ces arguments est une valeur théorique et dire que si sur le papier il est logique de chercher à tenir la balance égale entre les chances de gain et les chances de perte ; dans la réalité, l'aléa favorable se présente seul ; que l'autre, l'aléa défavorable n'est qu'un vain spectre que l'avocat agite, qui fait peur et point de mal.

Certes, et il est heureux qu'il en soit ainsi pour la prospérité économique du pays, il y a plus d'heureux qui s'enrichissent que de malheureux qui se ruinent. C'est la loi du progrès et la forme légitime de l'activité des hommes.

Est-ce à dire que les périodes de ruine constituent un mythe ? Tout près de nous dans le temps, des épizooties ont semé de nombreuses ruines. La peste

bovine si désastreuse en Belgique a pénétré naguère en France et dans les villages où elle a sévi, elle a fait jouer d'une façon singulièrement dure le risque de perte totale. Combien de fermiers qui, au bout d'une longue carrière de labeurs, se réjouissaient à la vue de leurs étables pleines et supputaient le profit qui devait assurer leur vieillesse, quand en quelques heures un mal implacable s'abattait sur tout leur troupeau et n'y laissait que des cadavres ! Que restaient-ils à ces malheureux ? quelques maigres indemnités des pouvoirs publics perçues après de multiples et longues démarches.

Pour terrible qu'elle soit, dira-ton, la peste bovine est un fléau heureusement fort rare. Mais il y a la tuberculose qui exerce constamment ses ravages dans le troupeau comme dans la race humaine ; il y a la fièvre aphteuse qui ne quitte jamais une région sans espoir de retour ; et tant d'autres.

La tuberculose sévit d'une façon endémique dans la vallée de l'Allier ; et malgré tous les efforts des agriculteurs, quand ils arrivent à l'éloigner, ce n'est que pour quelques années. La perte du cheptel entier est chose rare ; mais le troupeau est largement décimé. Nous pourrions citer certains domaines où pendant plusieurs années consécutives, la proportion des animaux vendus et reconnus sains ne dépassait pas le tiers de ceux livrés à la boucherie. Au lieu de la ruine totale et venant d'un seul coup, c'était une

ruine partielle qui s'aggravait chaque année, au fur et à mesure de l'exécution du bail.

La fièvre aphteuse revient pour ainsi dire à intervalles réguliers. Au cours de l'année 1920, elle a mis en coupe réglée le département de l'Allier et les départements limitrophes. Les ravages furent sensibles dans le périmètre de Moulins ; mais l'épidémie ne prit point des proportions de désastre. Dans d'autres régions cependant, on cite des ruines. On s'émeut d'un navrant épisode : un pauvre cultivateur de Marcigny (Saône-et-Loire) avait vu tous ses animaux (une quarantaine de bêtes à cornes), périr sous les coups de la fièvre aphteuse ; désespéré, le malheureux se pendit.

A ces risques capables d'amener la ruine complète de l'agriculteur, il faut en ajouter d'autres — et ils sont nombreux — qui pour être moins graves, n'en constituent pas moins de redoutables aléas. Il y a la douve, l'entérite aiguë, et ces multiples accidents qui portent constamment atteinte à l'intégrité d'un troupeau. Avant-guerre, nous avons traversé une période d'années pluvieuses qui nous a valu un développement inaccoutumé de la douve : la conséquence immédiate en fut une importante diminution des ovins dans le département de l'Allier, et par voie de répercussion un déficit considérable dans la caisse des producteurs. Au mois d'août 1920, au moment où le prix du bétail était voisin du plus

haut cours, de larges brèches furent faites dans le cheptel bovin de certains domaines par une épidémie d'entérite aiguë : des animaux paraissant en pleine santé succombaient en deux ou trois jours.

Les victimes furent nombreuses dans la région de Moulins. Au domaine des Gravats situé commune de Montilly, 5 jeunesses (taures ou taureaux) périrent au cours de la même semaine. Chaque jour le métayer, en cultivateur vigilant, visitait ses animaux dans les prés ; chaque jour il en trouvait présentant les symptômes du même mal. Eploré à juste titre, il venait trouver son maître et lui demander conseil. Plusieurs vétérinaires se rendirent sur les lieux, ordonnèrent divers médicaments, tous d'ailleurs inefficaces. Enfin le temps conjura la maladie. Mais ce métayer avait perdu un nombre d'animaux correspondant sensiblement au croît de son cheptel, et pour ne pas porter atteinte au fonds du bétail, il avait à choisir entre le remplacement des animaux morts ou la renonciation à la vente de ceux qui sans cette perte considérable auraient été en excédent. Il opta pour cette dernière solution qui évitait un double mouvement d'argent. Ainsi en une semaine avait disparu le profit d'une année.

Indépendamment des épidémies, des maladies, il y a d'autres sources de pertes pour le fermier : ce sont les moins-values. Nous avons dit antérieurement que les plus-values normales du capital-terre et du capi-

tal-bétail constituaient en quelque sorte une loi séculaire du progrès économique et de la civilisation. Mais en marge de ces plus-values quasi-régulières, il y a les plus-values accidentelles et temporaires, comme celles dues à la guerre ; il y a aussi des moins-values dues à une multitude de causes également accidentelles. Ainsi en 1893 sous l'influence d'une sécheresse persistante, le cours du bétail subit une dépression telle que la ruine s'ensuivit pour beaucoup d'agriculteurs.

Au cours des plaidoiries relatives à l'affaire Bailon-Charrier dont nous avons déjà parlé, M. Marcel Régnier, en des paroles éloquentes rappelait cet âge de fer et affirmait combien était encore présent à toutes les mémoires le souvenir de toutes les ruines agricoles. Les producteurs envahissaient les champs de foire, toujours plus nombreux, par suite de la disette de nourriture ; et le bétail se vendait toujours à plus vil prix. Le commerçant et l'industriel, dans les périodes de mévente, peuvent stocker leurs produits et attendre un moment favorable à leur écoulement : leur puissance de stockage dépend uniquement de leur solidité financière et de leur crédit en banque. L'agriculteur est dans une situation bien différente : riche ou pauvre, soutenu ou honni par les financiers, il est limité dans le temps et les animaux qui viennent le poussent inexorablement à vendre ceux qui sont venus. Il n'a donc pas

d'arme pour sa défense ; et si la crise est pénible, il ne peut que gémir sur ses malheurs.

§ 2. — Législation coutumière

On peut se demander si ces textes spéciaux malgré leur netteté et leur précision sont interprétés en conformité avec la pensée de leurs auteurs, si par delà l'expression littérale, il ne serait pas opportun de rechercher l'esprit de la loi.

Il nous a paru que pour dégager ce sens occulte des textes, la meilleure méthode consistait à retourner à une des sources fondamentales de notre Droit : la législation coutumière. Si celle-ci est en harmonie avec les textes écrits du Code civil, il nous sera bien permis d'y trouver le rayon de lumière qui nous découvrira la pensée intime du législateur.

Jetons un rapide coup d'œil sur les anciens auteurs bourbonnais : Jean Tronçon, Charles du Molin, Auroux des Pommiers, Claude-Marie Rouyer. Les écrits du premier remontent au xvi^e siècle ; ceux du dernier précèdent immédiatement la Révolution.

Jean Tronçon qui fut l'un des premiers à rédiger nos coutumes écrivait dans son livre imprimé à Lyon en 1572, traitant du « chaptel des bestes » et « du choix des preneurs es-bêtes prisées » :

1. Jean Tronçon, *Coutumes du pays et duché du Bourbonnais* (imprimé à Lyon par Jean Marcorelle en 1572, chapitre XXXV).

« Quand bêtes sont exigées et prisées par le bailleur, le preneur a le choix dedans huit jours après la dite prisée à lui notifiée et déclarée de retenir les dites bêtes ou icelles bêtes délaissées au bailleur pour le prix que le dit bailleur les aura prisées en payant ou baillant par le dit preneur caution fidéjusseur du dit prix, autrement sont mises en main tierce. »

Déjà au xvi^e siècle les prisées se réglaient donc en monnaie. Jean Tronçon ne saurait être plus affirmatif ; il nous dit « le prix ». La valeur culturale, la valeur travail sont des données étrangères à l'esprit des juriconsultes de cette époque. Le seul mode admis pour les règlements de cheptel était le mode pécuniaire.

Au xvii^e siècle Charles du Molin dans sa *Coutume générale du pays et duché de Bourbonnais* imprimé à Moulins par Pierre Vernois « sous l'auvent proche le Palais » en 1638, a un langage identique à celui de son prédécesseur Jean Tronçon. Comme lui il nous expose les diverses règles du cheptel en vigueur à son époque ; comme lui il traite du choix du preneur des bêtes prisées et ce n'est qu'à cette occasion qu'il nous affirme le règlement monétaire des animaux prisés. Ce procédé lui paraissait tellement naturel ou au moins si conforme à la tradition de tous les âges, qu'il n'avait point songé à lui consacrer un chapitre de son ouvrage.

A l'aube du xviii^e siècle, Auroux des Pommiers

dont l'autorité est si grande quand il s'agit des Coutumes du Bourbonnais nous cite « un fait qui a donné lieu à la contestation sur laquelle est intervenu un arrêt rendu à son profit le 20 août 1716, en la quatrième Chambre des Enquêtes ». La contestation ne portait point sur le mode de règlement, mais sur la composition d'un cheptel de fer que le métayer sortant prétendait établir au gré de ses désirs.

Dans l'exposé du fait, l'auteur nous indique que deux estimations avaient été faites à des dates différentes l'une en 1707, à l'entrée en jouissance, l'autre en 1716, à la sortie. En 1716, les prix étaient notablement plus élevés que lors de la première estimation.

Auroux des Pommiers revendiquait le droit de retenir les animaux qui lui étaient nécessaires pour la bonne exploitation de son domaine. La contestation était limitée à ce droit de préférence.

Mais il reconnaissait devoir à son métayer sa quote-part des plus-values, et il écrivait :

« Je ne me plaignais point de l'estimation des six bœufs à la somme de 340 livres, je consentais de les recevoir sur ce pied et comme ces six bœufs ne valaient que 275 livres au temps de la première estimation, j'offris de tenir compte aux Aubergers (métayers) de la moitié du profit, c'est-à-dire, de la moitié de l'augmentation de prix. »

Et plus loin, il ajoutait :

« Je ne vous ai point vendu ces bestiaux ; j'en suis au contraire toujours resté le maître ; et l'estimation qui en a été faite, n'a été faite que pour connaître et régler le profit et la perte du temps de l'exiguë : vous êtes tenu par votre obligation de me rendre les bestiaux y spécifiés ; vous les avez, rendez-les-moi ; et pour cela faites-les estimer, comme ils l'ont été quand vous les avez reçus : et *s'il se trouve du profit dans cette seconde estimation, j'offre de vous en payer la moitié.* »

Le droit pour le métayer « à la moitié du profit, c'est-à-dire de l'augmentation du prix » semblait donc universellement reconnu, et Auroux se défendait bien de le contester et de s'en plaindre.

Ce témoignage, il est vrai, se rapporte au métayage. Mais c'est une raison qui lui donne une force plus grande. Si le métayer auquel est évité le risque de perte totale, doit bénéficier de sa quote-part dans l'augmentation de prix, ne doit-il pas en être de même du fermier sur la tête duquel pèse l'intégralité des chances mauvaises ?

Peu d'années avant la Révolution, Claude-Marie Rouyer, avocat au Parlement, écrivait aussi des *Coutumes du Bourbonnais* (1). Son désir était, non pas de faire œuvre nouvelle, mais de puiser dans les ouvrages de ses prédécesseurs. Son érudi-

1. Claude-Marie Rouyer, *Coutumes générales et locales du Bourbonnais*, 1779.

tion est vaste. Il se réfère à tous les auteurs qui ont traité des cheptels ; ce sont, dit-il « d'Agentré sur Bretagne ; Legrand sur Troyes ; Coquille sur Nivernois ; Billon sur Auxerre ; Pothier, La Thaumassière sur Berry ; et M. Auroux tant sur le présent article (le Bourbonnais) que sur les deux précédents. »

Traitant du cheptel de bêtes dans le Bourbonnais (page 514), il nous dit :

« L'usage de cette Province, ainsi que nous l'atteste M. Auroux en son commentaire sur le présent article, est aujourd'hui qu'à la fin du bail, on fait une nouvelle prisée ou estimation par des experts convenus par les parties, de chacune des bêtes qui composent le cheptel ; cette prisée étant faite, le bailleur doit prélever le même nombre de bêtes de chaque espèce qu'il a fourni pour composer le cheptel, sauf que si par la nouvelle prisée qui en a été faite, elles se trouvent améliorées et d'un plus grand prix que lors du bail, il doit faire raison au preneur de la moitié de l'augmentation de prix ; et au contraire si suivant la nouvelle prisée, les bêtes se trouvaient de moindre prix que lors du bail, le preneur doit lui faire raison de la moitié de ce qui s'en manque. »

Et après avoir ainsi exposé les usages séculaires du Bourbonnais, Claude-Marie Rouyer va préciser sa pensée et définir exactement ce qui constitue le profit agricole (page 516) :

« On entend par le croît la multiplication des bes-

tiaux qui se fait naturellement par génération ; et par le profit, on entend l'augmentation de valeur qui survient soit par l'âge ou engrais ou par la cherté du bétail. »

Ainsi notre législation coutumière est formelle. Il y a unanimité des auteurs pendant les siècles antérieurs à la révolution : le règlement monétaire des plus-values ou des moins-values de cheptel était la règle du passé, celle qui était présente à l'esprit des auteurs du Code civil, et à laquelle ils ne devaient porter atteinte que pour l'améliorer.

Pour le juriste lisant les articles spéciaux de la loi (1821 à 1826) après avoir pénétré la pensée des anciens auteurs, les ombres disparaissent, le doute s'en va et le scepticisme devient partialité.

§ 3. — Législation de guerre

Ne pouvant se fonder sur notre législation coutumière, certains partisans de l'attribution des cheptels de fer aux propriétaires, ont cherché leurs arguments dans notre législation de guerre. Ils ont dit que la Grande Guerre était tellement différente de celles qui l'avaient précédée, que l'imagination des hommes était impuissante à concevoir ses terribles conséquences. Alors que dans les luttes anciennes, même les plus violentes de la Révolution et de l'Empire, les Armées aux prises ne comportaient qu'un

petit nombre d'hommes, en 1914 toute la nation était en armes; tous les mobilisables étaient mobilisés, tous les foyers étaient déserts et l'activité suspendue. Les guerres d'autrefois absorbaient une faible proportion de combattants et la vie économique du pays continuait pendant que guerroyaient les mercenaires. Mais cette fois-ci le front absorba toute vie, la production du pays subit un ralentissement voisin de l'arrêt. Les usines fermaient successivement leurs portes, même les hauts fourneaux s'éteignaient. La vie agricole était tout entière dans les faibles mains des enfants, des femmes et des vieillards.

En raison de ce ralentissement de la production nationale, il fallut faire un large appel au concours de l'étranger. Le mouvement d'exportation était anéanti; mais le mouvement d'importation prenait un large essor. La dépréciation du change national en fut la première conséquence. La hausse des prix survint aussi.

Se remémorant ces jours sombres, on dit qu'à des circonstances exceptionnelles, il fallait des mesures législatives exceptionnelles. Dans le commerce et l'industrie, pendant que les uns se ruinaient, les autres accumulaient les millions. Des contrats avaient été conclus antérieurement au 1^{er} août 1914 et leur exécution avait été retardée du fait de la guerre.

Fallait-il en présence de cette situation, respecter le principe du Code civil (art. 1134) que les conven-

tions font la loi des parties ? Le commerce et l'industrie ne vivent point au jour le jour. Ceux qui s'y adonnent s'assurent par des marchés conclus à l'avance toutes les matières dont ils auront besoin pendant les mois qui suivront. Cette opération désignée communément dans le langage des affaires par l'expression « se couvrir » présente un certain caractère aléatoire ; le cours des marchandises suit d'une époque à l'autre des fluctuations qui déterminent si l'acheteur qui s'est « couvert » a fait une bonne ou une mauvaise opération. C'est l'aléa du commerce. Mais cet aléa est contenu dans de certaines limites.

M. Faillot, député, dans un rapport qu'il a fait au nom de la Commission du commerce et de l'industrie, nous cite le cas d'un marché de baryum dans lequel tel contractant serait amené à perdre 130.000 francs, ce qui valait 20.000 francs avant la guerre en valant aujourd'hui 150.000 (*Journal officiel*, annexe au procès-verbal de la séance du 28 mars 1916). Dans son discours fait à la Chambre des députés, le 27 juillet 1916 (*Journal officiel* du 28 juillet) lors de la discussion de la proposition de la loi Faillot, M. André Hesse nous donne d'autres exemples typiques :

« Les huiles qui valaient en 1914, 76 fr. 75 les 100 kilos montent en 1915 à 117 francs, à 168 en 1916. Les suifs passent de 83 francs à 135, les sucres de 33 fr. 25 à 130, dernier cours avant la taxation. Les

alcools font 39 fr. 50 en 1914 et nous les voyons cotés en 1916, 325 francs. »

Emu du phénomène de hausse, les Chambres législatives votèrent la loi Faillot dont le premier article est ainsi conçu :

« Pendant la durée de la guerre, et jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois à partir de la cessation des hostilités, les dispositions exceptionnelles suivantes sont applicables aux marchés et contrats ayant un caractère commercial pour les parties ou pour l'une d'elles seulement, qui ont été conclus avant le 1^{er} août 1914, et qui comportent soit des livraisons de marchandises ou de denrées, soit d'autres prestations successives ou seulement différées. »

Ces « dispositions exceptionnelles » constituant une dérogation au droit commun, consistent essentiellement en la rescission de toutes les conventions commerciales — sans dommages et intérêts ou avec dommages et intérêts réduits — quand l'exécution devient trop onéreuse pour l'une des parties contractantes.

Dans l'ordre agricole, ne conviendrait-il pas d'appliquer ces règles jugées équitables dans l'ordre commercial et industriel ?

Et on ne manque point de dire que ce phénomène insensé de hausse, déchainé par les troubles internationaux, s'il s'est produit bien plus tard sur les

denrées agricoles, a atteint en fin de compte le même degré d'acuité, sur les produits du sol que sur les produits manufacturés. N'y a-t-il pas analogie complète entre le propriétaire condamné à payer son cheptel un prix exorbitant et le commerçant condamné à acheter une marchandise très chère pour la livrer à son concurrent qui lui paiera très bon marché, s'il n'a pu se couvrir au moment de la transaction, du fait de la guerre? Les deux situations ne sont-elles pas semblables et ne devraient-elles pas entraîner les mêmes mesures législatives?

Et cependant la loi Faillot du 21 janvier 1918 est formelle. Elle s'applique uniquement « aux contrats ayant un caractère commercial » dit l'article premier. Et l'article 7, prévenant les extensions possibles, spécifie qu'elle n'est pas applicable aux contrats de louage, aux baux à loyer ou à ferme.

Juridiquement l'extension n'est donc pas possible. Le législateur est affirmatif. Les dispositions exceptionnelles nées de circonstances exceptionnelles ne sauraient s'appliquer à l'agriculture. Les textes sont limitatifs et le champ d'application ne saurait être agrandi.

Est-ce sagesse ou folie du législateur d'appliquer des règles différentes à des situations offrant d'apparentes analogies?

C'est qu'il fallait une raison vraiment impérieuse pour suspendre le principe fondamental de notre

Droit du respect dû aux contrats. Cette raison se trouverait dans les ruines qui devaient résulter de l'application intégrale de ce précepte.

Mais quand il s'agit d'une reprise de cheptel à la fin du bail entre propriétaire et fermier, pourquoi chercher un moyen de rendre cette reprise moins onéreuse ? Objectera-t-on que, rachetant son cheptel au prix maximum, il faut au propriétaire un nouveau capital d'importance considérable, et que s'il ne le possède pas, il devra, par exemple, hypothéquer ses terres, se ruiner peut-être ?

Le commerçant ou l'industriel est dans l'obligation économique de livrer la marchandise vendue à tel prix ; l'acheteur le poursuivra jusqu'à exécution intégrale du contrat signé. Mais le propriétaire dont le bail à ferme est arrivé à expiration n'est pas obligé, au point de vue économique de reprendre son cheptel au prix fort. Si juridiquement le fait existe, pratiquement bien d'autres solutions peuvent être envisagées, et les chemins qui s'ouvrent au propriétaire embarrassé sont nombreux.

Un moyen assez simple pour lui consiste à s'entendre avec son fermier et à laisser à celui-ci la jouissance de la propriété autrefois affermée, moyennant un loyer plus rémunérateur établi d'un commun accord.

Si le fermier n'accepte point cette solution, et, séduit par l'importance de la plus-value dont son

troupeau bénéficie, s'obstine à quitter l'exploitation, le propriétaire est-il désarmé et ses recours épuisés ? Loin de là, d'autres fermiers plus confiants dans l'avenir et désireux d'étendre leur rayon d'action, seront heureux de trouver une nouvelle occasion d'exercer leur activité et arracheront au propriétaire, à prix d'or, la jouissance de sa terre délaissée. Et ceux-là se déclarent prêts à supporter tous les risques inhérents à leur profession : les chances de hausse, comme celles de baisse. Le fermier rentrant va recevoir des mains du propriétaire le cheptel de fer afférent à l'exploitation, celui dont jouissait son prédécesseur immédiat. Les plus-values vont se régler directement entre fermier rentrant et fermier sortant. Le propriétaire sera spectateur : il n'aura ni à souffrir ni à bénéficier de la plus-value.

Et il est si vrai que les choses se passent ainsi, que dans l'affaire Baillon-Charrier, M. Marcel Régnier, sénateur de l'Allier, se demandait en quoi le propriétaire était lésé. M. Charrier est possesseur d'une terre de 200 hectares environ située dans le canton de Chevagnes. Cette propriété était affermée à M. Baillon pour le prix de 8.000 francs ; un cheptel de fer de 16.000 francs y était affecté. Au 11 novembre 1920, M. Baillon se retire, son bail étant arrivé à expiration.

Que va faire M. Charrier ? Rembourser de très grosses sommes au fermier sortant ? Pas du tout. Il

cherche tout simplement un successeur à M. Baillon et il le trouve en la personne de M. Advenier, agriculteur avisé et très connu dans la région de Moulins et il en obtient le prix de ferme de 14.500 francs. Le cheptel de fer reste identique : il est toujours de 16.000 francs.

Comme le faisait ressortir M. Marcel Régnier, en quoi M. Charrier était-il lésé ? Quel préjudice subissait-il puisque le fonds de cheptel transmis conservait la même valeur et que son prix de ferme s'élevait de 8.000 à 14.500 francs ?

On comprendrait qu'il intervint une loi Faillot si, à l'exemple du commerçant ou de l'industriel, le propriétaire était condamné à la ruine.

Peut-être pourrait-on dire que, malgré tout, si le propriétaire veut se substituer au fermier et jouir directement de ses domaines, le cheptel de fer pourra bien rester identique à lui-même ; mais il devra faire un nouvel apport de capital et verser au fermier sortant les sommes qui lui auraient été versées par le fermier rentrant. Le déboursé devient assurément considérable. Mais alors à sa fonction sociale, le propriétaire va joindre la fonction de fermier. Pour accroître ses revenus, il embrasse une nouvelle branche d'activité, il essaye une profession nouvelle, il devient un spéculateur qui doit naturellement disposer de son capital de spéculation. Il n'a plus de motif de se plaindre : son nouveau capital à lui aussi

aura une valeur aléatoire, dépendante des lois économiques qui la fixeront.

§ 4. — La doctrine

Cette interprétation des articles spéciaux du Code civil relatifs au cheptel donné au fermier, si concordante avec notre législation coutumière et notre législation de guerre, est encore confirmée par la doctrine, c'est-à-dire par l'opinion des plus illustres jurisconsultes.

Pendant tout un long siècle, la même interprétation traditionnelle a été enseignée dans les Universités françaises. Toutes les générations de magistrats qui se succédèrent furent élevées dans les mêmes principes classiques ; et il fallut un mouvement considérable de hausse pour que quelques-uns missent en doute cette doctrine séculaire.

Ouvrons le *Droit civil expliqué* de Troplong (*Echange et louage*, n° 1122). Parmi les profits dont jouit le preneur d'un cheptel, cet auteur cite :

« Le *croît*, c'est-à-dire ce qui donne au troupeau un accroissement de valeur, soit par la multiplication des têtes, soit par l'augmentation du prix intrinsèque de chacune d'elles.

« Le *croît* se prend ici dans une double signification.

« Dans le premier sens, qui est le plus ordinaire, il signifie la multiplication numérique des têtes compo-

sant le troupeau, les jeunes bêtes produites par les mères ; sans y comprendre toutefois celles qui sont nécessaires pour réparer les vides du bétail, parce que c'est là une charge nécessaire, une dette qu'il faut déduire des bénéfices.

« Dans un autre sens moins usuel, mais admis en matière de cheptel, au témoignage de nos meilleurs jurisconsultes, il se prend pour l'augmentation de valeur qui advient à un animal par une circonstance ou par une autre. »

Et plus loin à propos du cheptel donné au fermier, voulant motiver sa doctrine, Troplong ajoute (n° 1244) :

« Si au lieu d'un déficit, il y a un excédent, le fermier le retient. C'est sa propriété, c'est le fruit de ses soins et la récompense des chances mauvaises auxquelles il s'est soumis. Il lui suffit de laisser dans la ferme des bestiaux jusqu'à concurrence du montant de l'estimation originale. »

Et pour mieux préciser sa pensée, il donne en parlant du cheptel simple un exemple : « Supposez un cheptel de 10 vaches, estimé au commencement du bail 1.000 francs, et ayant acquis une valeur double à la fin. D'après l'article 1817, il ne prendra que 5 vaches, car ce ne sont pas les têtes qui comptent, c'est leur valeur ; les 5 vaches d'aujourd'hui valent les 10 vaches d'autrefois. Le bailleur sera rempli de

son apport par ce prélèvement, puis l'excédent se partagera. »

Qu'il s'agisse de bail à cheptel simple ou de bail à ferme, la doctrine de Troplong est formelle : toute augmentation quelle qu'en soit la cause, doit bénéficier au preneur pour sa quote-part.

Guillouard, dans son *Traité du louage* (3^e édition, t. II, n^o 946) est aussi affirmatif et s'exprime ainsi :

« Observons que l'augmentation de valeur du cheptel appartient au fermier, non seulement si elle provient de ses soins ; mais même si elle a pour cause des *circonstances accidentelles*. »

Plus près de nous, des juristes dont les noms sont présents à toutes les mémoires et dont la doctrine fait autorité devant nos tribunaux, professent la même théorie.

Baudry-Lacantinerie et Wahl (1) écrivent : « La plus-value qui doit être partagée est celle qui provient soit d'un cas fortuit, soit des soins donnés aux animaux. C'est déjà ce que disait Guy Coquille. »

Et Aubry et Rau (2) commentant l'article 1821 obligeant le bailleur à laisser, à l'expiration du bail, des bestiaux d'une valeur égale au prix d'estimation de ceux qu'il a reçus, expriment la même idée que l'au-

1. Baudry-Lacantinerie et Wahl, du *Contrat de Louage* (édition Sirey, 1907), t. II, p. 1246, n^o 4215.

2. Aubry et Rau, *Droit civil français* (édition Marchal et Billard, 1907), t. V, p. 692, § 376.

teur cité précédemment : « Le preneur, disent-ils, a droit à la plus-value de cheptel, qu'elle provienne, soit de son industrie, soit de circonstances purement accidentelles. »

La doctrine est unanime à reconnaître que les plus-values accidentelles, celles résultant d'une guerre, par exemple, font partie des profits destinés par la loi aux fermiers.

Et cependant s'il s'agissait d'une interprétation abusive ou même contraire à l'équité, ne s'élèverait-il pas de voix discordante ? Le rôle du juriste n'est-il pas de conduire et d'éclairer ? Les jurisconsultes éminents qui enseignent le Droit doivent guider la justice : ils sont les annonciateurs d'une plus grande équité dans les rapports humains ; ils se donnent la noble tâche de relever les lois défectueuses, et d'attirer l'attention des législateurs sur les réformes nécessaires. Ainsi ont-ils fait autrefois pour la recherche de la paternité jadis interdite en France, ce qui, disaient-ils, nous faisaient « faire tache dans l'Europe civilisée (1) ».

Sans aucun doute, ils auraient agi de même pour la question des cheptels, s'ils avaient perdu la foi dans l'équité de la doctrine de leurs prédécesseurs. Bien au contraire ils restent tous dans la tradition, tant il leur paraît naturel et juste que ceux qui con-

1. Les réflexions de M. Planiol sont significatives à ce sujet. On les trouvera exposées dans son *Traité de Droit civil*.

cluent des contrats aléatoires bénéficient de tous les profits, comme ils souffrent de toutes les pertes.

§ 5. — La Jurisprudence

Si la doctrine prépare la règle de l'avenir, la jurisprudence nous enseigne la règle du présent, celle que, bonne ou mauvaise, il faut appliquer, tant qu'une loi nouvelle ne vient pas régir la matière.

Si les textes sont obscurs, c'est la jurisprudence qui les éclaire ; c'est la pensée de la magistrature française, du corps judiciaire tout entier, qui leur donne leur interprétation véritable et découvre, par delà les mots, la volonté intime du législateur.

Que va nous apprendre l'examen attentif de toute la longue série des jugements et arrêts rendus sur la matière ? Ne devront-ils pas représenter l'autorité absolue, souveraine, comme jadis l'épée du brenn vainqueur jetée dans la balance ? Désormais nous avons quitté la méthode de l'escholier antique qui avec ses légers bagages se promenait de ville en ville, s'écriant partout : *Argumentabor !* j'argumenterai ! et demandait à ses sophismes et à ses syllogismes de lui faire réserver bon accueil. Désormais plus de discussions ! Des décisions positives vont nous tracer une règle de conduite.

Nous avons eu déjà l'occasion de dire que cette question des plus-values de cheptel s'était posée à

la suite de la guerre de 1870. La Cour d'appel de Lyon dans un arrêt du 11 juin 1874 avait consacré la thèse classique de l'attribution intégrale des profits aux fermiers. M. le conseiller Ambroise Colin dans son rapport à la Cour de cassation résume ainsi la pensée des premiers juges : « Bien que la crise économique et l'élévation des cours du bétail survenues alors du fait de la guerre ne fussent pas comparables à ce que nous voyons aujourd'hui, il s'agissait d'un cheptel estimé 1.660 francs et qui, en fin de bail, en 1871, accusait une plus-value de 2.080 francs.

« Néanmoins la Cour de Lyon n'avait pas hésité, en s'appuyant sur le caractère aléatoire du bail à cheptel de fer, à décider que l'attribution de l'excédent au fermier doit se faire sans distinguer suivant que cet excédent a été dû à ses soins et à son administration ou à un cas fortuit. »

Dès lors le droit et l'usage allaient se confirmer réciproquement pendant près d'un demi-siècle. Les textes du Code civil étaient appliqués sans contestation : l'article 1821 apparaissait à tous empreint de cette clarté qui était l'apanage incontesté des premiers auteurs de nos lois. Les règlements de cheptel se faisaient d'après la valeur vénale, à défaut de conventions contraires.

Avec le prodigieux mouvement ascensionnel des prix, consécutif à la guerre, la question devait se

poser à nouveau. De trop gros intérêts étaient en jeu pour que l'on ne fût point tenté de rechercher quelques défauts dans la solide armature de l'ancienne jurisprudence (1).

Dans toutes les régions de la France, des difficultés surgirent : dans le Sud-Ouest et le Centre les tribunaux étaient saisis de nombreuses affaires.

Et aussitôt d'apparaître une foule de jugements contradictoires. Les uns attribuaient les excédents au fermier ; les autres au propriétaire en invoquant la théorie de la valeur culturale, de l'imprévision ou même celle plus juridique des articles 522 et 524 du Code civil. D'autres arguant de la dépréciation du franc jugeaient de la monnaie nationale d'après le cours du dollar.

D'autres encore, au nom de l'équité, incertains de la voie à suivre et parodiant le roi Salomon, divisaient en parts égales attribuées au propriétaire et au fermier, les profits exceptionnels provenant du surcroît de valeur des cheptels. Au milieu de ce chaos, les plaideurs se prenaient à redouter la justice des tribunaux, comme autrefois l'hypothétique voleur des tours Notre-Dame.

Il convient toutefois de remarquer que cette discordance de vues se manifeste surtout au premier échelon de la hiérarchie des tribunaux judiciaires,

1. *Gazette du Palais*, 9 juin 1921.

nous voulons dire les juridictions de première instance.

Les juges d'appel, plus éloignés déjà des intérêts immédiats en présence, et plus près par conséquent des grands principes juridiques, se groupèrent sinon à l'unanimité, du moins à une très grande majorité pour proclamer le respect dû aux textes spéciaux traitant des cheptels et aussi la force du caractère aléatoire du contrat envisagé. Parmi les Cours d'appel se ralliant au système traditionnel d'attribution, on peut citer :

Cour de Montpellier (arrêt du 19 février 1919).

Cour de Bourges (arrêt du 28 janvier 1920).

Cour de Riom (2 arrêts du 29 juillet 1920).

Cour de Limoges (arrêt du 18 février 1921).

Cour d'Agen (arrêt du 15 mars 1921).

Une seule cour a adopté une solution différente : celle de Toulouse par arrêt du 8 juillet 1920 et qui a décidé de partager l'excédent de valeur entre le bailleur et le preneur. Mais il s'agissait d'une clause particulière susceptible de donner lieu à des interprétations diverses. Le bail conclu entre Saint-Pé et Bacon, parties devant la Cour de Toulouse, contenait la formule suivante : « Le pied de capital qui a été pris en charge par le fermier s'élève à la somme de 3.000 francs pour le bétail et à 2.425 francs pour le troupeau. Et c'est de cette valeur en espèces ou en

nature, au choix du propriétaire qu'il rendra compte à sa sortie. »

Bien que — nous aurons l'occasion de le voir plus loin — ce ne soit point l'opinion de la Cour de cassation, nous ne voyons pas quelle contradiction il y a à admettre d'une part, à l'instar des autres juridictions d'appel, que toutes les plus-values sont la propriété exclusive du fermier, et d'autre part à reconnaître au bailleur prévoyant qui se réserve une alternative, le droit de bénéficier d'un choix inspiré par la sagesse.

Si nous envisageons maintenant l'œuvre accomplie par les tribunaux de première instance relativement à la question des excédents de cheptel, nous obtenons un tableau bien différent. Nous nous permettrons de ne mentionner parmi ces jugements que les plus intéressants :

En faveur de l'attribution intégrale des plus-values au fermier :

Tribunal d'Aurillac (jugement du 20 mars 1919).

Tribunal de Poitiers (jugement du 23 novembre 1920).

Tribunal de Villeneuve-sur-Lot (jugement du 23 décembre 1920).

En faveur de l'attribution totale ou partielle des plus-values de cheptel de fer au propriétaire :

Tribunal d'Auch (jugement du 25 juin 1920).

Tribunal de Saint-Yriex (jugement du 29 décembre 1920).

Tribunal de Ribérac (jugement du 13 janvier 1921).

Tribunal de Nérac (jugement du 4 mars 1921).

Tribunal de Saint-Affrique (jugement du 16 mars 1921).

Tribunal de Guéret (jugement du 27 avril 1921).

Enfin, plus récemment encore la Cour Suprême saisie d'un pourvoi en cassation contre l'arrêt de Toulouse en date du 8 juillet 1920, s'est prononcée le 6 juin 1921. Son verdict était attendu avec impatience dans les milieux agricoles.

Il n'a d'ailleurs point déçu les espérances des ruraux. Dans un rapport remarquable, M. le conseiller Ambroise Colin s'attache à montrer la nécessité de sauvegarder le principe du respect dû aux contrats librement consentis (art. 1134), souligne le caractère aléatoire du bail à cheptel le fer, exclusif de tout partage, et élément essentiel dans la conception de ce contrat. « Dans le cheptel de fer, dit-il, tous les risques sont pour le fermier (art. 1822, 1825). Si les bêtes du cheptel viennent à périr par cas fortuit, il faut qu'il les remplace au prix actuel, ce prix fut-il très supérieur à celui de l'estimation initiale. En revanche, et ceci est la contre-partie essentielle de cela, il a droit contre une simple redevance fixe à tous les profits (sauf le fumier) et à l'augmentation

de valeur du cheptel qu'il restitue, cette augmentation résultât-elle d'un cas fortuit. »

Suivant son rapporteur, la Cour de cassation :
« Attendu que les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites.

« Attendu que... du rapprochement de l'art. 1826 avec l'article 1821..., il résulte que la loi a envisagé la valeur vénale du cheptel et non sa puissance comme instrument d'exploitation... »

A cassé l'arrêt de la Cour de Toulouse.

On a vu en général dans cet arrêt une consécration définitive de la jurisprudence de 1874. Les affaires en suspens devant le tribunal civil de Moulins furent réglées amiablement entre les parties, comme si un coup de baguette magique avait rapproché les adversaires de la veille. Dans le procès Baillon-Charrier, le plus bruyant de la région, parce que derrière les plaideurs se dressaient des syndicats, et que des hommes politiques n'avaient pas craint de venir soutenir de leur autorité et de leur éloquence une juste cause, le bailleur, faisant table rase de ses anciennes revendications, n'attendit point la solution des juges et paya de bon gré les sommes dont il était débiteur vis-à-vis du preneur.

Un avocat distingué du barreau de Moulins, M. Canille Gagnon, écrivait dans le journal *Paris-Centre* commentant l'arrêt de la Cour de cassation :
« Ce serait donc une simple question de proportion

qui a provoqué les difficultés actuelles. Mais la justice varie-t-elle avec l'importance de la somme en jeu et pourquoi ce qui était juste autrefois pour 2.000 fr. ne l'est il plus aujourd'hui pour 20.000 fr. ? En vain, des avocats habiles viendront soutenir, par de subtils arguments, les propriétaires qui cherchent à esquiver les conventions librement arrêtées à la suite d'un usage traditionnel. Sans doute si l'on avait prévu l'avenir, d'autres engagements auraient été pris, mais si l'on prévoyait ainsi, les trois quarts des conventions n'auraient jamais lieu (1) ».

M. Alfred Massé dans *le Temps* se réjouissait pour d'autres motifs de la solution apportée par la Cour de cassation. « Les magistrats, disait-il, se plaçant dans une hypothèse différente de celles où ont été les parties, se sont demandés quelles conventions elles auraient faites si elles avaient pu prévoir la hausse exceptionnelle résultant de la guerre ; et alors connaissant ce qu'avaient ignoré les contractants, ils ont sous couleur d'interprétation, substitué une convention nouvelle à celle qui existait.

« Une telle jurisprudence, si on la laissait s'instituer, ne tendrait à rien de moins qu'à la création en France d'une sorte de droit prétorien prenant naissance, non dans la volonté du législateur, mais dans celle des magistrats. Ce serait bientôt la réapparition de

1. *Paris-Centre*, numéro du 9 juin 1921.

tous les abus qui ont entraîné la suppression des anciens parlements ». (1)

Pour nous, il ne nous semble pas que la Cour de cassation ait voulu tracer une règle générale qui servît de guide aux tribunaux dans les règlements de cheptel. On lui soumettait un cas particulier : doit-on respecter la volonté des parties ou y substituer des conventions nouvelles ? Elle a répondu en affirmant l'intangibilité de l'article 1134.

« Bien qu'un considérant de son arrêt, écrit M. Paul Salmon-Legagneur, indique incidemment la signification qu'elle attribue à l'article 1826, on peut donc conserver des doutes sur la solution qu'elle donnerait au problème qui nous préoccupe dans une espèce où il se poserait nettement et directement ».

En résumé ce que l'arrêt du 6 juin décide « explicitement, c'est que le pouvoir d'interprétation des conventions du juge n'autorise jamais celui-ci à les modifier, sous quelque prétexte que ce soit. Quant au fond même du débat actuellement soulevé par le règlement des cheptels, on peut, semble-t-il, estimer que l'arrêt ne le tranche pas encore. Il faut donc attendre pour considérer la jurisprudence comme définitivement fixée, que la Cour Suprême ait statué sur l'un des pourvois qui lui ont soumis la question dans toute son ampleur » (2).

1. *Le Temps*, numéro du 13 juin 1920.

2. *Bulletin de la Société des Agriculteurs de France*, numéro de juin 1921.

Et cela est si vrai qu'à la date du 7 juillet 1921 la deuxième Chambre de la Cour d'appel de Toulouse a rendu un nouvel arrêt favorable au propriétaire sur la même question, mais avec une motivation un peu différente ; la décision rendue prend prétexte que, dans le bail, le propriétaire avait manifesté sa volonté de reprendre les animaux attachés au domaine et non leur valeur à l'époque du bail.

CHAPITRE II

ATTRIBUTION DE LA PLUS-VALUE DU CHEPTEL DE FER AU PROPRIÉTAIRE

§ 1. — Textes généraux du Code civil

Au son de cloche que nous venons d'entendre, répond le son d'une toute autre cloche. Au règlement monétaire et traditionnel des plus-values de cheptel, on veut opposer un règlement en valeur culturale, valeur travail ou plus simplement en poids. Et à l'appui de cette prétention, les avocats des propriétaires en cause ont argué de certains textes et invoqué des théories qui ont fait impression sur certains tribunaux de première instance et ont entraîné des jugements en leur faveur. Aux textes spéciaux du Code civil (art. 1821 à 1826), ils ont opposé des textes généraux qui traitent de la distinction des biens meubles et immeubles et c'est à la lumière de ceux-ci qu'ils ont prétendu interpréter les autres, mettant ainsi en doute la volonté du législateur exprimée d'une façon bien précise sur une situation bien déterminée.

A) *Articles 522 et 524 du Code civil*

Leur principal cheval de bataille gîte dans les articles 522 et 524 du Code civil (livre II, titre premier, chapitre premier).

Art. 522. — Les animaux que le propriétaire du fonds livre au fermier ou au métayer pour la culture, estimés, ou non, sont censés immeubles tant qu'ils demeurent attachés au fonds par l'effet de la convention.

Ceux qu'il donne à cheptel à d'autres qu'au fermier ou métayer sont meubles.

Art. 524. — Les objets que le propriétaire d'un fonds y a placés pour le service et l'exploitation de ce fonds, sont *immeubles par destination*.

Ainsi sont immeubles par destination quand ils ont été placés par le propriétaire pour le service et l'exploitation du fonds :

Les animaux attachés à la culture, etc...

Le législateur considère donc d'une façon indiscutable, au moins en ce qui concerne la possession et la transmission, les animaux composant le cheptel de fer comme immeubles par destination. Il exprime nettement sa pensée dans l'article 522 ; et afin d'éviter toute interprétation restrictive ou abusive, il prend de nombreux exemples et en premier lieu « les animaux attachés à la culture ».

Si quelque doute subsistait, il suffirait pour avoir confirmation, de faire un retour à l'époque de la rédaction du Code et de pénétrer dans les grandes Assemblées du Consulat, le Conseil d'Etat, le Tribunal, le Corps législatif.

Lisons dans l'Exposé des Motifs de la distinction des biens meubles et immeubles, ce que dit le conseiller d'Etat Treilhard à la séance du 25 nivôse au XII :

« Tout ce qu'un propriétaire place dans son domaine pour son service et son exploitation, prend la qualité d'immeuble par destination ; les choses ainsi placées deviennent en effet une partie du fonds, puisqu'on ne pourrait les enlever sans le détériorer et le dégrader essentiellement, et sans rendre son exploitation impossible ; la règle établie sur la destination du propriétaire est donc fondée sur la justice et sur l'intérêt évident de la société » (1).

Goupil Préfel, chargé de faire un rapport au Tribunal sur le même sujet, au nom de la Section de Législation écrivait :

« Il y aurait de grands inconvénients à ne pas donner le caractère d'immeubles à quelques objets mobiliers par leur nature, que le propriétaire a placés sur son domaine pour son service et son exploitation, et qui ne peuvent en être retirés ou enlevés

1. Code civil. Motifs. Rapports Firmin Didot, 1820, t. IV, p. 5.

sans rendre impossible l'exploitation de ce domaine, ou sans le détériorer essentiellement.

« Tels sont les animaux attachés à la culture, les ustensiles aratoires, ceux nécessaires à l'exploitation des grandes usines, quand le propriétaire a placé ces objets sur son fonds pour l'exploitation de ce fonds, et les semences qu'il a données à ses fermiers ou colons partiaires, qui ont le même droit à la jouissance de ces objets qu'à celle du domaine qu'ils exploitent » (1).

Nous pouvons invoquer enfin le témoignage de Savoye Rollin, prononcé au Corps Législatif le 4 pluviôse an XII. Traitant de la règle qui crée des immeubles par destination, il dit :

« Elle donne au propriétaire d'un fonds le pouvoir de transformer en immeubles les objets qu'il y a placés et qu'il a destinés au service et à l'exploitation de la terre.

«... Cette partie du projet de loi est extrêmement importante.

«... La faculté de rendre immobiliers les bestiaux, les ustensiles, les effets mobiliers de toute espèce, servira d'encouragement à l'agriculture. Dès l'instant que les meubles seront identifiés aux immeubles, ils seront protégés par les mêmes lois (2). »

1. Code civil. Motifs. Rapports. Firmin Didot 1820, t. IV, p. 13.

2. Code civil. Motifs. Rapports. Firmin Didot, 1820, t. IV, p. 22.

Forts de ces textes et des discussions antérieures à leur élaboration, les partisans de l'attribution de la plus-value du cheptel de fer au propriétaire foncier, considèrent ce cheptel, suivant l'expression de l'un d'entre eux comme un immeuble vivant (1), immeuble actif, immeuble changeant, dont les éléments peuvent varier, mais dont la puissance, l'activité doit rester constamment identique à elle-même. Et ils concluent tout naturellement que, ce cheptel de fer étant immeuble par destination, correspondant théoriquement à un minimum de bétail destiné à assurer la pérennité d'une bonne culture, doit être considéré non dans sa valeur réelle, mais dans sa valeur culturale, dans sa valeur de travail et de production.

« Un cheptel, dit M. Henri Bozon, (2) ce n'est pas un agrégat de bêtes de commerce ; c'est en quelque sorte la machine fondamentale de cette usine agricole qu'est un domaine : machine à croître qui assure la survie des éléments de l'exploitation ; machine motrice aussi, par ses attelages ; machine à fumier, enfin, pour la production des engrais indispensables à la fécondation des terres. »

Ce qu'il faut considérer, assurait autrefois Grindon (3), c'est « l'indestructibilité, la permanence

1. Jean Bozonnet, *Les Contrats de Cheptel en Bresse*.

2. Henri Bozon, *Etude juridique et historique sur la question des cheptels d'avant et d'après guerre* (1921).

3. Guindon, *Moniteur judiciaire de Lyon*, 17 et 19 août 1875. (Du récolement du cheptel de fer.)

assurée, sans solution de continuité, du cheptel à la culture des terres... Ce cheptel doit toujours se renouveler par lui-même, renaître incessamment de ses cendres ; là aussi le mort saisit le vif, le bœuf de travail réformé, lègue son joug au jeune taureau élevé pour lui succéder ; conduite au boucher, la vache hors d'âge voit sa génisse de deux ans la remplacer à l'étable... En un mot, ce qui constitue le cheptel de fer, ce sont des animaux *in specie* sinon quant à l'individu, du moins quant à la race ».

Pour que la machine conserve son indestructibilité et sa permanence, un seul élément importe : la valeur culturale. La valeur réelle, c'est-à-dire le prix commercial susceptible d'être réalisé en foire, peut intéresser le fermier qui vend ses animaux de croît, mais laisse indifférent le propriétaire du sol qui aura toujours besoin du même instrument de travail, quel qu'en soit le prix, pour mettre en valeur le même fonds.

Cette valeur culturale, semble-t-il, paraît parfois une entité abstraite, bien difficile à définir. En foire c'est le prix qui la détermine. Est-elle considérable, le prix est élevé ; est-elle faible, le prix se rabaisse dans la même proportion.

Mais cette valeur monétaire chiffrée par le marchand au cours du jour, dépend de certains éléments qui le guident et lui permettent de calculer son offre. Quels éléments serviront donc à fixer la valeur cul-

turale ? S'agit-il de bœufs de travail, leur force, leur adresse contribuent à déterminer leur valeur. Ainsi le métayer bourbonnais a toujours soin de dresser ses jeunes taureaux et de leur apprendre l'art de leurs aînés, quand même il saurait les destiner à une vente prochaine et accomplir en apparence une besogne inutile, puisqu'elle ne profitera pas à lui-même. Mais il sait aussi que les bouvillons présentés « sous le joug », au jour de la foire, attireront de plus nombreux amateurs que s'ils étaient offerts isolément et non dressés, et que la récompense de ses efforts se trouvera dans un prix meilleur. S'agit-il de vaches ? Leur valeur culturale dépendra de la beauté des formes s'il s'agit d'animaux destinés à la reproduction, de leur abondance en lait si l'acquéreur fait commerce de ce produit.

La valeur culturale nous apparaît ainsi composée de tous les éléments qui forment la valeur monétaire : elle n'est donc pas, comme on lui a parfois reproché, une chose nébuleuse qui échappe à la mesure et ne peut constituer un terrain d'entente.

Pour que le cheptel soit véritablement immeuble par destination, ainsi que le législateur en a manifesté la volonté expresse, cette valeur culturale doit rester constamment semblable. Oh ! certes il serait bien naïf de vouloir conserver éternellement des animaux dans le même état de productivité ou de travail. Les lois de la vie et de la mort constituent une

barrière infranchissable. Mais si les individus disparaissent, la race demeure ; et dans son ensemble, le troupeau présent devra montrer les mêmes qualités que le troupeau passé.

Prenons un exemple concret. M. X... propriétaire donne à son fermier ou métayer :

- 4 bons bœufs de travail ;
- 6 vaches aptes à la reproduction ;
- 4 jeunesses (taures ou taureaux).

Il devra être dressé un état descriptif indiquant les caractéristiques de chacun des animaux. Le cheptel de fer sera ainsi déterminé dans sa valeur culturelle et le preneur devra à sa sortie laisser un troupeau identique.

Mais si la race était améliorée (et ces améliorations étaient générales en Bourbonnais pendant l'ère de mise en valeur de notre sol, 1820-1870) l'excédent de valeur provenant de l'amélioration de la race constituerait un profit personnel du fermier. Dans notre province, le bétail qui peuplait autrefois « les étables du pays était assez mauvais ; il appartenait, disait M. de Garidel, à ce qu'on a appelé, fort improprement, la race bourbonnaise, car je ne sais s'il convient de donner le nom de race à un mélange bâtard d'animaux limousins, marchois et charolais. Ces animaux de poil généralement froment ou tirant légèrement sur le rouge, étaient peu précoces par suite du soin fort médiocre avec lequel on les élevait et de la

nourriture mauvaise ou surtout insuffisante qu'ils recevaient (1) ». Cette race bourbonnaise fut remplacée par la race charolaise, devenue une des plus belles et susceptible de concurrencer avec avantage les meilleures races anglaises. Supposons ce changement de race opéré par le fermier au cours de son bail. Que devra-t-il faire à sa sortie, si la valeur culturale entre seule en ligne de compte et si le prix cesse d'être un élément d'appréciation ? Laisser un troupeau entièrement semblable à celui qui lui a été remis à titre de cheptel de fer, « tête pour tête, poids pour poids ». Seule la plus-value due à l'amélioration de la race, constituera un profit qu'on n'osera pas lui ravir.

*B) Mesures de protection du Code civil
pour la propriété foncière*

Le caractère immobilier du cheptel de fer n'apparaît même pour les représentants de l'attribution des plus-values du cheptel de fer au propriétaire, que comme une demi-mesure faisant partie d'un plan plus général de protection de la propriété foncière.

On se rappelle le grand désir des hommes de la Révolution de développer l'agriculture et d'assurer la prospérité des campagnes. En cela les nouveaux

1. De Garidel, *Lettres sur la Pratique du métayage dans le département de l'Allier* (3^e lettre, p. 47).

maîtres de la Nation ne faisaient qu'obéir à leur époque et à un sentiment de réaction contre les doctrines du passé. L'ancienne Monarchie longtemps éprise du système mercantiliste avait surtout songé à favoriser le développement de l'industrie, espérant que par l'exportation des produits manufacturés à l'étranger, elle pourrait garnir ses coffres d'un or précieux, source de toute richesse. Et pour encourager le mouvement industriel, les rois avaient parfois brimé l'agriculture : on voulait donner à l'ouvrier le pain à bon marché, mais pour atteindre ce résultat le blé devait se vendre à vil prix et la culture était découragée.

Vint dans le dernier siècle de la royauté une génération d'économistes qui poussa le cri d'alarme et dénonça la ruine à laquelle chaque jour une telle politique conduisait le pays. La terre prit sa revanche et la doctrine physiocratique devint presque un évangile. Les révolutionnaires s'en inspirèrent largement : leur amour du sol était si grand qu'ils voyaient en lui seul l'élément créateur de la richesse, et c'est à ce titre qu'ils songèrent à faire supporter à la propriété foncière la plus lourde part des impôts.

Le souci principal du législateur était donc de prendre toute mesure susceptible de protéger cette propriété qu'il voulait frapper fiscalement. Il fallait assurer au moins au sol le bétail indispensable à une bonne culture. Aussi Gary disait-il, au Tribunal le

20 pluviôse an XII : « L'agriculture souffrirait de l'absence de bétail, des semences et des instruments aratoires (1). » De là toute une série de mesures de protection où l'intérêt agricole est mis au premier plan.

La première de ces mesures, c'est la transformation du bétail meuble par nature en immeuble par destination, qui résulte des articles 522 et 524 que nous avons examinés antérieurement. Protection est donc assurée au propriétaire contre ses propres faiblesses. S'il se laisse entraîner à dilapider son patrimoine, le cheptel de fer pris isolément sera invulnérable contre la rapacité des créanciers. Ils finiront quand même par s'en emparer ; mais alors le cheptel de fer sera incorporé au domaine, « enchaîné à la métairie » et ils saisiront à la fois et la terre et le bétail. L'intérêt général sera sauvegardé : un nouveau propriétaire viendra remplacer le propriétaire failli. Qu'importe au salut public, puisque nul n'assistera au spectacle d'une ferme « désembétaillée », abandonnée, inculte, déserte et privée au nom d'un intérêt particulier de ses moyens indispensables de production.

Protection est encore donnée au propriétaire contre un fermier sans scrupules. Le principe régulateur qui s'applique à la matière est le suivant : le propriétaire doit avoir des sûretés suffisantes pour lui

1. Code civil. Motifs. Rapports Firmin Didot, 1820, t. VII, p. 22.

garantir à la fin du bail la représentation d'un cheptel égal en valeur à celui qu'il a fourni (Cassation, 8 décembre 1806).

Ces garanties disparaissent lorsque le fermier détourne « l'ensemble ou une partie des bestiaux du cheptel ». Ce détournement constitue un abus de confiance, suivant l'article 408 du Code pénal ainsi libellé :

« Quiconque aura détourné ou dissipé, au préjudes *propriétaires*, possesseurs ou détenteurs, des effets, deniers, *marchandises*, billets, quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge qui ne lui aurait été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage ou pour un travail salarié ou non salarié, à la charge de les rendre ou représenter, ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé, sera puni de peines portées à l'article 406 (2 mois à 2 ans de prison et une amende). »

Dans l'hypothèse du fermier malhonnête, il y a détournement d'objets remis à titre de louage. « Il faut remarquer, dit Méplain, que dans l'article 408, pour définir le délit d'abus de confiance, le législateur s'est moins attaché à la qualité individuelle de l'agent qu'à la destination de l'objet remis ; or la remise du cheptel a pour destination principale un travail à faire, le labour des champs et les voitures nécessaires aux besoins de l'exploitation. A ce titre

le métayer vendeur des bestiaux du fonds de cheptel doit être soumis à l'application de l'article 408, comme ayant détourné des effets ou objets qui lui ont été remis pour un travail, et pour en faire un usage ou emploi déterminé (1). »

Méplain traitant du colonage partiaire, avait naturellement à s'occuper du détournement de cheptel susceptible d'être commis par le métayer. Mais la règle reste la même qu'il s'agisse du métayer ou du fermier, puisque le cheptel de l'un comme de l'autre a besoin de la même protection.

Si, passant à travers les mailles du réseau, le preneur arrivait à vendre des bêtes du cheptel, quelle serait la situation de l'acheteur ? car enfin le bailleur est propriétaire de la chose dont on a ainsi trafiqué sans son autorisation, et l'on peut se demander s'il pourra exercer un droit de suite.

Pour résoudre le problème, il faut se souvenir que dans le cheptel de fer, toutes les têtes possèdent un caractère immobilier en ce qui concerne la possession et la transmission. Elles ne restent objet mobilier qu'au point de vue pénal.

La loi va donc mettre au service du propriétaire un droit de suite, le privilège de l'article 2102, et il pourra « saisir les meubles qui garnissent sa maison ou sa ferme, lorsqu'ils ont été déplacés sans son consentement, et il conserve sur eux son privilège,

1. Méplain, *Traité du bail à portion de fruits*, p. 265.

pourvu qu'il ait fait la revendication ; savoir, lorsqu'il s'agit du mobilier qui garnissait une ferme dans le délai de quarante jours ».

Ainsi ce caractère immobilier du bétail va constituer encore un singulier avantage pour le propriétaire : grâce à lui il échappe à la règle commune de l'article 2279, stipulant qu'en fait de meubles possession vaut titre, règle qui élève au profit de l'acheteur un obstacle invincible, s'il est de bonne foi.

Non content de punir le fermier délinquant d'une façon sévère et de réprimer un acte malhonnête, le législateur a voulu donner au propriétaire plus qu'une simple satisfaction morale et lui a permis de rentrer en possession de la chose indûment vendue, en la suivant dans ses pérégrinations diverses.

L'exposé succinct de ces mesures de protection prises en faveur de la propriété foncière et des doctrines économiques qui présidèrent à l'élaboration du Code montrent bien le souci constant du législateur de favoriser la culture du sol, de développer la production agricole. Alors toutes les dérogations au droit commun créées au profit du cheptel de fer, deviennent le reflet de la pensée intime des législateurs.

La réglementation du bail à cheptel de fer dans le Code civil, écrit M. Lesmaris, « est tout entière inspirée par le souci très élevé de l'intérêt national. Il

importe en effet au plus haut point que les domaines ne soient jamais privés de leurs instruments d'exploitation et principalement du bétail qui fournit à la fois aux terres les moyens de culture et d'amendement du sol. L'ensemble des animaux qui concourent à assurer l'alimentation des citoyens du même pays doit être considéré comme une richesse nationale dont le législateur ne peut se désintéresser, et de fait, loin de s'en désintéresser, il s'est au contraire de tout temps efforcé de protéger par des mesures sans cesse renouvelées, les animaux et les objets servant à l'exploitation agricole, principalement ceux que le propriétaire d'un fonds y a placés pour le service et l'exploitation de ce fonds (1) ».

Alors la conclusion à laquelle tendent les partisans de l'attribution des plus-values des cheptels de fer aux propriétaires, apparaît inéluctable et devient, disent-ils, une conséquence nécessaire de la volonté des rédacteurs du Code. Puisque les cours du bétail sont devenus anormaux et que les coefficients de hausse ont atteint des proportions insensées, dépassant de loin toutes les espérances des agriculteurs, puisque le propriétaire est dans la quasi-impossibilité de reprendre ses cheptels, puisque du fait des circonstances, il subit en quelque sorte une expropriation, à quoi bon les mesures de protection ?

1. Albert Lemaris, *la Reprise du cheptel en fin de bail*, p. 9, 1921.

Pourquoi accuser d'abus de confiance le fermier ou le métayer qui au cours de son bail se permettrait de vendre des animaux ayant fait partie du cheptel de fer originaire, mais qui en auraient été détachés par suite d'une énorme plus-value, alors qu'au moment de la sortie il pourrait vendre sans crainte et sans redouter les rigueurs de la loi les mêmes animaux qui étaient pourtant incorporés au sol ? L'article 408 du Code pénal devrait donc recevoir son application au cours de l'exécution du bail, mais dès qu'il prendrait fin, le même article deviendrait lettre morte.

Et le droit de suite du propriétaire, à quoi pourrait-il bien lui servir sous un tel régime ? Pourquoi déroger à la règle classique de l'article 2279 du Code civil faisant de la possession un titre de propriété suffisant pour un acheteur de bonne foi en matière de meubles ? Pendant la durée du bail, les intérêts fonciers sont sauvegardés : le privilège de l'article 2102 permet de réclamer l'animal indûment vendu ; mais vienne l'expiration du bail et la loi devient différente et l'acte jadis défendu au fermier lui devient permis à ce moment-là.

On en arrive tout naturellement à dire que pour admettre l'attribution de l'intégralité des plus-values aux fermiers, il faudrait supposer au législateur une volonté bien changeante, en faire un émule de la chauve-souris qui crie au matin : vivent les oiseaux ! et le soir : vivent les rats !

Et pour achever de mettre les rédacteurs des textes à l'abri de décisions contradictoires ou vaines, on brosse un sombre tableau d'une France agricole où les excédents de cheptel de fer ne seraient point affectés aux propriétaires. Ceux-ci, dit-on, ne seraient pas en mesure de déboursier les sommes importantes nécessaires pour « réembétailler » leurs domaines ; les terres retourneraient en friches, faute du bétail nécessaire à les travailler ; et les ronces remplaceraient les épis d'autrefois sur la glèbe privée de fumier. En un moment où l'on demande à l'agriculture d'intensifier son effort, de redoubler d'énergie dans l'intérêt suprême de la Nation, ce serait une crise de production, une véritable régression et les masses paysannes, dont la condition sociale s'améliorait chaque jour, seraient condamnées à retomber dans leur ancien état de misère pour le plus grand profit de quelques-uns.

S'il devait en être ainsi, il y aurait donc eu un législateur qui aurait rêvé de donner un plein épanouissement à la propriété foncière, d'assurer le développement et la prospérité de l'agriculture nationale, et qui par des mesures inopérantes aurait rendu ses désirs illusoires et acheminé son pays à la ruine ?

C) *Raison de l'estimation*

On sait que dans le bail à cheptel consenti au fermier, l'estimation ne transfère pas la propriété du bétail pris en charge. Les animaux remis par le bailleur au preneur constituent en quelque sorte un dépôt qui devrait rester toujours identique à lui-même ; mais dont le fermier a l'entière responsabilité.

Puisque estimation ne vaut pas vente, contrairement à la règle commune, puisqu'il n'y a pas transfert de propriété, à quoi bon faire cette estimation ? Ne serait-il pas plus simple de faire une description de la chose confiée et d'exiger la restitution d'un objet semblable ?

Pothier dans son *Traité des cheptels* nous donne la raison déterminante d'une évaluation monétaire : « Lorsque celui à qui la chose est donnée par estimation doit la rendre, et n'a pas le choix de la retenir en payant la somme qui a été estimée ; lorsque l'estimation se fait non afin que celui qui reçoit la chose par estimation puisse la retenir en payant l'estimation, mais afin de constater en quel état est la chose lorsqu'il la reçoit et de constater par ce moyen de combien elle se trouvera détériorée ou améliorée, on ne peut pas dire en ce cas que *æstimatio facit venditionem* : la prisée ne se fait pas en ce cas *venditionis causa*, mais *intertrimenti causa* pour connaître le déchet qui peut subvenir sur la chose.

« Or la prisée qui se fait dans notre cheptel de fer est dans ce cas. Le fermier à qui les bestiaux ont été donnés par estimation n'a pas le droit de les emmener à la fin du bail, en offrant de payer la somme à laquelle ils ont été prisés lors du bail. »

L'estimation est donc faite *intertrimenti causa*, et son but est de servir de mesure aux modifications éventuelles, soit déchet, soit amélioration.

Partant de ces principes juridiques exacts, les représentants de l'attribution des plus-values des cheptels de fer aux propriétaires, vont faire le raisonnement suivant :

A la prise de possession d'un domaine, il devrait être dressé un état descriptif et énumératif des animaux pris en charge par le fermier et constituant le cheptel de fer. Il serait fait mention de toutes les caractéristiques susceptibles d'accroître ou de diminuer la valeur commerciale de ces animaux. On indiquerait d'abord le nombre de chaque catégorie : X..., fermier rentrant, reconnaît recevoir :

Un nombre a	de bœufs
— b	de taureaux
— c	de vaches
— d	de taures
— e	de jeunesses
— f	de veaux

Et puis viendraient les indications indispensables,

âge, poids, qualité, race, etc..., tares, s'il y en a. A la sortie, les experts des parties contractantes dresseraient un nouvel état comparatif qui serait établi d'après les mêmes éléments d'appréciation ; on chercherait à équilibrer aussi exactement que possible la valeur culturale du troupeau décrit et comparé à deux moments de son existence : la prise de possession et la sortie en fin de bail.

A première vue le procédé paraît simple et équitable : le dépositaire a reçu un cheptel avec lequel il devait cultiver les terres affermées ; il rend à son départ un objet identique à celui qui lui a été confié sans qu'il soit besoin d'appréciation monétaire.

Cependant à un examen plus attentif, les difficultés surgissent nombreuses. Le vice fondamental du système réside dans cette appréciation indispensable des qualités ou des défauts de chaque animal. Les experts pourront bien avoir la volonté de remplir leur tâche avec la plus grande impartialité, les caractéristiques de chaque tête de bétail ne seront jamais toutes indiquées. Et quand après de nombreuses années, le fermier quittera son exploitation, que restera-t-il de cette estimation originaire, sinon un chiffon de papier jauni par le temps, mentionnant une multitude de détails qui ne parleront pas aux experts nouveaux et ne frapperont pas leur imagination comme l'avait fait autrefois pour leurs prédécesseurs la vision du bétail vivant ? De cet état des-

criptif, que pourra-t-on retenir sérieusement comme terme de comparaison, sinon les indications de poids et d'âge ? De multiples éléments d'appréciation vont disparaître, la beauté des formes pourtant importante s'il s'agit d'animaux reproducteurs, l'aptitude au travail et la docilité, s'il s'agit d'animaux de labour.

Une estimation de cheptel en poids, nature et qualité risque d'être une cause d'erreur au moment de la restitution.

Et certains, cherchant la raison fondamentale de l'estimation en argent en tirent une conclusion sur le sujet qui nous occupe.

« Cette estimation, dit M. Lesmaris, sert à préciser, mieux que ne saurait le faire un état énumératif et descriptif, quelle est la puissance d'exploitation de chacune des bêtes ou de chaque catégorie de bêtes ou de chaque espèce de bêtes composant le cheptel, au regard des bêtes de même catégorie, de même espèce, de même race, à l'époque de la prise en charge par le fermier, et à permettre, lors du règlement à la sortie, d'opérer plus aisément des compensations entre animaux de même catégorie ou de même espèce et de faciliter ainsi ce règlement.

« Si le cheptel représenté par le fermier à sa sortie ne peut être considéré comme offrant pour le propriétaire, au point de vue de l'exploitation de son domaine, une puissance d'exploitation égale à la

puissance d'exploitation du cheptel originaire, le fermier devra payer la différence, conformément à la loi, et si au contraire le cheptel représenté par le fermier à sa sortie, peut être considéré comme offrant pour le propriétaire, au point de vue de l'exploitation de son domaine, une puissance d'exploitation supérieure à celle qu'avait le cheptel originaire, il pourra retenir sur le cheptel représenté, le nombre de têtes de bétail qu'il y a lieu d'en distraire pour ramener le cheptel qu'il est tenu de laisser à son équivalence avec le cheptel primitif.

« L'estimation n'a donc, dans ce cas, et ne peut avoir d'autre objet que de faciliter le règlement (1). »

Puisque l'évaluation monétaire du bétail n'a d'autre but que d'être une commodité pour les règlements ultérieurs, il convient d'y renoncer dès que le mouvement des prix subit des variations importantes et de choisir le mode primitif d'estimation en poids, nature et qualité pour servir de base aux règlements entre propriétaires et fermiers, dont les baux sont à expiration.

§ 2. — Théorie de l'imprévision

Une théorie juridique qui vient de retrouver un regain d'actualité pendant la guerre a été invoquée

1. M. Albert Lesmaris, *la Reprise du cheptel en fin de bail*, p. 53 et 54.

aussi en faveur de la thèse des propriétaires : la théorie de l'imprévision.

On sait que cette théorie de l'imprévision a suscité de nombreuses divergences entre la jurisprudence administrative et la jurisprudence civile.

La jurisprudence administrative n'a jamais appliqué d'une façon rigoureuse le principe que les conventions faisaient la loi des parties. Elle avait à s'occuper de litiges où les services publics étaient intéressés, où les conventions étaient plus facilement susceptibles de révision, puisque les intérêts privés étaient moins complètement en jeu, où la justice pouvait se faire plus humaine.

Cette jurisprudence administrative a donc admis une interprétation très large de l'article 1156 du Code civil, disant que dans les conventions, on doit « rechercher quelle a été la commune intention des parties contractantes plutôt que de s'arrêter au sens littéral des termes. » Elle va donc corriger l'article 1134 par l'article 1156 et faire en quelque sorte du juge un arbitre plutôt qu'un magistrat.

Le Conseil d'Etat vient de réaffirmer sa théorie par un arrêt du 30 mars 1916, rendu dans une affaire entre la ville de Bordeaux et la Compagnie Générale d'Eclairage de la même ville. Les conclusions de la Compagnie tendaient à faire condamner la Ville à supporter l'aggravation des charges résultant de la hausse du prix du charbon. Le Conseil de Préfecture

de la Gironde avait débouté la requérante de ses prétentions. Mais le Conseil d'Etat saisi du recours de la Compagnie contre cet arrêté se montra fidèle à sa traditionnelle jurisprudence, en exonérant la Compagnie des charges qu'elle n'avait pu prévoir.

En matière de cheptel, dit-on, n'y aurait-il pas lieu de raisonner par analogie et de rechercher l'intention des parties contractantes ? Les contrats étaient faits pour des circonstances normales où les fluctuations des cours étaient relativement faibles ; et ceci, ajoute-t-on encore, était tellement vrai que la plupart des baux ne prévoyaient point le fait de guerre.

Mais un bouleversement mondial est survenu et voilà, en peu de mois, des millions et des millions d'hommes arrachés de leurs champs et lancés les uns contre les autres ; tout ce qui reste d'intelligence et de bras, tout ce qui reste d'or et de fer, toutes les machines, tous les instruments de civilisation occupés à aider l'œuvre de ruine ; les frontières et les mers fermées, la torpeur abattue sur les champs.

Les lois économiques appliquées à un monde bouleversé, qui réagit comme il peut et ne trouve plus son équilibre, eurent des effets singulièrement aggrandis. Certes elles restèrent vraies du temps de guerre comme elles l'étaient du temps de paix, et ceux qui proclament leur faillite n'ont comme excuse que de s'être livrés à une étude superficielle ; elles restèrent immuables comme le restent les grandes lois phy-

siques. Mais leurs conséquences prirent des proportions nouvelles. La loi de l'offre et de la demande, qui établit les prix, vit son cadre se resserrer. Le principe de la concurrence, régulateur des marchés, ne put s'exercer que dans un bien plus faible rayon. Partout des barrières se dressaient pour arrêter les produits de l'étranger; ici c'étaient les armées de l'envahisseur isolant les frontières terrestres qu'elles occupaient; là, c'était une guerre sous-marine multipliant les dangers des mers, entraînant une hausse insensée des frets; et enfin la barrière du change, obstacle de plus en plus infranchissable ne laisse passer que les produits de première nécessité, indispensables à l'alimentation publique ou aux besoins des armées. Le domaine de la concurrence se trouvait limité aux frontières du pays; et quelle concurrence allait pouvoir s'exercer dans le pays qui devait fournir le plus fort contingent de soldats par rapport à sa population!

L'absence des exportations étrangères, le change, la diminution de la production nationale et bien d'autres causes encore, entraînèrent un mouvement de hausse qui dépassa toutes les prévisions, hausse des produits manufacturés et aussi hausse des denrées agricoles.

Il s'agissait d'événements dépassant de loin les plus fécondes imaginations. « L'intention des parties dit M. Bozon, n'était pas, assurément de prévoir la

guerre et ses conséquences, notamment l'élévation formidable des prix du bétail. Les contractants comptaient sur des cours à peu près normaux ; négliger ce fait serait ne pas respecter leur commune intention. (1) »

« Quel est le propriétaire qui aurait donné à bail son domaine s'il avait pensé qu'il se produirait une guerre mondiale et que le preneur à sa sortie, viendrait, s'appuyant sur la hausse extraordinaire des cours, lui demander, par exemple, cent mille francs, alors qu'il n'en avait versé que dix mille. »

Et plus loin, conclut le même auteur : « Il faut le reconnaître sans détours, fermiers et colons d'une part, propriétaires d'autre part, ont contracté avec la pensée, la conviction que tout en étant exposés aux fluctuations habituelles des cours, ils ne risquaient point leur avoir. »

Que pouvaient logiquement prévoir les parties contractantes au moment de la conclusion du bail ? Une hausse analogue à celle qui s'est produite au cours de la période 1900-1914 et qui a fait varier le prix des animaux de 10 0/0 à 20 0/0. Et même en admettant l'hypothèse d'une guerre, dont les populations du Centre ont toujours douté jusqu'au jour de la mobilisation, n'y avait-il pas tout près de nous la dernière venue à ce moment-là, celle de 1870 dont on parlait souvent dans les veillées à la campagne : on

1. Henri Bozon, *Etude sur les cheptels*. (page 43).

savait que la valeur des animaux et des cheptels avait été accrue, mais dans une faible mesure. Il y avait eu un peu de prospérité apportée aux foyers des paysans, mais jamais la fortune.

En face de cette situation imprévue, les tribunaux judiciaires affirment, à l'inverse des juridictions administratives, que la guerre n'est pas un cas de force majeure empêchant l'exécution des marchés, et ce, en vertu d'une jurisprudence constante. Pour eux, malgré les anomalies et les changements économiques, il faut toujours accorder un respect souverain aux conventions établies. Cette jurisprudence s'est affirmée après la guerre de 1870-1871 en diverses occasions. Il a été jugé dès cette époque qu'un raffineur de sucre ne pouvait alléguer l'investissement de Paris pour s'abstenir des livraisons qu'il devait effectuer (Tribunal de commerce de la Seine 7 décembre 1870. D. P. 70, 3, 116). L'interruption partielle des communications, conséquence de l'état de guerre, ne dispense pas non plus un acheteur de prendre livraison de la marchandise (Cour de cassation, 19 novembre 1873. D. P. 74, 1, 200).

La guerre de 1914, par la multiplicité des cas provoqués, a suscité de nombreuses décisions conformes : « Attendu que, dit notamment un jugement du Tribunal de Commerce de la Seine, du 9 mars 1915 (*Gazette des Tribunaux*, 27 juin 1915), sans qu'il y ait lieu de rechercher si l'état de guerre a apporté

dans la fabrication les difficultés alléguées, ces difficultés ne constituent pas le cas de force majeure pouvant décharger de l'exécution des marchés consentis. »

Les tribunaux judiciaires ne considèrent donc pas la guerre comme un cas de force majeure. N'y aurait-il pas lieu d'y rechercher une situation anormale imprévue et de suivre la voie tracée par les juridictions administratives ? Puisque propriétaires et fermiers ont conclu des contrats de bonne foi, ne serait-il pas équitable de rechercher leur commune intention et la quintessence de leur pensée ? Les juges useraient de ce pouvoir d'interprétation qui leur est accordé au cas d'obscurité des textes ou des conventions et l'article 1156 servirait d'élément modérateur à la brutalité des faits économiques.

Ainsi a jugé la Cour de Toulouse dans un arrêt du 8 juillet 1920 (affaire Saint-Pé contre Bacon). Après avoir proclamé bien haut son grand respect de la loi, disant que son seul désir était de l'appliquer « léonine ou mauvaise », par une étrange contradiction, elle se met immédiatement en quête de « l'intention évidente des parties » et elle arrive à la conclusion suivante : « Attendu qu'il est certain que *celles-ci (les parties)* n'ont prévu dans l'expression de leur volonté, que l'augmentation normale du cheptel qu'elles avaient vu se produire pendant les années précédentes, et non l'augmentation absolument anor-

male et extraordinaire résultant de la guerre de 1914 ; que cette augmentation, on ne peut dire que leur volonté a été de l'attribuer tout entière au fermier ; qu'il est non moins certain que si les parties avaient connu cet avenir, elles n'auraient point contracté ou fait des conventions différentes ; qu'il appartient dès lors de rechercher par une interprétation autorisée dans ce cas par la doctrine et la jurisprudence quelle a été la volonté des parties en ce qui concerne le maximum de plus-value qui appartenait au fermier ; que ce maximum correspond évidemment au prix le plus fort du bétail pendant la période des dernières années antérieures à la date du bail (1) etc... »

§ 3. — Dépréciation du papier-monnaie

A côté de ces arguments juridiques, d'autres tribunaux joignent des raisons économiques et s'aventurent sur le terrain glissant des dépréciations monétaires.

Le billet de la Banque de France, disent-ils, n'est plus qu'un vil papier-monnaie qui a cessé d'être remboursable en or. Au cours de la guerre et dans la période qui suivit immédiatement, des quantités de plus en plus considérables de ce papier furent mises en circulation. Au fur et à mesure qu'ils aug-

1. Arrêt de la Cour de Toulouse du 8 juillet 1920 (affaire Saint-Pé contre Bacon).

mentaient en nombre, les billets se dépréciaient et perdaient leur puissance d'achat, tandis que par une conséquence directe croissaient les prix de toutes choses.

Comment en un plomb vil l'or pur s'est-il changé ?

Pour l'expliquer, les comparaisons affluent. Entre 1890 et 1910, 30 milliards d'or furent extraits des entrailles de la terre, transformés en monnaie et répandus sur le monde entier. Ces 30 milliards d'or répartis sur la surface du globe et pendant vingt années ont suffi à révolutionner les prix et à faire naître le problème de la vie chère bien avant l'agression allemande. Quel devait donc être l'effet d'une émission de billets de 30 à 40 milliards effectuée dans un seul pays et dans un intervalle de trois ou quatre ans ? La confrontation de ces deux faits met nettement en relief l'action du papier-monnaie sur le mouvement des prix.

Bon gré mal gré, il faut admettre la prime de l'or, l'écart de valeur entre le métal précieux et le billet de banque. Sous la Révolution, au moment du régime des assignats, on publiait régulièrement le taux de cette prime. Il en fut de même en Russie pendant la guerre de Crimée, aux Etats-Unis pendant la guerre de Sécession. En Italie, les droits de douane étant payables en or, il a fallu, après l'entrée de cette puissance dans les rangs alliés, établir non seulement une

prime officielle, mais encore une cote officielle et régulière de la prime publiée dans le *Journal des Economistes italiens*.

En France, au cours de la guerre 1914-1918, par un sentiment de prudence bien explicable et afin de maintenir le crédit public, la prime de l'or ne fut jamais reconnue officiellement. Au contraire, elle fut niée à l'intérieur du pays dans les relations de citoyen à citoyen. S'avisait-on dans un contrat de stipuler un prix différent, suivant que le paiement devait avoir lieu en or ou en billets? On était aussitôt réputé faire une convention illicite, et susceptible d'être conduit devant les tribunaux correctionnels. Tel, ce cultivateur de Wallon-en-Sully, dont l'histoire fut relatée par de nombreux journaux, qui, un jour de foire, devant une foule de spectateurs, crut pouvoir vendre une vache 2.700 francs papier ou 900 francs or. L'acheteur acquiesça au marché et le prix fut versé en or. Mais les parties contractantes furent l'objet de poursuites judiciaires. Et pourtant qu'avaient-elles fait, sinon établir une convention basée sur la différence de valeur du franc or et du franc papier ?

Néanmoins, dit-on, la prime de l'or est un fait indéniable. D'autres pays déjà cités l'ont reconnu. Nous-même qui la nions aujourd'hui, l'avons avouée à d'autres époques de notre histoire. Que les gouvernants ne veuillent pas laisser cette prime servir de

base aux rapports entre particuliers ? Soit. Il s'agit avant tout de sauvegarder l'intérêt général : *salus populi suprema lex esto*. Mais dans les règlements de cheptel, intervenant entre propriétaires et fermiers ou métayers, la spéculation n'a point de rôle à jouer. Le cheptel de fer, quelle que soit sa valeur nominale, doit être incorporé au domaine, puisqu'il constitue l'instrument indispensable de la culture.

Et alors n'y aurait-il pas lieu, sans violer les mesures de salut public, de reconnaître la prime de l'or, non dans un but d'enrichissement ou de spéculation, mais simplement pour avoir une base d'appréciation équitable. Le propriétaire dirait au fermier, auquel il a consenti un bail avant-guerre : je vous ai donné un cheptel valant X... mille francs or ; j'admets avec vous que toutes les plus-values vous appartiennent, même provenant de circonstances accidentelles ; mais notre monnaie de compte doit être la même à la sortie qu'à la prise de possession ; et il faut me rendre un cheptel valant X... mille francs or.

« Notre monnaie, tout en conservant la même valeur fiduciaire n'a plus la même valeur usuelle. Nous n'irons pas jusqu'à dire du billet français ce que Charles Bonnefon disait, hier, du billet allemand : que c'est de la fausse monnaie. Mais il faut bien le reconnaître, notre monnaie est dépréciée.

Certes, nous avons l'espoir, disons plus, la conviction que nos billets retrouveront leur valeur d'antan ;

mais, actuellement, nous sommes à la période de dépréciation. Pour l'instant, un franc n'est plus en général, une pièce d'argent pesant cinq grammes, c'est un morceau de papier sur lequel a été portée la mention : « un franc » (1).

Le tribunal de Saint-Yriex adopte ce point de vue dans son jugement du 29 décembre 1920 :

« Attendu, dit-il, que la *baisse de la valeur de l'argent* (2), corrélative à la hausse des cours, cause seule, en effet, les difficultés qu'éprouvent actuellement bailleurs et preneurs de biens ruraux dans le règlement de leurs comptes respectifs de fin de bail : qu'il ne saurait être méconnu que l'élément d'appréciation, le franc, au moyen duquel l'estimation faite en fin de bail chiffre la valeur du cheptel de sortie, est loin d'être de même valeur qu'à l'époque de l'entrée du preneur ; qu'il a beaucoup diminué ; que, par suite, l'étalon, à l'aide duquel se chiffre la valeur du cheptel, ayant, depuis la première estimation, considérablement perdu de son pouvoir d'achat, ne saurait être pris suivant sa valeur nominale, restée malgré tout la même, comme seul élément de comparaison entre la première et la deuxième estimation ; qu'il convient d'observer, en effet, que si aujourd'hui il faut, pour acquérir une chose déterminée un plus grand nombre de francs qu'avant la guerre, et si,

1. Henri Bozon, *Etude sur les cheptels*, p. 50.

2. Argent s'entend ici au sens général de papier-monnaie.

lorsqu'il s'agit d'évaluer cette même chose, on se trouve nécessairement amené à estimer qu'elle vaut un plus grand nombre de francs qu'avant la guerre, il ne s'ensuit pas que l'expression de la valeur argent actuelle de cette chose corresponde à une progression dans la valeur réelle de la dite chose, considérée avant la guerre ; que par suite, s'il n'y a pas corrélation entre l'augmentation de la valeur argent actuelle et la valeur réelle de la chose, si en d'autres termes, la valeur argent a augmenté tandis la valeur réelle considérée, avant la guerre, est restée la même, l'estimation aux cours actuels d'une bête, déjà estimée avant la guerre, révélera seulement une progression dans sa valeur argent, en raison directe de la baisse de la valeur du franc, mais non point une valeur réelle d'accroissement, etc... (1). »

Les juges de Saint-Yriex, après avoir aussi longuement démontré et même répété (2) qu'il y a coïncidence entre la hausse des cours du bétail et la baisse de la valeur du papier-monnaie, se demandent comment chiffrer ces proportions et établir d'équitables règlements de comptes entre propriétaires et fermiers, et finissent par se déclarer impuissants « à fixer exactement le taux actuel de diminution de la valeur de l'argent ».

1. Jugement du tribunal de Saint-Yriex paru dans le numéro du 21 février 1921 de la *Gazette du Palais*.

2. Le jugement du tribunal de Saint-Yriex occupe deux pages entières de la *Gazette du Palais*.

A fin mars 1921, le tribunal de Nérac suivant la voie tracée par celui de Saint-Yriex, trouvait un terme de comparaison et mettait en parallèle la monnaie française avec celle des Etats-Unis, le franc avec le dollar. Il s'agissait d'un bail consenti en 1917 et expirant en 1920. Après avoir constaté, qu'en 1917 à la Bourse de New-York, avec un dollar on pouvait obtenir 5 fr. 70, et qu'en 1920, à l'époque de la résiliation du bail, on obtenait 14 fr. 74, il a conclu qu'en prenant le dollar comme élément d'appréciation, on obtenait une proportion de 2,58 entre ces deux époques, et que l'on n'avait par conséquent qu'à multiplier le capital fixé à l'entrée en jouissance par 2,58 pour obtenir la valeur réelle actuelle, l'excédent constituant la plus-value appartenant au fermier.

Un cheptel évalué 5.000 francs en 1917 aurait donc une valeur réelle de $5.000 \times 2,58 = 12.900$ francs. Si sa valeur commerciale est de 20.000 francs, la différence entre 20.000 et 12.900, soit 7.100 francs, représente la plus-value allouée au fermier, parce que non produite par la dépréciation de la monnaie.

La solution préconisée au problème complexe de l'évaluation des cheptels consisterait alors à adopter pour le cheptel de fer une commune mesure, l'étalon d'or, dont le dollar apparaît comme le meilleur critérium.

§ 4. — Discussion et appréciation du système de l'attribution aux propriétaires des plus-values de cheptels de fer.

Que penser de ces multiples arguments invoqués au profit de la thèse des propriétaires fonciers ? Les uns, il faut le reconnaître, ont une base bien fragile et ont même été qualifiés de « fantaisistes » par certains journaux agricoles (1) ; les autres sont plus solides et trouvent leur point d'appui dans les textes du Code civil.

Le pivot de tous les jugements défavorables aux fermiers, trouvé par le tribunal d'Oloron (9 décembre 1920), réside dans ce fait que le cheptel de fer est immeuble par destination. C'est l'argument massue avec lequel on cherche à impressionner les magistrats, celui que développait éloquemment M. Tissier, ancien bâtonnier du barreau de Moulins, dans l'affaire Baillon-Charrier, avec lequel il comptait emporter la décision des juges. Et depuis Oloron, tous les attendus de tous les jugements de se référer à la même base de doctrine ! Et Saint-Yriex (29 décembre 1920 et Saint-Affrique (16 mars 1921) ! et *Tutti quanti* !

Est-ce cependant un argument si net, qu'il s'impose de lui-même à l'esprit et ne souffre pas la discussion ?

1. Voir premier numéro de la *France paysanne*, journal à ses débuts en avril 1921.

Soit, les animaux composant le cheptel de fer sont immeubles par destination. Le législateur l'affirme et les textes sont précis ; mais seulement *jusqu'à concurrence de leur valeur vénale*. Eh quoi ? qu'y a-t-il de paradoxal à concevoir un immeuble par destination, qui ne reste pas constamment identique à lui-même, qui se modifie et se transforme chaque jour suivant la prospérité et la dureté des temps ? La valeur vénale trace les limites de cet immeuble : il est enserré dans de mouvantes barrières, à la façon d'un domaine foncier encerclé par les bras d'une rivière capricieuse et dont le cours de l'eau peut à chaque moment accroître ou restreindre l'étendue. Et pourtant la terre constitue l'immeuble-type, celui qui a existé de tous les temps, qui a contribué à la création du mot et en fait comprendre le sens. Pourquoi vouloir, rendre plus intangible l'immeuble créé par la volonté des hommes que celui offert par la Nature ?

Les multiples mesures de protection du législateur à l'égard de la propriété foncière, a-t-on dit encore, sont un reflet du souci constant d'assurer la pérennité de conditions économiques favorables au développement de l'agriculture. A quoi bon ces soins vigilants des rédacteurs du Code, si nous devons aboutir plus d'un siècle après, à voir nos terres incultes, faute du bétail nécessaire qui sera ravi par le fermier au

propriétaire ; et le tribunal de Ribérac (13 janvier 1921) songeant au pays de culture morcelée s'apitoie sur le sort « d'un petit propriétaire trop vieux ou trop malade pour exploiter lui-même sa terre : ce petit propriétaire se trouvera dans l'impossibilité de racheter le bétail nécessaire à l'exploitation de son bien et obligé soit de vendre, soit de laisser sa propriété inculte, tandis que le fermier s'en ira avec un bénéfice exagéré, qui ne lui aura été procuré ni par ses soins ni par son travail, mais seulement par le jeu de contingences économiques. »

Qu'opposer à ce sombre tableau ? Si les plus-values ne sont point l'apanage des propriétaires fonciers, les champs fertiles de la France vont-ils se couvrir de genêts et allons-nous assister à une décroissance considérable, peut-être à l'anéantissement de la production agricole ?

Loin de là. D'abord le propriétaire du sol reste souvent étranger à la transmission du cheptel de fer entre le fermier sortant et le fermier rentrant ; le cheptel de fer est représenté par une somme monétaire, qui généralement ne varie pas et passe dans les mains des fermiers successifs, un peu comme la terre elle-même. Les excédents se règlent directement de fermier à fermier. Le propriétaire reste spectateur. Pourquoi dès lors, tant se préoccuper de sa situation ?

Et puis si à l'expiration du bail, le propriétaire désire reprendre possession de sa terre, ne sera-t-il

pas suffisamment protégé par son droit de préférence, sa préemption sur les animaux composant le cheptel qu'il conserve toujours la faculté de reprendre en payant l'excédent de valeur ? Ce droit est bien plus que séculaire, puisqu'Aureaux des Pommiers l'invoquait déjà à son profit et obtenait un arrêt de 1716 lui donnant gain de cause. Le propriétaire est donc assuré que son fermier n'enlèvera pas le bétail nécessaire à l'exploitation, qu'il n'y aura pas interruption dans la production et que la vie agricole suivra son cours normal.

Bien au contraire, si les plus-values ne sont pas attribuées au fermier, l'ordre agricole sera troublé. Et au lieu de la crise des possédants, ce sera la crise des travailleurs. La confiance régnait dans les diverses classes de la hiérarchie agricole, avant l'apparition de ce problème complexe de l'évaluation des cheptels. Ce sera la défiance, si le règlement traditionnel n'est pas observé. Et le mirage des villes où la vie est douce, la durée du travail brève, reviendra avec son pouvoir fascinateur. Dépouillé du gain qu'il croyait sien, le cultivateur mécontent abandonnera la charrue de ses pères ; et si alors la souche de cheptel est intacte, le propriétaire pourra contempler son nombreux troupeau. Mais les bras seront partis pour longtemps !

La raison de l'estimation, faite uniquement *inter-*

trimenti causa, va-t-elle apparaître comme un argument meilleur ? Le tribunal de Saint-Affrique dans son jugement du 16 mars 1921 proclame que « la valeur commerciale du cheptel ne peut avoir qu'un rôle d'indication puisqu'un cheptel n'est pas à vendre et que même il ne peut être vendu » ; et plus loin il ajoute encore : « on laisse subsister, sans péril de nuire, l'estimation qui présente une grande utilité, comme indication qualitative des bestiaux. » L'estimation se justifie donc parce qu'elle est l'expression synthétique des diverses caractéristiques constituant la valeur d'un animal.

Il semble que sur ce point l'accord soit unanime. Et la conclusion inévitable apparaît : puisque c'est un motif de commodité qui donne à l'estimation sa raison d'être, il faut à la première difficulté faire table rase de cette estimation, revenir à la situation initiale et convertir la valeur commerciale en valeur culturale.

Certes le raisonnement ne manque pas d'exactitude, et dans ses plus beaux jours, l'école scholastique n'en aurait pas fait de meilleur.

Mais puisque nous envisageons la question économique autant que celle de droit civil, il convient de se demander quelles seront les conséquences économiques de cette belle logique.

Nous avons précédemment, en étudiant la situation complexe de nos métairies bourbonnaises, indi-

qué qu'au cheptel de fer confié par le propriétaire au fermier et pratiquement insuffisant pour l'exploitation du domaine, il était adjoind un cheptel supplémentaire remis par le fermier au métayer et formant le complément indispensable du cheptel de fer. Le cheptel supplémentaire se différencie du cheptel de fer par le fait qu'il ne jouit pas du privilège d'être immeuble par destination. Mais la raison de l'estimation du cheptel supplémentaire comme de celle du cheptel de fer réside toute entière dans la commodité qui en résulte. Le fermier s'adressant à son métayer lui tient le même langage que le propriétaire au fermier : puisque je vous donne un cheptel composé d'animaux divers à votre prise de possession, vous me rendrez le même, composé des mêmes animaux à votre sortie ; et pour éviter un état descriptif et énumératif bien difficile à établir, où les descriptions seront toujours insuffisantes, procédons à une estimation, et affectons à chaque animal une valeur argent.

Si l'on applique le système de la valeur culturale au cheptel de fer, il faut procéder de même pour le cheptel supplémentaire créé par le fermier au profit du métayer.

C'est là que les difficultés économiques apparaissent. Sans doute le principe d'équité naturelle est respecté. Chaque bailleur dit à son preneur : Rendez-moi ce que je vous ai donné comme puissance

d'exploitation. Mais en fin de compte, de la hiérarchie agricole, propriétaire, fermier, métayer, il n'est qu'un membre qui ne profitera pas ou peu de la hausse fortuite et c'est l'intéressé le plus pauvre. Le propriétaire aura un cheptel de fer dont la valeur commerciale sera accrue considérablement ; le fermier en grossissant le fonds de bétail aura multiplié son capital-monnaie originaire par le coefficient de hausse ; seul l'associé dépourvu de richesse au moment de la création de la société sera éloigné des plus-values accidentelles.

Assurément cette cascade de répercussions ne saurait violer l'équité. La justice est toujours respectée, puisqu'enfin la répartition des profits se fait sur la base des apports primitifs. Mais n'est-il pas démoralisant pour le dernier membre de la hiérarchie agricole, le métayer pauvre, d'avoir pendant toute la durée du bail consacrer des soins vigilants et continuels à un cheptel dont la hausse de valeur commerciale ne lui bénéficiera pas ? Grâce à son labeur quotidien et immédiat, il aura arrondi le patrimoine du propriétaire et du fermier. Et s'il n'y a pas accroissement du nombre de tête ou amélioration de la race, tous ses efforts, n'ayant servi qu'à maintenir la valeur culturelle primitive, auront été vains pour lui.

Cette situation économique apparaît d'autant plus pénible qu'elle est contraire aux usages régio-

naux, grâce auxquels, à chaque mouvement de hausse, le métayer calculait la part dont il bénéficierait à l'expiration de son bail ; et même, supputant son bénéfice final de longs mois à l'avance, il en disposait par anticipation en acquérant une propriété rurale payable à terme.

Ainsi dépouillé, le métayer va devenir défiant. Il saura, pour l'avoir appris à ses dépens, que si la prospérité agricole est trop grande, on cherche à lui ravir sa quote-part des profits communs. Déçu dans ses espérances, dégoûté de ses travaux, il quittera la terre le cœur plein de rancune, et se dirigera vers les villes convaincu que la richesse restera toujours dans les mains des riches.

La théorie de l'imprévision invoquée par la Cour de Toulouse dans son arrêt du 8 juillet 1920 va-t-elle au moins raffermir l'édifice chancelant et donner une base plus solide à un système si fragile ? M. Lesmaris, pourtant partisan rigoureux de l'attribution complète des plus-values des cheptels de fer aux propriétaires, doute de la valeur de cette théorie. Voici en quels termes il l'apprécie :

« C'est donc en dehors des limites du Code civil, en dehors de toute loi que les auteurs, les tribunaux et les Cours d'appel ont cru devoir chercher le correctif aux conséquences inadmissibles qui découlent inéluctablement de ce système (celui de l'attribution

de l'intégralité des plus-values aux fermiers) auquel ils se croyaient juridiquement obligés de se référer et dont ils voulaient cependant tempérer en pratique les rigueurs d'application. Ils se sont alors saisis d'une théorie nouvelle, la théorie de l'imprévision qui, à la faveur du bouleversement économique actuel, est entrée dans les applications du droit administratif, où ils l'ont cueillie comme une ressource suprême en la matière, cherchant à la faire pénétrer dans le droit civil.

La Cour d'appel de Paris lui a barré une première fois le passage par un arrêt du 21 décembre 1916, et M. Capitant, professeur à la Faculté de droit de Paris a approuvé cette décision dans une longue note rapportée sous cet arrêt. » (1)

Et puis à tout prendre, quel est le fondement de cette doctrine toujours répudiée par la Jurisprudence civile ? Nous avons eu antérieurement l'occasion d'exposer qu'elle trouvait son principal appui dans le pouvoir d'interprétation du juge lui conseillant de rechercher la commune intention des parties contractantes (art. 1156 C. civ.)

Faisons remarquer, qu'en premier lieu, cet article n'est point impératif. Il contient seulement des conseils pour le juge et non point des ordres.

Mais aussi bien tous les commentateurs sont

1. Lesmaris, *La Reprise du Cheptel en fin de bail* p. 50.

d'accord pour en restreindre la portée et décider que « c'est seulement si les termes de la convention ne sont pas absolument clairs qu'on doit rechercher quelle a été la commune intention des contractants. » (Baudry-Lacantinerie. Traité des obligations. t. I, p. 571 3^e édition).

Et même dans les cas restreints où va jouer le pouvoir d'interprétation, le magistrat ne sera pas abandonné à lui-même. Le législateur a pris soin de lui tracer une règle de conduite : il a complété l'article 1156 par les articles 1159 et 1162.

Article 1159. — Ce qui est ambigu s'interprète par ce qui est d'usage dans le pays où le contrat est passé.

Article 1162. — Dans le doute, la convention s'interprète contre celui qui a stipulé, et en faveur de celui qui a contracté l'obligation.

Ainsi l'arbitraire s'exercera dans un rayon étroit et bien délimité. Si les termes d'une convention sont obscurs, il faut se référer à *l'usage* ; et à défaut de règle coutumière, tenir compte avant tout des intérêts de la partie *qui a contracté l'obligation*.

Or en Bourbonnais, l'usage est constant : le règlement monétaire des plus-values de cheptel est la pratique journalière en vigueur d'une extrémité à l'autre de la province. De toutes parts les protestations s'élevèrent à l'apparition des premiers différends. Il fallait entendre rappeler les années

mauvaises où malgré la baisse du bétail, fermiers et propriétaires liquidaient leurs comptes en valeur vénale, c'est-à-dire au détriment des fermiers sortants. Ces idées étaient tellement enracinées que chacun voulait douter, malgré l'évidence, et il fallut plusieurs jugements contraires pour montrer aux fermiers que la question pouvait se poser.

Et d'autre part, puisque le législateur, dans sa clémence, a voulu protéger celui qui a contracté l'obligation, c'est-à-dire le fermier dans le cas prescrit, ce serait aller à l'encontre de sa volonté, que d'accabler le fermier en le dépouillant d'une partie d'un patrimoine réputé sien jusqu'à ce jour.

Reste enfin la dépréciation du papier-monnaie, arme bien difficile à manier, car la délicate question de la prime de l'or s'y trouve soulevée.

Une première difficulté apparaît : l'impossibilité de concilier cette prime avec l'intérêt national. Au cours de la guerre, en vue de maintenir le crédit public, les tribunaux judiciaires ont toujours considéré comme nulles et non avenues les conventions établies sur la base de la dépréciation de la monnaie nationale. Bien plus, ils condamnaient à des peines sévères, ceux qui sans souci de l'intérêt du pays, trafiquaient des monnaies.

On savait aussi — puisque nous étions autrefois un pays à large circulation métallique — que le bas de

laine français contenait d'importantes réserves d'or, capables de grossir dans de notables proportions l'encaisse de la Banque de France et d'améliorer notre situation financière vis-à-vis de l'étranger : on fit, durant la période des hostilités de larges appels à la bonne volonté des citoyens, on leur demanda de se démunir du précieux métal qu'il possédaient. Mais on ne cherchait point à les tenter par l'appât d'une prime ; on leur disait même qu'ils faisaient une bonne opération pécuniaire, s'ils convertissaient leur or en titres de la Défense Nationale.

Pour ceux qui ne se laissaient pas influencer par ces arguments trompeurs, au lieu de la fibre de l'égoïsme on faisait chanter la fibre de l'intérêt général : la Patrie était en danger et il était possible de contribuer à sa défense en donnant son or aussi bien que son sang. Et la Banque de France, se rappelant fort à propos qu'une vanité bien employée peut aider à la vertu, distribuait des brevets de civisme aux citoyens qui se pressaient à ses guichets.

Aujourd'hui ne serait-il pas paradoxal et même injuste de proclamer la réalité d'une prime de l'or à l'intérieur ? Alors, ceux qui seraient restés sourds à l'appel de la Patrie en danger, les avares qui auraient gardé jalousement leur trésor auraient eu raison de soustraire leur or à sa fonction légitime, de l'asservir à leur manie thésaurisante, et d'avoir fait fi de l'intérêt général ? L'or caché précieusement,

en dépit des besoins publics au fond des armoires, dans les caves, pourrait sortir au grand jour et bénéficierait de la dépréciation du papier-monnaie ?

En effet si la prime de l'or pouvait se réclamer de l'égide de la magistrature française, ne serait-ce pas l'équivalent d'une reconnaissance publique ? Pourrait-on logiquement sévir encore contre le bijoutier coupable de payer la pièce de 20 francs un prix supérieur à sa valeur nominale, quand le grand critérium serait le cours du dollar et que le franc papier, pour retrouver sa parité avec le franc-or, devrait être multiplié par un coefficient élevé, 2,58 au dire du tribunal de Nérac ?

Sans même que nous nous attardions à toutes les conséquences logiques des dépréciations monétaires, la théorie de la prime de l'or appliquée aux règlements de cheptel se trouverait encore condamnée par les conséquences inadmissibles qui découlent de son application.

Supposons un instant — du fait de l'abondance ou d'une diminution dans la consommation — un retour des prix du bétail au niveau d'avant-guerre et le maintien des changes au taux actuel. Et cette hypothèse n'est point irréalisable : la preuve en est dans la baisse des cuirs verts au début de 1921 au-dessous même des cours d'avant-guerre, dans la baisse subie par les cochons de lait à certaines

foires (1). Au même moment le prix du dollar se maintenait à plus de deux fois le prix de 1914. On arrive ainsi à cette conclusion : si la dépréciation de la monnaie devait servir de base aux réglemens de cheptel, le fermier pourrait être condamné à *restituer ce qu'il n'a pas* au cas de baisse importante du bétail.

M. Jules Valéry, doyen de la Faculté de Droit de Montpellier écrivait en commentant un jugement du tribunal de Saint-Affrique : « Une doctrine se juge d'après ses résultats. S'ils sont absurdes, elle doit être rejetée sans hésitation, surtout quand il s'agit d'une doctrine visant à expliquer les intentions du législateur, car on ne saurait lui supposer gratuitement d'avoir eu la volonté d'édicter des absurdités (2). » Or quelle singulière théorie, éloignée du bon sens et de la raison, que celle qui pourrait imposer de restituer ce qui n'a pas été reçu ?

En un temps où le bétail serait à vil prix et la prime de l'or élevée, le propriétaire dirait au fermier, et par voie de répercussion au métayer : « Je vous ai donné à votre entrée en jouissance une somme de dix mille francs, par exemple, en bœufs,

1. A la foire de Lapalisse d'avril 1921, les cochons de lait se vendaient de 20 à 25 francs, après avoir valu 200 à 250 francs au plus haut cours. A la foire de Moulins tenue le premier vendredi de mai, les cours remontaient et les prix variaient de 100 à 125 francs.

2. *Gazette du Palais*, numéro du 21 avril 1921.

vaches, cochons, etc... De par la volonté présumée du législateur, rendez-moi trente mille francs de bétail à votre sortie, car le dollar est à trois fois son ancienne valeur. La baisse des animaux est survenue : tant pis ! vous m'en rendrez davantage. »

Il est enfin un argument suprême que nous n'avons pas développé au cours de l'exposé de la thèse des propriétaires, mais qui trouve naturellement sa place au moment où nous achevons de discuter cette thèse : l'équité, au nom de laquelle on formule tant de revendications sociales.

« La loi, dit-on, est la forme la plus haute de l'équité et de la justice, le législateur en légiférant n'ayant qu'un but et qu'un objectif, donner à chacun ce qui lui est dû, suivant les règles du bon sens et de la conscience.

« Si parfois, dans le cas d'un fait particulier et individuel, l'application d'une loi peut paraître en opposition avec ce principe, on peut affirmer sans crainte de démenti que lorsque l'application d'une loi, dans des cas généraux, est en opposition flagrante avec l'équité et la justice, c'est que l'application qui en est faite est contraire à son esprit, que l'on interprète mal les termes employés et que les mots et vocables dont s'est servi le législateur ont été détournés de leur sens profond pour ne leur donner

qu'un sens étroit, littéral qui va à l'encontre de l'idée du vœu et de la volonté du législateur (1). »

Et dit-on, ne serait-ce point violer cette équité que d'attribuer au fermier l'intégralité des plus-values? Pourquoi serait-il seul à bénéficier de conjonctures sociales qui vont jouer à son avantage? La guerre est un événement anormal, un facteur imprévu de hausse et il semblerait juste d'attribuer au moins à chacune des parties contractantes une quote-part des profits exceptionnels.

A quoi nous objectons : le propriétaire n'est point un nouveau pauvre ; il a sa large part de bénéfices de guerre. Ses terres ont bénéficié d'une plus-value considérable. Le paysan accède plus facilement à la propriété ; mais ceci pour le plus grand avantage du grand propriétaire foncier. Le fermier réalise des excédents de cheptel importants : voilà sa quote-part de la période de prospérité anormale et factice. Le propriétaire lui, voit son capital immobilier doubler de valeur. N'est-il pas un nouveau riche et de quoi peut-il bien se plaindre dans la répartition des profits?

1. *Gazette du Palais*, numéro du 16 mars 1921 (jugement du tribunal de Ribérac).

TROISIÈME PARTIE

LA LIQUIDATION DU PASSÉ. — L'AVENIR

CHAPITRE PREMIER

LA LIQUIDATION DU PASSÉ

§ 1. — Difficultés de la liquidation

On avait cru autrefois trouver une solution élégante aux règlements de cheptels « en procédant à une double évaluation, l'une à l'entrée, l'autre à la sortie du fermier ; la différence déterminait à la fois qui devait l'indemnité et quel en était le montant. Mais la guerre a tout bouleversé ; le prix des bêtes s'est accru dans une proportion invraisemblable, si bien qu'aujourd'hui, lorsqu'il faut régler, le propriétaire et le fermier ne s'entendent plus du tout.

— Je vous ai donné, dit le propriétaire, tant de têtes de bétail : rendez-les moi, puisqu'elles m'appartiennent.

— Point du tout, répond le fermier. Les bêtes valent aujourd'hui cent cinquante mille francs ; mais elles ont été estimées trente mille francs dans le bail : je ne dois donc vous rendre que pour trente mille francs de bétail, valeur actuelle. Si vous voulez garder tout le troupeau, vous le pouvez ; mais versez-moi la différence entre les deux évaluations, soit cent vingt mille francs.

A quoi le propriétaire de répondre :

— Je ne puis exploiter ma ferme avec le cheptel réduit que vous m'offrez et d'autre part je n'ai point 100.000 francs à ma disposition, étant propriétaire c'est-à-dire nouveau pauvre. Si j'acceptais votre compte, je n'aurais plus qu'à vendre mon bien.

— Qu'à cela ne tienne, explique le fermier. J'ai justement quelques économies. Je vous achète votre ferme et vous la paye comptant. Je prends de l'âge et me sens un peu fatigué. Je la louerai et compte aller habiter la ville et vivre de mes rentes en bon bourgeois (1). »

Le système de la double évaluation employée couramment jusqu'à ce jour, va donc créer une situation délicate et complexe.

Le propriétaire foncier désireux de jouir directement de ses terres, sans l'intervention d'un fermier, doit avec le règlement monétaire des plus-values de

1. *Journal des Débats*, n° du 14 avril 1921.

cheptel faire un apport nouveau de capital argent proportionnel à l'accroissement de valeur du bétail. Parfois il va sentir ses épaules fléchir sous le poids de ce fardeau imprévu, et si dans les années antérieures il n'a pas eu la sagesse de se constituer un patrimoine mobilier, il se trouvera réduit à la dure extrémité d'hypothéquer sa terre.

Quant au fermier, aura-t-il l'enviable situation que certains se plaisent à lui donner ? Certes avec l'institution du règlement monétaire en francs papier, des sommes importantes vont venir gonfler son bas de laine. Ce sera peut-être l'aisance à la maison ; mais de ce coup de bourse heureux, il ne résultera jamais des rentes suffisantes pour mener l'existence tranquille d'un bon bourgeois. Si quelques fermiers désertent leurs exploitations pour aller chercher un refuge au sein des villes, c'est qu'au déclin d'une vie de labeur et d'économie, ils ont bien le droit à l'exemple des commerçants et des industriels qui ont sagement administré leurs affaires, de goûter aux joies d'un repos mérité.

Et même, si on leur retire l'attribution de ces plus-values, sur lesquelles ils comptaient et étaient en droit de compter, puisque c'est une tradition constante qu'ils en bénéficient, comme ils souffraient des moins-values, leur situation à eux aussi pourra devenir complexe. L'agriculteur aime la terre ; et il a pour elle d'autant plus d'amour qu'il lui donne

plus de soin. Quand il la contemple, il a pour elle les yeux de l'amant pour la femme aimée. Ses premières économies, il les consacre à l'achat d'un lopin de terre. De ses excédents de cheptel, le fermier ou le métayer a souvent disposé par anticipation : certain de les récupérer, en vertu d'un usage séculaire, il a acquis une propriété payable à terme. En Bourbonnais la plupart des ventes immobilières se font par l'intermédiaire de sociétés puissantes, les Bernheim et Cie, les Bernard et Cie etc., dont les caisses sont inépuisables. Pour faciliter les transactions et tenter l'agriculteur, on lui donne comme appât de longs délais de paiement ; et il se laisse souvent séduire, même en payant la rançon d'un prix élevé, se disant qu'un jour viendra où ses excédents de cheptel lui adoucissent le règlement final.

Mais si ces plus-values devaient changer de main, si au moment de l'expiration du bail la liquidation s'opérait en poids et non en monnaie, les prévisions du paysan seraient déjouées. Adieu les belles espérances ! il ne lui reste plus que ses dettes.

Dépouillé de ses illusions, et ce qui est plus grave, de ce qu'il croyait son patrimoine, l'agriculteur ignorant des subtilités d'interprétation de la loi, va se trouver dans la situation d'un mauvais administrateur : s'il est acquéreur d'une propriété, les recettes escomptées vont lui faire défaut et il lui faudra ou vendre rapidement c'est-à-dire peut-être à vil prix,

ou hypothéquer au risque d'être grevé de gros intérêts.

Il semble donc que l'on s'achemine fatalement à l'alternative suivante : en favorisant l'agriculteur, on risque de ruiner le propriétaire ; mais en sauvegardant les intérêts du propriétaire, on ruine l'agriculteur.

§ 2. — Solutions préconisées

En présence de cette divergence d'intérêts, où trouver une solution équitable et capable d'assurer la paix sociale ?

Les uns, partisans obstinés de la thèse des fermiers ne jurent que par le règlement monétaire, les autres inébranlablement convaincus de la justice de la cause des propriétaires, réclament la restitution intacte de la souche de cheptel en puissance d'exploitation. Il est même jusqu'à certains tribunaux qui, impuissants à trouver la voie de la vérité, essaient d'une solution mixte, espérant sans doute ainsi concilier des intérêts inconciliables.

Pour nous, nous nous en rapportons à l'étude si nette et si documentée présentée par MM. H. et J. Hittier à la Société des Agriculteurs de France (1), et nous croyons qu'il n'y a pas lieu de vouloir établir

1. Ce rapport a été publié dans le *Bulletin d'expansion économique* (numéro de mars 1921).

une réglementation impérative susceptible de s'appliquer indifféremment à tous les cas. Les formules des baux ruraux sont diverses, et il nous semble rationnel de distinguer plusieurs types, avec les éminents juristes que sont MM. J. et H. Hitier :

1° *Y a-t-il état énumératif et descriptif*, c'est-à-dire des indications précises sur les diverses caractéristiques des animaux ? Au lieu de donner à chaque tête de bétail sa valeur réelle et pécuniaire, « on classe en catégories distinctes, suivant l'espèce, le sexe, l'âge et la qualité, puis on pèse (1) ». Aussi l'un de nos jeunes et distingués agriculteurs bourbonnais, M. Pierre Dubost, pouvait-il écrire que dans ce cas, le preneur ne reçoit plus une valeur financière, mais un certain nombre de kilogrammes de viande soigneusement étiquetés. » A notre avis, l'évaluation monétaire ne peut être envisagée à la sortie, puisqu'elle n'a pas eu lieu à la prise de possession. Il faudrait un motif autrement impérieux que l'intérêt personnel du fermier, pour changer l'étalon que les parties ont volontairement choisi.

2° *S'agit-il d'un état estimatif* ? « Si le contrat par contre, écrivent MM. J. et H. Hitier, porte que le preneur a reçu du bétail pour une valeur de 20.000 francs par exemple, sans que rien ait été spécifié quant au nombre, à l'espèce, au type des

1. Pierre Dubost, *le Métayage en Bourbonnais pendant la guerre et son avenir*.

animaux, c'est-à-dire quand il y a eu estimation, sans description ni énumération, le preneur est débiteur de la somme indiquée et aura à fournir du bétail dans la proportion nécessaire pour représenter la somme dont il est redevable d'après la valeur vénale du bétail à l'heure de la sortie. »

Cette solution nous paraît excellente car elle repose sur la volonté des parties, puisque les co-contractants devront employer le même terme de comparaison, la même commune mesure à l'expiration du bail qu'à la prise de possession.

Peut-être en Bourbonnais serait-il opportun et sage d'adopter cette formule, et même d'en élargir la compréhension. L'état estimatif pur, sans aucune indication autre que la mention des sommes monétaires, se rencontre rarement dans les baux de notre province. La formule la plus classique présente une allure analogue à celle-ci :

« M. X... fermier, reçoit à son entrée en jouissance, de M. Y... propriétaire, un cheptel de fer de dix, vingt, trente... mille francs *composé de bœufs, vaches, moutons*, etc... et s'engage à en rendre un de même valeur à sa sortie. »

Il n'y a dans cette formule ni énumération, ni description, puisqu'aucun renseignement n'est relatif à l'âge, au poids qui sont autant d'éléments constitutifs de la valeur. Sur un seul point cette clause se

différencie de celle de l'état estimatif pur : l'indication de l'espèce.

Mais cette distinction est toute superficielle. Le propriétaire qui dit à son fermier : Je vous donne à titre de cheptel de fer vingt mille francs de bétail, raisonne-t-il différemment de cet autre qui emploiera la formule suivante : Je vous donne vingt mille francs de cheptel de fer composé de bœufs, vaches, etc... sans mention de nombre ? Les mots seuls les séparent. Le deuxième propriétaire est plus prolix que le premier : voilà la grande ligne de démarcation ! L'expression « bétail » n'est-elle pas synthétique et compréhensive des diverses espèces d'animaux susceptibles de composer le cheptel ?

Cette clause semblerait ne pas devoir susciter de discussion, tellement l'intention des parties est évidente. C'est cependant son interprétation qui a soulevé de nombreuses difficultés dans l'Allier, notamment l'affaire Baillon-Charrier plaidé le 23 mars 1921 devant le tribunal civil de Moulins.

3° Est-on en présence d'un état à la fois énumératif, descriptif et estimatif ? « La détermination de ce qui est à prélever par le bailleur se fait sur la base de ce que le tribunal appelle la valeur intrinsèque et culturale du bétail. Après quoi, la souche assurée, le reste est tenu pour croît avec partage par moitié (au cas de métayage) et application alors sans

inconvenient de la notion de valeur vénale (1). »

C'est que dans cette hypothèse le prix devient un élément accessoire. La clause relative au cheptel de fer « présente une allure analogue à celle-ci :

Qualité extra : 2 bœufs de trois ans, 1.300 kilos, 3 fr. 20 le kilo ; 2 vaches de quatre ans, 1.100 kilos ; 3 fr. 10 le kilo, etc...

Première qualité : 2 bœufs de six ans, 1.600 kilos, 3 francs le kilo ; 2 vaches de trois ans, 1.200 kilos, 3 francs le kilo.

Deuxième qualité, etc...

... A sa sortie, il (le preneur) devra rendre un cheptel identique à tous les points de vue ; comme cette condition est difficile à réaliser exactement, les excédents ou les déficits dans chaque catégorie sont estimés au cours du jour ; de cette façon les variations de prix, s'il en survient pendant le bail, ne porteront que sur des quantités apparemment restreintes » (2).

Assurément il y a estimation ; mais l'élément principal reste la description précise des animaux. De toute évidence le prix en cette hypothèse n'est qu'une caractéristique destinée à renforcer les autres.

De ces trois cas types, celui que l'on enregistre le

1. Rapport de MM. J. et H. Hitier à la Société des Agriculteurs de France.

2. Pierre Dubost, *le Métayage en Bourbonnais pendant la guerre et son avenir*, p. 112.

plus fréquemment en Bourbonnais, au moins dans les baux d'avant-guerre, c'est l'état estimatif (1) ? Pourquoi chercher des subtilités d'interprétation de la loi, pourquoi demander au Code civil des arguments qu'il a peine à fournir, pourquoi vouloir convertir cet état estimatif en état énumératif et descriptif, puisque généralement il n'y a pas eu d'autres indications que celles de l'espèce ?

Et cependant au moment des règlements de cheptels, les difficultés s'élèvent nombreuses. Les agriculteurs suivent avec anxiété les procès intentés et tremblent de perdre les plus-values que le jeu du hasard leur a apportées. Ils savent bien que ces excédents sont dus à des circonstances accidentelles ; mais puisqu'aussi bien une fortune contraire aurait pu ruiner leurs intérêts, ils se demandent pourquoi on leur ravirait un gain inespéré.

La question est pendante devant la Cour Suprême. Les populations agricoles attendent avec confiance son verdict.

Mais si les plus hauts magistrats du pays devaient se laisser séduire par le mouvement d'idées soulevé par les partisans irréductibles de l'attribution des plus-values aux propriétaires dans tous les cas, les

1. « Cette hypothèse se présente dans les première et troisième espèces (Montpellier et Riom). Ce qui est alors remis au fermier, c'est moins un troupeau qu'une somme d'argent » (Extrait du *Bulletin de la Société des Agriculteurs de France*, numéro d'avril 1921).

agriculteurs bourbonnais ne se résigneraient pas. Depuis quelques années, ils se sont groupés : bien plus leurs syndicats ont formé une Fédération puissante dont les premières assises ont été tenues solennellement à l'hôtel de ville de Moulins en février 1921. Désormais, forts de leur union, ils en appelleraient à leurs parlementaires dont l'autorité est notoire au groupe de la Défense paysanne ; et une loi nouvelle serait demandée pour corriger l'ancienne.

**§ 3. — Avantages économiques
de l'attribution des plus-values de cheptel
de fer au fermier**

Nous avons exposé au cours de cet ouvrage les arguments invoqués par les tribunaux au profit des prétentions des fermiers et des propriétaires. A côté de ces raisons qui peuvent agir sur l'esprit du jurisconsulte, il en est d'autres peut-être plus impérieuses encore qui impressionneront l'économiste et l'homme d'Etat.

Le problème des plus-values de cheptel est à double face ; sa solution n'a pas que des conséquences juridiques. Certes il importait de rechercher le droit des parties, mais par-delà la vérité juridique, il convient de se demander quelles seront les répercussions économiques et sociales de la règle adoptée. Suivant les conséquences heureuses ou néfastes qui résulteront de cette application, nous aurons des

motifs de persévérer ou de nous éloigner de la voie choisie.

Quel sera l'effet économique de l'attribution des excédents de cheptel au fermier, au cas d'état estimatif (et nous avons dit que c'était l'hypothèse la plus usuelle) ?

Deux graves problèmes méritent notre attention, dans lesquels l'attribution des cheptels est appelée à jouer un rôle considérable : nous voulons dire l'exode rural et l'accession à la propriété paysanne.

a) Depuis longtemps la question de l'abandon de la terre est à l'ordre du jour. D'éminents économistes (1) signalent l'ampleur de la crise de la main-d'œuvre agricole. Les littérateurs peuvent regretter amèrement le passé et écrire sur « la Terre qui meurt ». Les revues se plaisent à ouvrir leurs colonnes aux articles qui traitent de la désertion des campagnes.

Bien avant 1914, avait commencé en France un grand mouvement d'émigration de la campagne vers la ville. Pour les plus humbles, ceux qui sont au bas de la hiérarchie agricole, les journaliers (2), les salaires étaient faibles et la vie difficile. M. Léopold

1. M. Souchon, notamment, a écrit un livre très remarqué sur « la crise de la main-d'œuvre agricole ».

2. En Bourbonnais, les ouvriers agricoles sont presque toujours qualifiés de journaliers, parce qu'ils travaillent à la journée, par opposition à l'ouvrier de ville qui a généralement un chantier de plus longue haleine.

Bernard écrivait en 1911 : « Les métayers s'alarment avec raison de la rareté des ouvriers, mais crient à tort contre leurs exigences. Peut-être les payent-ils un peu plus cher au printemps, mais pendant les moissons, ce sont les mêmes prix qu'il y a quarante-cinq ans, inférieurs même, car ces dernières années, nous n'avons guère vu dans la région de Bourbon la journée à 7 francs, mais plutôt à 5 fr.50, pendant les deux grandes semaines de moissons (1). » Depuis la situation s'est modifiée, mais le salaire, même en y comprenant les avantages en nature, n'arrive pas à parité avec celui de l'ouvrier de ville. On nous citait en 1921, c'est-à-dire en pleine période de vie chère, un malheureux journalier de la commune de Montilly, dont le salaire quotidien était de 7 francs à fin avril, (la nourriture, il est vrai, était à la charge de l'employeur).

Et malgré ces maigres salaires, — les seuls peut-être qui auraient pu raisonnablement permettre à l'école socialiste de causer d'une loi d'airain —, le journalier agricole connaît de longues périodes de chômage, dans notre province, au moins. Pendant la guerre, il a parfois profité de la situation qui lui était faite : en l'absence du gros fournisseur de main-d'œuvre, le métayer et ses enfants, il a rançonné la femme restée seule au foyer. A son retour le soldat

1. Léopold Bernard, *les Idées révolutionnaires dans le Bourbonnais*, (p. 46.)

redevenu paysan, par une sorte de rancœur, a délaissé le journalier.

Si nous gravissons un échelon de la hiérarchie, nous trouvons le métayer, ce métayer qui avant-guerre, au retour du régiment, abandonnait fréquemment l'exploitation ancestrale. Celui-là n'était point malheureux. La terre lui procurait des gains suffisants. Mais il y avait une cause morale, la mentalité particulière du plus grand nombre : ce qui les poussait à l'émigration, ce n'étaient pas les misères de la vie rurale, c'étaient les douceurs et les enchantements de la vie urbaine. Ils étaient attirés par les splendeurs des villes comme les papillons par la lumière. Au fond de leurs chaumières, ils s'étaient mis à rêver de théâtres dorés, de cafés étincelants, de fêtes brillantes, de mille luxes, mille plaisirs, et quand ils se réveillaient en jetant un coup d'œil étonné sur leur maison de torchis, sur les murs nus et gris, les meubles rares et hostiles, la chandelle avare et les pauvres vêtements de travail, ils se sentaient envahis d'une immense nostalgie et n'avaient plus qu'une idée : aller à la ville à tout prix, les yeux fermés, sans même savoir à quelle porte frapper.

La femme, d'une sensibilité plus grande, souffrait encore plus que l'homme. Elle rougissait de ses humbles vêtements, des besognes pénibles et grossières auxquelles elle devait s'astreindre. Elle se comparait avec la midinette « qui s'habille d'un rien »

avec le mannequin du grand couturier qui traîne derrière elle une foule d'adorateurs, avec la jeune dactylographe qui écrit comme un ange et parle comme un livre ; et elle se prenait à regretter sa rude besogne, car à l'exemple de ses compagnes de la ville, elle sentait vibrer en elle l'âme d'une fée.

L'exode rural s'étendait même aux classes bourgeoises. Leurs enfants étaient réfractaires à la profession agricole qui leur apparaissait presque comme une déchéance. « D'instinct, ils se ruaient tous vers les grandes écoles qui mènent à tout, qui font les avocats, les magistrats, les notaires, les avoués, les fonctionnaires, les sous-préfets surtout. Jamais il ne serait venu à la pensée d'un bachelier d'entrer dans une école d'agriculture, et le père de famille qui aurait voulu forcer son fils à embrasser la carrière agricole aurait été considéré comme un bourreau (1). »

« Qu'on appelle cela comme on voudra, de la fièvre, de l'hallucination, du vertige si l'on veut, peu importe ; mais le phénomène moral n'est pas niable ; c'est lui qui explique la constitution de ces formidables agglomérations, de ces villes tentaculaires (2). »

Et chacun d'abandonner la glèbe, ivre de goûter aux délices tant vantées de ces nouvelles Capoue.

Inconscients de ses bienfaits, la Terre leur appa-

1. Jules Méline, *Le Salut par la Terre*, page 187.

2. Peyraud, *Fermiers et Métayers de la Basse-Marche*.

rait comme une marâtre, et de jour en jour se fait plus déserte :

La plaine est morne et ses chaumes et ses granges
Et ses fermes dont les pignons sont vermoulus
La plaine est morne et lasse et ne se défend plus
La plaine est morne et morte, et la ville la mange.

(VERHÆREN, *les Campagnes hallucinées*)

Au début de la guerre, avec la mobilisation générale, la crise agricole s'accentua. Les profits étaient minces : l'Intendance réquisitionnait à faible prix le bétail ; les services du Ravitaillement devant la nécessité d'empêcher la hausse du pain, refusaient l'augmentation du prix du blé, alors que les produits de l'industrie prenaient une valeur accrue chaque jour. Et puis au sein des villes surgissaient d'immenses usines de guerre. La campagne de presse : « Des canons, des munitions ! » contribuait à faire du centre de la France, considéré comme une forteresse inexpugnable et la dernière ligne de défense à opposer à l'invasion ennemie, un immense Arsenal où devait se forger les armes de nos défenseurs. A Moulins, on créait un atelier de chargement dont la superficie totale atteint près de 40 hectares et où en pleine période d'activité étaient occupés 10.000 ouvriers ou ouvrières. A Montluçon, à Clermont, le ministre de l'Armement établit des entreprises analogues : la Pyrotechnie de Montluçon

s'étend sur 75 hectares. A Roanne, on rêve de faire œuvre plus grandiose encore et les terrains acquis par l'administration militaire atteignent 1.500 hectares ; on construit de gigantesques ateliers et le visiteur étonné peut contempler successivement plusieurs bâtiments symétriques couvrant chacun plus de 7 hectares.

L'Armée fournissait à ces établissements une main-d'œuvre importante : celle des mobilisés ; mais combien insuffisante, en raison d'une production qu'il fallait constamment développer !

La population civile fut donc appelée à fournir un appoint considérable. Les chefs militaires offraient de gros salaires pour obtenir les concours nécessaires.

Les femmes restées seules parfois à la tête des métairies, en présence de leurs faibles gains et de leurs gros efforts, découragées aussi par la durée de la guerre, enviaient leurs compagnes de la ville dont la rémunération était meilleure et plus courte la durée du travail. Au fur et à mesure de l'expiration des baux, elles abandonnaient la terre qui leur paraissait trop ingrate ; et elles allaient demander à l'usine tentatrice ce gros salaire qu'elles désiraient, et aussi, ce qu'elles n'osaient s'avouer à elles-mêmes, la joie factice qui naissait d'une promiscuité constante des sexes. Et pendant que dans les nuits sombres, les soldats montaient la garde à nos frontières, bien

des cinémas faisaient salle comble, grâce aux ouvrières des usines de guerre.

Avec l'armistice, la situation agricole devint différente. La fabrication des munitions et autres objets nécessaires aux armées subit un ralentissement progressif et arriva enfin au terme prévu : l'arrêt ! Et surtout les prix du bétail commencèrent à bénéficier d'un mouvement ascensionnel continu qui ne devait s'arrêter qu'à fin 1920. Les agriculteurs après une période difficile, connurent enfin des jours de plus en plus prospères. Les soldats démobilisés s'adressèrent à leurs anciens maîtres ; et en 1919 et en 1920, la demande de métairies fut très active. Il faudrait remonter de longues années avant la guerre pour trouver une affluence semblable.

Les domaines se regarnirent et les terres en friches furent rendues à la culture. Les propriétaires renonçaient au faire valoir direct, auquel ils avaient dû souvent avoir recours pendant la guerre ; et les métayers se substituaient aux domestiques. L'ancien *modus vivendi* du Bourbonnais se retrouvait intact et chacun y revenait avec empressement.

La prospérité aidant, les métayers accouraient heureux à la Terre. Et mentalement ils comparaient leur situation au sort précaire de l'ouvrier des villes, à la merci d'une crise de chômage et dont la suprême espérance est une faible retraite. Certes pour le paysan, l'effort est plus grand ; mais une ère de prospé-

rité l'aidant, ses économies se firent considérables :
« *O fortunatos nimium sua si bona narint agricolas !* » Il fut heureux, mais il s'en rendit compte.

Dans la bourgeoisie aussi l'amour du sol eut un regain marqué.

M. Jules Méline, écrivait dans un livre paru en 1919 : « Le père de famille qui poussait si obstinément ses enfants du côté des fonctions publiques ou des carrières libérales n'aura pas de peine à comprendre que les beaux jours des fonctionnaires sont passés, parce que la vie matérielle va devenir pour eux de plus en plus difficile avec leur maigre traitement au moment même où la réduction inévitable de leur nombre ruinera pour longtemps toutes les chances d'avancement. Ainsi finira la chasse aux places et bientôt on s'en sauvera avec autant de parti pris qu'on mettait à les rechercher... Les conversions seront d'autant plus faciles que ce ne sera pas déchoir, ce sera au contraire s'élever, de devenir agriculteur, quand nos agriculteurs seront des agronomes ou des ingénieurs agricoles ; ils auront le même rang que les industriels qui, dans la hiérarchie sociale, ont une bien autre importance que les fonctionnaires. » (1)

Depuis, la prophétie de M. Méline s'est réalisée, et nous pourrions citer nombre de jeunes agricul-

1. Jules Méline, *le Salut par la terre*, p. 88 et 89.

teurs bourbonnais qui, après avoir acquis brillamment de multiples diplômes universitaires, sont revenus à la terre, pleins d'une ardeur nouvelle.

Mais supposons maintenant qu'après s'être laissés prendre par l'amour du sol nourricier, les paysans voient soudain leurs prévisions renversées et leurs espérances déçues. Quelle désillusion amère ! Au retour de la guerre, après la démobilisation, ils revenaient avec joie à leurs champs. Heureux d'être libérés du tumulte des batailles, ils se mettaient à l'œuvre avec ardeur ; la vague de paresse qui déferlait sur les villes, restait inconnue à la campagne et de superbes moissons couvraient bientôt les champs désertés pendant la guerre. La hausse des prix aidant, le paysan accroissait chaque jour son effort, poussé par le désir d'arrondir son patrimoine.

A chaque mouvement de hausse, il contemplait, joyeux, ses étables pleines, dénombrait ses animaux et supputait avec bonheur le bénéfice futur qu'il retirerait de ses excédents de cheptel au moment où, son bail expiré ou sa carrière achevée, il abandonnerait enfin son pénible labeur. Chaque soir pendant les longues veillées d'hiver, quand toute la famille se trouvait réunie sous la grande hotte de la cheminée, on procédait à l'évaluation du patrimoine familial ; on calculait ses accroissements futurs et on recherchait des emplois possibles aux économies présentes et à venir.

Le paysan, puisque l'amour de la terre est au fond de son cœur, causait longuement avec les siens des propriétés du voisinage, propriétés qu'il connaissait toutes pour en avoir entendu parler son père ou son grand-père, dont tous les champs lui étaient familiers, et dont la tradition orale transmise séculairement de génération en génération, mentionnait la qualité bonne ou mauvaise des terres. Il songeait aux chances de vente et entrevoyait le coin qui lui servirait d'abri pour ses vieux jours.

N'avait-il pas le droit de faire ce calcul quotidien, puisqu'au fond de l'étable rumaient des animaux dont la valeur actuelle représentait un capital important ? Ne devait-il pas considérer cette plus-value comme sienne puisqu'un usage séculaire avait consacré ce mode de règlement de compte ? Pourquoi aurait-il douté ? Devait-il penser que dans un siècle égalitaire, il serait tenu compte des degrés d'enrichissement, et que l'accroissement énorme des plus-values de cheptel entraînerait une application différente des lois qui les fixent ?

Mais si aujourd'hui, on vient dire à cet agriculteur : « Vos rêves reposaient sur des bases fragiles ; toutes ces plus-values sur lesquelles étaient fondés vos projets de vieillesse ne vous appartiennent plus ; la raison humaine est une chose frêle et l'application de ses préceptes varie suivant les temps », quel mouvement de découragement va s'étendre aux classes

agricoles ! Toute leur mentalité particulière sera renversée, toute leur psychologie mise en défaut. A la vague d'optimisme et de travail succédera une crise de pessimisme ; et ils se laisseront séduire par la voix de ceux qui leur diront que la richesse revient toujours aux riches, et que la misère ne lâche jamais le malheureux.

L'attrait des villes va reprendre son charme. Le mouvement d'émigration va recommencer. Le paysan se dira, que puisque sa destinée ne doit jamais lui permettre de sortir de la pauvreté, mieux vaut désertier la campagne et aller grossir le nombre des ouvriers d'usine ou encore mieux des employés de chemins de fer. Là au moins, la vie est relativement douce : une durée de travail réduite, et mieux encore de longues heures à flâner, dès que la surveillance se relâche. Le problème de l'existence est simplifié : quand aura sonné l'heure de la vieillesse, le travailleur aura droit à une petite retraite qui lui procurera un minimum de vie.

Si le grand facteur qui avait contribué à l'arrêt de l'exode rural : l'appât du gain, disparaît, le mouvement d'abandon de la terre sera repris avec une vigueur nouvelle accrue de toutes les déceptions et de tous les mécontentements.

b) Cet espoir de faire fortune (s'il est permis de qualifier de ce mot la modeste aisance que l'on peut

acquérir à la campagne), cette ambition qui rattache le paysan au sol, a comme corollaire le désir d'accéder à la propriété rurale. On a dit souvent que l'espérance était un puissant principe d'action et une vertu créatrice d'énergie : c'est son mirage séduisant qui soutient l'agriculteur dans son labeur de chaque jour, et à la façon du géant antique lui donne une force nouvelle au contact de la terre féconde.

Durant les longues journées d'été que le paysan consacre aux durs travaux de la fenaison et de la moisson, ce qui soutient ses forces et le console, c'est son rêve intérieur : être propriétaire un jour. L'expression « propriété » prend à la campagne un sens particulier : la terre apparaît le seul bien véritable et ceux qui possèdent des métairies sont réputés riches. Le propriétaire dont le patrimoine englobe plusieurs centaines d'hectares passe pour un Crésus dont la caisse est inépuisable ; et il suscite plus d'envie que l'industriel ou le capitaliste qui possèdent un portefeuille de valeurs mobilières d'égale importance.

M. De Garidel, président de la Société d'Agriculture de l'Allier, écrivait que c'était toujours à la terre que retournait les économies des métayers bourbonnais : « J'ai déjà cité en parlant du domaine B, disait-il, un de nos métayers, qui a acheté une propriété de 15.000 francs ; je pourrais citer beaucoup d'autres faits semblables ; ils sont très communs dans

le pays, et c'est en grande partie aux économies faites par les métayers que nous devons l'élévation si rapide et toujours croissante de la valeur de nos terres. Le plus grand nombre des domaines qui sont vendus autour de moi, ont été achetés par des colons enrichis.

« Le métayer, en effet, lorsqu'il a réussi à mettre de côté un certain pécule, n'aime point à conserver son argent ou à s'en servir comme fonds d'exploitation ; il préfère de beaucoup acheter une certaine quantité de terrain avec une maison qu'il loue tant qu'il reste en domaine, et où il se retire lorsqu'il est vieux ou que la communauté dont il faisait partie vient à se dissoudre. »

Avec la guerre, les économies des colons se sont accrues rapidement. M. Pierre Dubost évaluait l'épargne annuelle du métayer bourbonnais de 10.000 à 15.000 francs à partir de 1917 ; et cherchant à chiffrer la totalité du patrimoine du métayer au commencement de 1920, il écrivait : « Les colons ont économisé depuis 1914 des sommes variant entre 20.000 et 30.000 francs sans compter leur part de cheptel qui peut être évaluée à 20.000 francs en moyenne. Comme déjà avant la guerre beaucoup possédaient, soit en terres, soit en argent, environ 10.000 francs, il en ressort que le métayer qui actuellement quitte son domaine, se trouve à la tête d'un capital voisin de 50.000 francs ; quelques-uns moins

économistes ou manquant de famille n'atteignent peut-être pas ce total, mais d'autres, par contre, ont une fortune notablement plus importante (1). »

Pour notre part, nous trouvons ces chiffres un peu forts. Nous les croyons vrais pour le riche canton de Varennes particulièrement connu de M. Dubost, mais supérieurs à la réalité pour les autres parties du département de l'Allier.

En possession de ce patrimoine grossi chaque jour, le métayer devait naturellement lui chercher un emploi. Autrefois la Caisse d'épargne, banque du pauvre, englobait toutes les économies rurales. Mais aujourd'hui la limite de dépôt est vite atteinte ; une foire heureuse suffit à doter le colon d'un livret individuel pourvu du maximum de compte créditeur. Il fallait donc chercher d'autres débouchés financiers aux capitaux des campagnes. Ils se trouvèrent naturellement dans l'émission continuelle des bons du Trésor à court terme. De tous les titres jetés sur le marché ceux-là obtinrent le plus vif succès : point de négociation compliquée en Bourse, point d'aléa dans les variations de cours, mais un remboursement à échéance fixe et de l'intégralité des sommes prêtées. Et c'étaient autant d'éléments qui devaient plaire aux ruraux pour qui la spéculation est une chose inconnue : ils savent que pour eux l'argent ne

1. Pierre Dubost, *le Métayage en Bourbonnais pendant la guerre et son avenir*, p. 164.

s'acquiert que par une vie de travail ; aussi ils ne veulent point le jeter au vent ni le risquer dans des opérations où le hasard est un facteur important.

Ces bons de la Défense nationale constituaient un placement d'attente, car l'emploi naturel de l'épargne agricole se trouvait dans l'achat de propriétés. Les billets de banque accumulés au fond des tiroirs étaient changés en billets productifs d'intérêts sur l'Etat français, prêts à répondre à l'appel de leur détenteurs et à être mobilisés dans un délai de quelques mois.

Les négociations de propriétés foncières vont prendre une ampleur considérable. Les acheteurs forment une légion constamment grossie qui va se ruer à l'assaut des grandes terres et les morceller sans bouleversement social. Un grand quotidien du centre pouvait déjà écrire en 1919 ces lignes significatives : « Il s'accomplit dans le silence et l'ombre des campagnes une des révolutions les plus profondes qui aient orienté l'histoire de notre pays, révolution si grande qu'il faudra de longues années peut-être avant que ne s'en révèle toute la portée : cette révolution pacifique, c'est l'accession à la propriété d'une masse innombrable de Français. Comme on disait : 1789 a fait de la propriété féodale la propriété bourgeoise, on dira : 1919 a fait de la propriété bourgeoise la propriété paysanne (1). » Une partie des

1. *La Tribune*, 17 décembre 1919.

programmes socialistes, la *Terre aux paysans*, tend à se réaliser par le jeu naturel des lois économiques, sans qu'il soit nécessaire de partir en guerre contre notre vieille organisation sociale.

C'est un fait incontestable : les grandes propriétés s'effritent au profit de ceux qui les cultivent. Un habile géomètre de Moulins qui a derrière lui une grande expérience et une longue carrière, M. Besson nous disait : « Le cours de la terre était autrefois déterminé par les grands propriétaires : les immeubles fonciers passaient des mains de l'un à celles de l'autre; eux seuls disposaient des capitaux suffisants pour acquérir. Maintenant les choses sont bien différentes. C'est le paysan qui fait le prix de la terre. Plus il est riche, plus les cours s'élèvent. »

Ces mutations immobilières se font fréquemment par l'intermédiaire des « marchands de biens », suivant notre expression bourbonnaise, qui ont d'ailleurs souvent constitué des sociétés puissantes. Ce sont les Bernheim et Cie, les Bernard et Cie, les Lévy et Cie, etc... Il suffit d'ouvrir un quotidien de la région pour voir combien leur emprise grandit chaque jour; ils achètent les propriétés d'une certaine importance et les lotissent au gré des amateurs, moyennant le prélèvement d'une part souvent léonine.

Les exemples fourmillent. La propriété de Roche, sise commune de Bagnoux, d'une contenance de plus

de 300 hectares est répartie entre plusieurs acquéreurs ; de même, la terre de Breux, commune de Lurey-Lévy comprenant plus de 700 hectares ; la terre de Vauvre, commune de La Ferté-Hauterive dont la surface représente 220 hectares. Mais l'exemple le plus typique de morcellement se trouve dans la vente au détail d'une propriété appartenant autrefois aux marquis de Pommereux, dénommée la terre de Fours (parce qu'une grande partie est sur le territoire de la commune de ce nom), formant un ensemble de près de 6.000 hectares.

Ce phénomène de démembrement est facilité par les longs délais de paiement accordés souvent par les puissantes sociétés de vente dont nous avons parlé : la capacité d'achat du paysan ne s'étend pas encore aux grands domaines dont il convoite pourtant la possession ; souvent il se laissera tenter et aimera à profiter d'une occasion, si on lui donne le temps d'arrondir son pécule.

Le morcellement des grandes propriétés a peut-être des inconvénients économiques : il éloigne l'application dans l'ordre agricole des méthodes industrielles et scientifiques qui pourraient apporter une production plus intensive et une meilleure utilisation des bras. Mais en revanche de quel amour le paysan propriétaire va entourer le coin de terre qui lui appartient. Déjà Arthur Young, pourtant peu sympathique aux petits propriétaires, écrivait à leur

sujet « que leur industrie éclatait d'une façon si remarquable, si méritoire qu'il n'y a pas pour elle de louanges trop grandes. Cela seul suffit à prouver que la possession du sol est le stimulant le plus énergique à un travail rude et incessant; et telle est l'étendue, telle est la force de ce principe, qu'il ne savait pas, disait-il, de moyen plus sûr de mettre en valeur le sommet des montagnes que de le partager entre les paysans : on le voit en Languedoc, où ils ont apporté dans des hottes la terre que la nature ne leur accordait pas » (1). Et plus tard Michelet pouvait affirmer que « c'est l'homme qui fait la terre ».

Le développement de la propriété paysanne est un problème dont se préoccupent tous les hommes d'Etat. En Italie des troubles ont éclaté à diverses reprises parce que les paysans voulaient posséder enfin quelques champs des immenses « latifundia » romaines. La jeune république tchéco-slovaque étudie une réforme agraire (2) et songe à faciliter l'accès à la propriété rurale. La France même où la propriété est divisée à l'extrême, songe à accentuer le démembrement des propriétés foncières : le Parlement a autorisé la création de caisses de crédit destinées à développer la petite exploitation rurale. Le

1. Arthur Young, *Voyages en France pendant les années 1787, 1788, 1789*, t. II, p. 217 (édition Félix Alcan).

2. On cite en Tchéco-Slovaquie de nombreuses propriétés de plusieurs milliers d'hectares : l'une d'entre elles, a la fabuleuse étendue de 245.000 hectares.

l' paysan va enfin trouver des capitaux à taux modique et si le pécule qu'il a amassé est insuffisant, son budget familial ne sera plus grevé par le loyer souvent exorbitant de l'argent prêté. Des avances lui seront consenties jusqu'à concurrence de 40.000 fr. S'il est pensionné de guerre, le taux de l'argent ne sera que de 10/0.

En favorisant ainsi l'accès à la petite propriété, le législateur a voulu assurément faciliter le retour au sol ; mais il a songé aussi à la stabilité sociale, au rétablissement de l'esprit d'ordre battu en brèche par le grand cataclysme de la guerre. Nous vivons en un siècle où les appétits de jouissance, les instincts de luxe et de plaisir débordent les cadres de notre vieille société. Acteur ou spectateur d'une lutte sans merci, l'homme a compris la brièveté de la vie, et par tous les moyens même les plus violents, il demande sa part de bonheur : la masse ouvrière, surexcitée par les partis extrémistes, s'élance à l'assaut de notre organisation sociale ; ses chefs lui crient, que c'est d'Orient que nous vient la lumière, et lui donnent en exemple le prolétariat bolchevique. La Confédération générale du Travail, dans l'espérance de réaliser son rêve de destruction de la société actuelle, a tenté le grand coup en 1920 en organisant la grève des services publics : l'arrêt escompté des chemins de fer devait priver la nation de ses artères vitales. Dans notre petite ville de Moulins, d'allure si tranquille,

les syndicalistes révolutionnaires Réy, Gaby et Berthomier parcouraient les rues en promenant le drapeau rouge et en chantant des hymnes d'anarchie.

Pour vaincre ce mouvement généralisé à travers la France, il a fallu non seulement des fils de bourgeois qui remplaçaient joyeusement sur les locomotives et dans les gares les cheminots défaillants, mais encore l'opinion hostile des campagnes. Une révolution ne réussit que si l'ambiance lui est favorable. Le soldat paysan, revenu à ses champs après l'achèvement d'une longue guerre, aspirait à profiter du fruit de ses efforts dans la tranquillité et dans la paix et ne pouvait comprendre le mécontentement de l'ouvrier d'usine qui avait vécu la période d'hostilité à l'arrière en gagnant de gros salaires. Tous les enfants de la Terre se tenaient prêts à reprendre les armes au premier signal des chefs afin de réprimer même par la force des grèves injustifiées.

Un autre fait typique de la mentalité paysanne, ce sont les élections législatives de 1919. « Deux listes sont en présence : une liste d'action républicaine et une liste socialiste. La profession de foi des candidats socialistes est beaucoup plus modérée que telles professions d'avant-guerre. Ils partent en campagne contre la guerre provoquée par les grands capitalistes et résument leur programme en ces trois aphorismes : la paix sur la terre ; la terre au paysan ; la propriété au travailleur, qu'ils opposent à ces trois

maximes du régime capitaliste : La guerre sur la terre ; la terre au châtelain ; la propriété et la richesse à la Confédération générale des parasites.

« Les candidats d'action républicaine se présentent avec un programme de progrès assez chargé et ils brandissent le spectre du bolchevisme, régime de paresse, de misère, de famine, de violence, de terreur et de sang que, d'après eux, leurs adversaires veulent imposer à la France. Cette tactique ne manquait point d'habileté et entre ces deux alternatives, révolution ou ordre, les électeurs se prononcèrent pour l'ordre. La liste d'action républicaine a été élue tout entière par 292.340 voix contre 226.292 voix à la liste socialiste (1). »

La propriété exerce donc sa vertu moralisatrice sur les campagnes. En 1910, lors des élections qui permirent au socialiste Brizon de siéger à la Chambre, l'on faisait miroiter aux yeux des colons le partage des terres et chaque électeur faisait du socialisme à rebours en espérant qu'un nouvel état de choses lui permettrait de s'approprier la parcelle terre qu'il convoitait. Et cela était si vrai que M. Briand devait prier tous les démagogues de cette législature de renoncer à entretenir leurs électeurs « dans ces illusions dangereuses ». La vague socialiste de 1910 était encore un reflet de l'amour de la Terre. Des

1. Camille Gagnon, *Histoire du métayage en Bourbonnais depuis 1789*, p. 122.

circonstances économiques favorables ont changé la répartition des terres et grâce à ses profits, le colon a pu acquérir le champ que dix années auparavant, il demandait à un nouveau régime.

La mutation des propriétés foncières et leur démembrement ont plus agi sur la mentalité des campagnes que toutes les propagations de doctrines politiques. Le colon devenu possesseur du champ si vivement désiré renonce volontiers au socialisme, puisque ce qu'il lui demandait, lui est donné par une autre voie. N'entrevoyant désormais que le risque de perdre dans un mouvement de désordre, le paysan accorde sa confiance à ceux qui veulent maintenir des institutions qui lui donnent satisfaction. Ses tendances conservatrices, au sens exact du mot et en le dépouillant de l'idée réactionnaire qui y est parfois attachée, sont renforcées encore des soins continuels qu'il donne à sa terre : c'est pour lui une maîtresse aimée qu'il craint à chaque instant de perdre.

Ce mouvement d'accession à la propriété paysanne, si net à notre époque que tous les notaires et les négociants d'immeubles le proclament, encouragé par les Assemblées législatives, est facilité par l'attribution des plus-values de cheptels aux métayers et fermiers, suivant le règlement traditionnel. D'après les calculs de M. Pierre Dubost, relatifs à l'évaluation du patrimoine d'un métayer, cités antérieure-

ment, l'excédent de cheptel représente une somme sensiblement égale à celle que le colon a pu économiser : grâce à cet apport, le développement de la petite propriété se poursuit rapidement, car l'économie est la grande règle des campagnes et le paysan ne dilapide point les capitaux dont il devient possesseur. « Le cultivateur, disait M. de Vogüé dans son discours d'ouverture de la session générale des Agriculteurs de France prononcé le 3 mai 1920, qui, toute sa vie, lutte contre la nature pour lui arracher ses trésors, sait ce que vaut l'argent acquis par tant de peines. D'autres qui l'ont plus facilement obtenu, en sont plus prodigues : lui, il le conserve, en attendant qu'il puisse l'employer utilement.

« Qu'en fait-il aujourd'hui ? S'il possède un domaine, il le consolide en payant ses dettes ou il l'arrondit. S'il n'en possède pas, il achète de la terre : la terre ne tente pas le capitaliste sinon par l'onéreux attrait de ses jouissances : elle n'est rémunératrice que pour celui qui la cultive. A ceux qui trouveraient ses profits excessifs, il peut répondre que jamais la terre n'a bénéficié d'une augmentation de revenu ou de valeur semblable à celle qui s'est produite depuis cinquante ans, sur les actions de tant de sociétés industrielles, financières, minières ou pétrolifères. Le seraient-ils même qu'il n'y aurait pas lieu de s'en plaindre : l'emploi qu'ils reçoivent est conforme à l'intérêt public. Tout ce qui peut contribuer à la sta-

bilité de la famille rurale est un bien pour le pays, car c'est en elle qu'il trouve ses meilleurs serviteurs dans la paix comme dans la guerre (1). »

Mais si les excédents de cheptels sont ravis à ceux qui cultivent le sol, c'en sera fait — pour quelque temps au moins — de cette stabilité de la famille rurale due à l'accession à la propriété. Adieu le beau rêve du paysan ! Rompue la digue inébranlable à opposer au flot extrémiste ! Les passions mauvaises de l'humanité trouveront dans les milieux agricoles un terrain propice à leur éclosion ; et les perturbateurs de l'ordre recruteront comme en 1910 de nombreux adeptes. Puisque la loi du riche déposséderait le paysan d'un patrimoine qu'il croyait lui appartenir, il s'en vengerait en demandant comme autrefois à un socialisme immodéré une arme de salut. Ne serait-il pas plus sage de se rappeler que « par leur endurance les ruraux ont sauvé la France dans les combats ; par leur bon sens, ils l'ont sauvée et la sauveront encore s'il le faut, dans les luttes de la vie nationale (2) ».

1. Extrait du discours du marquis de Vogüé dans le compte rendu de 1920 de la session générale de l'Assemblée des Agriculteurs de France.

2. Extrait du discours du marquis de Vogüé dans le compte rendu de 1920 de la session générale de l'Assemblée des Agriculteurs de France.

§ 4. — Avantages sociaux

Il y a quelques vingt ans — et il faut entendre évoquer ces souvenirs par les gens d'âge mûr — l'union sacrée, avant la création du mot, était la règle des rapports entre les diverses classes de la hiérarchie agricole, propriétaires, fermiers, métayers.

Les métayers à barbe blanche, se plaisent encore à rappeler devant leurs petits enfants les temps lointains et idylliques où l'envie et l'égoïsme n'étaient pas implantés aussi profondément au sein des campagnes. Le « Maître », propriétaire ou fermier général, était aimé par ses colons avec autant d'amour que par les siens ; et quand on prononçait son nom, c'était toujours sans haine, presque toujours avec respect et vénération. N'était-il pas un peu comme un patriarche antique heureux de la prospérité de tous ceux qui étaient placés sous sa tutelle ?

Et puis l'institution du métayage, puisque tel est le mode de culture dominant de notre Bourbonnais, ne contient-elle pas en elle-même tous les germes de l'union des classes ? Déjà Montesquieu dans son *Esprit des Lois* (livre XIII, chapitre III) disait : « Il n'y a qu'une société de pertes et de gains qui puisse réconcilier ceux qui sont destinés à travailler avec ceux qui sont destinés à jouir. » Sismondi exprimait aussi cette vérité quand il écrivait. « L'esclave est se-

crètement l'ennemi de son maître ; le métayer en est l'associé. » Et M. A. Méplain s'écriait en 1887 : « Cette forme d'association laisse bien loin derrière elle tout ce que de grands et généreux industriels ont pu tenter dans le but d'associer l'ouvrier au patron. Tout ce que le patronage industriel s'efforce de créer par d'ingénieuses combinaisons, le métayage le donne tout naturellement (1). »

Dans la grande usine moderne, celle qui occupe des centaines d'hommes, l'ouvrier n'a pas même un nom. Il n'est connu que par un numéro. Vient-il au travail ? Une machine automatique enregistre son entrée et il lui semble être un élément physique de la production, un inconnu qui a pour mission d'exécuter une tâche déterminée, qui reçoit un salaire en rémunération, mais qui n'a pas à comprendre ni à penser. L'homme est rabaissé au rang d'une machine à produire pour laquelle la vie animale aurait fait place à l'action mécanique ; et comme le travail aux pièces prend dans l'industrie une place de plus en plus grande, le salaire tend à devenir strictement proportionnel au nombre de pièces produites. Le patron apparaît à ses ouvriers comme un être cruel doué d'une âme de fer, seulement préoccupé de l'obtention de bénéfices de plus en plus gros ; et il n'est guère connu d'eux que pour avoir fendu leur foule

1. A. Méplain, *Dialogue sur le métayage*, p. 90.

dans sa hautaine limousine. Tout son effort de direction, tous ses calculs rigoureux qui seuls permettent à une industrie de vivre, se passent à l'ombre des bureaux et en collaboration avec les ingénieurs et les contremaîtres : l'ouvrier n'est qu'un exécutant de dernier plan. De là cette haine de classes chaque jour grandissante, ces explosions de colère qui vont parfois jusqu'à l'émeute.

La régie directe, mode de culture généralisée dans tout le Nord de la France, donne-t-elle de meilleurs résultats sociaux ? Le propriétaire (ou le fermier) « commande à des ouvriers ou à des domestiques avec lesquels il n'a d'autres relations que celles que lui impose son autorité. Quelque bon qu'il puisse être pour eux, il n'en sera pas moins toujours le patron, l'ennemi que l'on subit, mais pour qui l'on ne ressent que de la haine et pas d'amitié. Il commande, c'est un despote, et dans notre siècle on aime moins que jamais recevoir des ordres : on s'insurge contre le commandement (1) ».

Avec notre régime de métayage les intérêts des deux parties se confondent. Il y a union dans l'effort, identité dans l'aspiration. Ce qui est utile à l'un est utile à l'autre. Maître et métayer sont liés par une étroite solidarité : ils s'avancent du même pas dans le chemin de la prospérité, les coudes serrés l'un près de l'autre, se réjouissant ensemble des mêmes

1. Paul Vernaison, *le Métayage en France*, p. 167.

événements heureux et partageant des peines qui leur sont communes. Quand aux beaux soirs de juin, après une de ces journées radieuses où l'œil expérimenté voit le blé mûrir, si l'air devient lourd et que les nuages s'amoncellent à l'horizon, ils éprouvent les mêmes angoisses et redoutent tous les deux avec la même anxiété l'orage qui couchera sur le sol les lourds épis de ces champs dont la moisson était pleine de promesses.

L'harmonie générale règne. « La communauté d'intérêts en poussant le propriétaire et le colon vers un même but, par des routes parallèles, éloigne la défiance et l'envie ; elle ne laisse point se produire cette sourde irritation qui travaille la classe salariée. Le propriétaire vit en paix, sûr du lendemain et libre de tout soupçon. Le métayer ne roule pas de sinistres arrières-pensées. Il y a inégalité de fortune, mais identité d'aspirations (1). »

Cette union des cœurs subit une période de crise de 1905 à 1910. Dans ce milieu d'apparence si calme, on tenta de semer la discorde. On dit au métayer bourbonnais qu'il n'était qu'un prolétaire comme son camarade de la ville, l'ouvrier d'usine, et que le beau nom d'associé que l'on se plaisait à lui attribuer n'était qu'un mot trompeur : le partage des

1. Peyraud, *Métayers et fermiers généraux de la Basse-Marche*.

produits en nature était une rémunération comme le salaire, et comme lui correspondant à un minimum de vie, en sorte que le colon était lui aussi une victime de cette loi d'airain inventée par la classe capitaliste pour obtenir la plus grande marge de profit.

Un certain Michel Bernard, petit fermier exploitant de la commune de Bourbon-l'Archambault, se découvre la vocation d'un apôtre. Durant l'hiver 1903-1904, en cachette de sa famille, il se prépare au grand rôle qu'il se croit destiné à jouer et fonde le premier syndicat le 27 mars 1904 avec 90 adhérents. Pour donner une façade régulière au syndicat, le président essaye d'obtenir pour ses membres quelques avantages matériels : réduction sur le prix des engrais, du vin, etc... Un homme de lettres d'une commune voisine, M. Guillaumin, va être le collaborateur assidu de Bernard. « Pâtre dans sa jeunesse, domestique de ferme, cultivant plus tard avec son père le bien familial, il avait depuis longtemps ressenti plus profondément sans doute que la masse, grâce à sa vive sensibilité, toutes les souffrances des métayers, vu les abus qui les frappaient, rêvé le relèvement de leur sort (1). »

Ces deux hommes vont conduire le syndicat à son véritable but : la propagande révolutionnaire et le bouleversement social. Lisons le manifeste du syn-

1. Camille Gagnon, *Histoire du métayage en Bourbonnais depuis 1789*, p. 92.

dicat de Bourbon en 1905 : les intérêts matériels des membres ne donnent lieu à aucune préoccupation de la part des militants ; le but poursuivi c'est d'attiser la haine de classes dans une société où il n'y avait qu'harmonie :

« Qui mange le meilleur pain, la meilleure viande ? Qui porte les plus beaux habits ? Qui boit le Bordeaux et le Champagne ? Qui profite du gibier ? Le bourgeois !

« Qui se nourrit mal ? Qui boit rarement du vin ? Qui travaille sans discontinuer ? Qui se brûle l'été et gèle l'hiver ? Qui a bien des misères et des peines ? Le paysan ! » (1).

On se prend même à rêver d'un grand coup pour 1909 « d'une action coercitive », car enfin il faut en finir avec les fermiers généraux qui sont des « vampires » et avec les propriétaires fonciers qui sont « des seigneurs féodaux ». Tout le programme tient en ces deux mots : abolir le passé. Il faut faire table rase de toutes les institutions existantes, supprimer la propriété... à condition de la rétablir au profit des révolutionnaires !

En 1910, c'est le grand triomphe aux élections législatives. L'extrémiste Brizon est élu à une majorité imposante et il peut s'écrier en rentrant au Parlement : « Je suis poussé par une force nouvelle et

1. Extrait du manifeste du Syndicat de Bourbon aux Travailleurs de la Terre en 1905.

irrésistible. C'est le flot paysan tout entier qui m'a porté à la tribune pour clamer et proclamer, face à face avec la bourgeoisie possédante et gouvernante, les souffrances, les misères du prolétariat agraire, avec ses espoirs, ses droits et ses revendications. »

Pour combattre ces tendances révolutionnaires, des esprits généreux, MM. Chambron et Milcent essayèrent de réaliser des syndicats mixtes, avec l'union des classes à la base de leur programme.

Après cette période d'effervescence, les métayers, devant l'inanité des résultats obtenus, se prirent à réfléchir. Les produits agricoles augmentaient de valeur et se vendaient à des prix rémunérateurs. Le bien-être pénétrait peu à peu dans les plus humbles chaumières : sur les tables des ruraux, le vin apparaissait copieusement à chaque repas, alors que pour leurs pères, il était seulement une joie pour les jours de fêtes et un soutien pour les périodes de grands travaux (1). La toilette des femmes et des filles se faisait plus séduisante : les mères et les grand'mères n'avaient connu que l'humble couturière de leur village, dont toutes les clientes portaient des costumes élaborés sur le même patron ; mais les jeunes ne rêvaient que des vêtements plus luxueux admirés les jours de foire aux magasins de la ville. Et nos paysans bourbonnais se dirent que peut-être

1. Au domaine des Carons, situé commune de Toulon, il a été bu par les métayers en 1912, 18 pièces de vin.

ce régime bourgeois qu'on voulait leur faire abhorrer était acceptable en fin de compte, puisque eux aussi goûtaient de plus en plus la douceur de vivre.

Et peu à peu le Travailleur rural, organe des syndicats de cultivateurs, dirigé par MM. Guillaumin et Bernard, tombe dans l'oubli et l'indifférence. On en arrive à décider sa suppression. Les militants se proclament découragés et déclarent que l'heure de l'émancipation rêvée n'a pas encore sonné. C'est la fin du mouvement et la désagrégation des syndicats.

Cette campagne d'excitation à la haine des classes rurales finissait quand retentit l'appel de la France à ses enfants leur demandant de courir à la défense de ses frontières.

Depuis quelque temps déjà, un revirement d'idées s'était produit dans les populations agricoles. Les élections législatives de 1914 accusaient la défaite des socialistes dans l'Allier : les radicaux y regagnaient deux sièges à leur détriment.

Avec la mobilisation générale survint la hausse des prix et sous l'influence d'une période de prospérité, les idées révolutionnaires en Bourbonnais sont tombées dans l'oubli. Et ce département de l'Allier que M. Brizon appelait autrefois le « premier département rouge », a montré sa volonté d'ordre et de progrès social en ne conservant parmi ses élus aucun député de la liste socialiste.

Les rapports quotidiens entre le métayer et le Maître, sont redevenus empreints de cordialité et d'amitié. On pourrait aujourd'hui répéter avec raison ce que De Larminat disait en 1880 : « Au lieu de nous critiquer, si partout on nous imitait, on verrait que le métayer, qui vit auprès de son Maître dans des relations journalières que la communauté de leurs intérêts rend en quelque sorte familières, qui ne rencontre chez lui, au lieu de l'oppression dont on lui parle, que des intentions bienveillantes, ne le regarde pas comme son ennemi naturel (1). »

En 1920, comme vingt ans auparavant, le métayer a ses petites et grandes entrées à la maison du Maître ; il sait que pour lui la porte est toujours ouverte et même le couvert toujours mis. Le soir, après sa laborieuse journée, il se plait, après le coucher du soleil, à venir trouver ce Maître qui ne commande jamais d'une façon impérative ; il lui soumet ses projets, ses intentions et chacun discute librement, exposant ses vues et cherchant la meilleure règle de conduite à adopter.

Aujourd'hui comme autrefois, c'est une harmonie parfaite qui gouverne les rapports des milieux agricoles. Plus d'envie, plus de rancœur ! Les adversaires ne sont plus que des associés. L'afflux de richesse a

1. De Larminat, *Etude sur le métayage dans le département de l'Allier*, p. 44.

rendu chaque contractant satisfait de sa situation sociale.

Et même dans ces longues causeries du soir, le métayer bourbonnais fait parfois pénétrer son Maître dans ses affaires privées : il lui confie l'importance de ses économies, lui demande conseil sur le meilleur mode d'en disposer, car il sait bien que venant d'un homme plus habitué que lui au maniement des capitaux, les avis donnés mériteront d'être suivis et seront aussi judicieux que ceux qu'un père donne à son fils.

A chaque événement saillant de sa vie, le colon est heureux d'avertir celui dont il dépend. Certains esprits malveillants croient trouver dans cette façon d'agir un signe de dépendance et de vasselage ; pour nous, nous ne pouvons y voir qu'un témoignage de confiance et d'amitié. Doit-on installer un nouveau berceau ? Vite, on court chez le Maître annoncer l'heureuse nouvelle ; et le jour du baptême venu, on lui offre un sachet de dragées comme à un membre de la famille. La même pratique se renouvelle à l'occasion du mariage.

Nous avons même vu de vieux métayers auxquels une longue collaboration avait appris à avoir une confiance absolue dans la sagesse et le bon sens de celui qui les dirigeait, demander sur leur lit de mort la présence de leur Maître et lui confier la destinée de leur famille. Il y avait là une sorte de remise solennelle des êtres chers à celui qui pouvait les guider

dans les sentiers de l'avenir. Et le décès survenu, le Maître s'occupait d'établir entre les membres de la famille un règlement de succession équitable supprimant le concours onéreux des experts ; puis cette première tâche achevée, il prenait la famille du défunt sous sa protection et s'efforçait de leur assurer une situation sociale qui leur permit d'avoir le bonheur dans le travail.

Allons-nous aujourd'hui, dans l'intérêt du propriétaire foncier, troubler l'harmonie de la grande famille rurale ? Là où existait un accord étroit, allons-nous établir la défiance ? Oserons-nous dire au paysan bourbonnais qui, revenu de l'extrémisme d'antan, nous accorde sa confiance comme ses pères l'avaient fait avant lui, que nous allons le dépouiller de ses excédents de cheptels, de ses plus-values agricoles, alors qu'un usage séculaire lui avait appris à les considérer comme siennes et dont, avant de les avoir touchées, il avait peut-être disposé par anticipation pour acquérir une petite propriété, objet d'une vieille convoitise ?

Ne serait-il pas plus sage de laisser à son plein épanouissement la loi d'amour entre les hommes, quand nous avons chaque jour à redouter les luttes fratricides à l'extérieur comme à l'intérieur ?

Quelle arme fournirait-on au paysan dont la confiance aurait été trahie, pour retomber à nouveau

sous le joug des fauteurs de Révolution ? Au cours de diverses conversations avec des métayers de la région de Moulins, avec lesquels nous nous entretenions des difficultés soulevées par la question des plus-values, l'esprit de haine jadis attisé par les députés extrémistes réapparaissait, et on nous répondait : « Nous savons bien que nous ne pouvons pas être riches. Les choses allaient trop bien : il fallait nous dépouiller. Mais nous vendrons notre cheptel en cachette, et nous garderons les billets de banque. » Certains plus violents, se laissaient emporter à des mots de colère, et parlant de ceux qui voulaient s'approprier l'excédent de leurs cheptels de fer sans bourse délier, ils criaient : « Qu'ils y viennent ! » et leurs yeux en disaient plus long encore que leurs paroles.

Ce serait donc une petite guerre civile. Il faudrait poster des gendarmes à la porte de chaque métairie pour empêcher les ventes secrètes. Chaque chaumière deviendrait un lieu de suspicion.

Ne vaudrait-il pas mieux demander avec cet ancien ministre de l'Agriculture, M. Jules Méline que : « L'union, l'union sacrée, reste le mot d'ordre de demain, comme il a été celui d'hier. »

« J'ajoute, disait-il : aimez-vous les uns les autres et j'ouvre une parenthèse pour insister sur le rôle capital d'une vertu républicaine malheureusement reléguée jusqu'à ce jour au dernier plan : la frater-

nité, ce troisième terme de notre belle devise : « Liberté, Egalité, Fraternité ». Que d'infidélités nous lui faisons tous les jours ? Nous sommes assoiffés de liberté parce que la liberté répond à la fougue de notre caractère et à notre esprit individualiste, et d'égalité parce que l'égalité nous donne des droits et nous permet de relever la tête. Pour la fraternité, c'est autre chose ; elle nous impose des devoirs et des sacrifices... C'est ce qu'a admirablement compris avec sa grande expérience du passé et son amour de la France, le grand patriote, le grand citoyen (1) qui depuis un siècle avait été un des plus militants en politique... Ecoutez-le parler à la Chambre : « Je voudrais qu'au moment où l'aurore des grandes et magnifiques victoires se lève, notre pensée soit une pensée d'union. Et qui nous demande cela ? La patrie elle-même. Dans la grande croisade humanitaire, je voudrais que nous nous promettions d'être frères, et que modifiant un peu l'ancienne formule, si on nous demande qui a inspiré cette pensée, nous répondions : la France le veut, la France le veut (2). »

1. M. Georges Clemenceau.

2. Jules Méline, *le Salut par la terre*, p. 250.

§ 5. — Difficultés dans l'économie monétaire soulevées par l'attribution des plus-values du cheptel de fer au propriétaire.

Nous avons exposé plus haut les jugements de certains tribunaux, notamment ceux de Saint-Yriex et de Nérac, cherchant à trouver un critérium infaillible au problème des plus-values de cheptels dans la dépréciation de la monnaie et préconisant une restitution en fonction de la prime de l'or. Et nous avons signalé les inconvénients de cette jurisprudence au point de vue de l'intérêt national, et même dans le cas particulier d'une baisse plus vive du prix des cheptels que de celui de l'étalon d'or.

Malgré leur importance, les intérêts directs des chepteliers à sauvegarder, ne représentent qu'un petit côté d'une question complexe.

Oublions pour un instant la classe des agriculteurs et d'un coup d'aile essayons de nous élever jusqu'aux sommets, de façon à n'avoir devant les yeux qu'une vision d'ensemble.

Que verrons-nous donc ? Dès que la prime de l'or aura pour elle une consécration officielle et une auréole de légalité, puisqu'elle lui serait décernée par la magistrature française, ne deviendrait-elle pas la base des rapports entre créanciers et débiteurs ?

Le propriétaire dirait au fermier : « Je vous ai

donné un cheptel de fer d'une valeur de 10.000 fr. avant guerre. Il s'agissait naturellement de francs or, puisqu'à cette époque-là francs papier et francs or, étaient choses identiques et susceptibles d'être immédiatement échangées l'une pour l'autre aux guichets de la Banque de France. Vous devez me rendre en 1920 ce que vous avez pris en 1913, par exemple, c'est-à-dire un nombre de francs papier correspondant en proportion rigoureuse à l'ancien nombre de francs or. Vous devez me restituer 10.000 francs or ou $10.000 \times x$ (coefficient de dépréciation du franc papier). »

Pourquoi alors le créancier n'userait-il pas du même raisonnement à l'égard de son débiteur ? N'aurait-il pas droit, lui aussi, à l'application d'une règle d'équité naturelle ? Le créancier a prêté à son débiteur une somme de 10.000 francs or, et du fait de circonstances accidentelles, de l'émission continuelle de billets pendant plusieurs années consécutives, le débiteur a profité de la période de prospérité factice ; il s'est enrichi scandaleusement, pendant que son créancier, loin des affaires, a conservé ses modestes ressources. Pourquoi ce débiteur déjà si vivement favorisé par des événements exceptionnels, ne rendrait-il pas au moins à son créancier ce qu'il a reçu, c'est-à-dire des francs or ou une plus grande proportion de francs papier ? Le prêteur est un propriétaire comme le détenteur du sol : seulement sa possession

s'étend à l'argent au lieu de s'appliquer à la terre.

Et pourtant le créancier est une victime de la guerre. Il en a souffert bien plus que le propriétaire foncier, sans bénéficier jamais de la moindre compensation. S'il a prêté à un débiteur idéal, l'Etat français, ce créancier qui croyait accomplir un acte de sagesse et de bonne administration, voit son patrimoine singulièrement réduit, l'ancienne rente étant dépréciée de toute l'ascension nouvelle du taux de l'intérêt. Il semble au moins aussi digne de sollicitude que le propriétaire percevant un prix de ferme qui n'a que faiblement bénéficié de la hausse universelle, mais dont la valeur des terres s'est accrue considérablement et dont la fortune a augmenté suivant la progression générale.

Peut-être, pourra-t-on dire que le propriétaire n'est point un spéculateur et que la majoration de valeur en papier-monnaie appliquée au cheptel de fer ne lui profiterait point, puisqu'il s'agit d'un minimum d'animaux indispensables à la culture, destinés à être à perpétuelle demeure sur le même fonds de terre. Mais le créancier, lui aussi ignore la spéculation : s'il s'agit de créances hypothécaires ou chirographaires, le titulaire demande à l'expiration de la durée du prêt, le remboursement intégral de la somme remise, sans aucune espérance de bénéficier de la réussite de l'emprunteur, comme sans chance de souffrir de sa déconfiture.

Et puis, si la prime de l'or devait devenir un rouage essentiel de notre économie monétaire, quelle série de difficultés économique nous nous ménagerions pour l'avenir ! Si l'on suppose que la prime régisse les rapports entre créancier et débiteur, comme elle régirait ceux entre fermier et propriétaire, — et pourquoi pas ? — on aurait établi une loi générale dont l'esprit serait inspiré de la justice pure, mais dont l'application aboutirait souvent aux pires iniquités.

Parmi les débiteurs, il en est qui usent judicieusement des capitaux qui leur sont confiés dans l'intérêt et pour le développement de leur industrie. Au jour de la restitution, ceux-là pourraient supporter économiquement la dépréciation du papier-monnaie. Mais à côté de ces débiteurs modèles, dont l'activité profite au pays en contribuant à sa prospérité économique, il en est d'autres qui dilapident les sommes monétaires qui leur sont confiées : les fils de famille qui consacrent une jeunesse bruyante à des plaisirs dispendieux, les descendants de l'ancienne noblesse dont les fortunes sont effritées par le partage égalitaire des successions entre les héritiers de même degré et qui, dans le désir de conserver l'antique éclat de leur blason, grèvent d'hypothèques successives les débris du domaine familial.

Si à leur égard, le créancier pouvait se prévaloir d'une prime de l'or et exiger en restitution une

somme nominalement supérieure à celle qu'il a prêtée, pour eux, ce serait la ruine complète et souvent même plus encore — le déshonneur — car ils seraient dans l'impossibilité matérielle de désintéresser intégralement le prêteur.

Cependant les débiteurs imprudents ont eu comme les autres la possibilité de profiter dans une large mesure du jeu favorable des lois économiques. Ils auraient pu eux aussi faire fructifier le capital prêté, le rendre au terme convenu avec une majoration, et conserver encore un bénéfice notable.

Est-il possible de créer une législation spéciale à l'économie agricole, de résoudre le problème des cheptels à l'avantage des propriétaires, sous prétexte d'une dépréciation certaine du papier-monnaie ? Ce serait voir bien petit et méconnaître les graves répercussions de la prime de l'or dans l'économie monétaire. Ou bien l'on devrait proclamer que ces principes intangibles de la raison humaine : la justice et l'équité, au nom desquels les hommes de tant de générations ont souffert, travaillé, lutté, ne sont point susceptibles d'une vérité universelle et que leur application varie suivant les cas auxquels ils s'appliquent.

CHAPITRE II

L'AVENIR

§ 1. — Les moins-values

Plus rapidement que les plus-values, sont survenues les moins-values. Le prodigieux mouvement ascensionnel s'est achevé au terme de l'année 1920. L'aube de 1921 a marqué un retour à des prix plus modérés. Depuis, le mouvement de descente s'accroît chaque jour.

La crise de production par suite de la mobilisation générale ; les émissions insensées et toujours plus nombreuses de billets de banque avaient été les principaux facteurs de la hausse des prix.

La production augmente rapidement. Après la démobilisation achevée au dernier trimestre de 1919, les ruraux se mirent courageusement à l'œuvre. De retour à leur foyer, ils trouvaient de nombreux champs incultes, la bonne volonté et le travail des

femmes et des enfants, n'ayant pu répondre à tous les besoins. Ils reprirent en mains leurs exploitations en souffrance, et pendant que la Confédération générale du Travail rassemblait ses troupes pour les lancer à l'assaut de notre organisation sociale et que notre pays souffrait d'une crise intérieure, ils fournissaient un labeur intense.

De plus la politique financière fut assagie. Effrayé par le taux sans cesse grandissant du change, on se prit à réfléchir et on arrêta les émissions ininterrompues de papier-monnaie. Une nouvelle législation fiscale fut inaugurée par la loi du 25 juin 1920 : de nombreuses ressources nouvelles étaient créées et le budget normal se trouvait apparemment équilibré. L'inflation fiduciaire cessait de s'accroître. L'accroissement de la production aidant, on devait s'acheminer à la baisse des prix.

De février à avril 1921, c'est-à-dire en trois mois à peine, on perdit toute l'avance acquise en 1920. Les bœufs gras passaient successivement de 6 à 5,4, 3 francs le kilog de viande sur pied. Les agriculteurs étonnés d'une baisse d'allure aussi rapide, douloureusement surpris dans leurs prévisions, voulant quand même suivant le mot classique « espérer, alors qu'ils désespéraient », essayaient parfois de résister à cette chute vertigineuse et préféraient ramener le bétail à l'étable plutôt que de le céder à vil prix. A chaque fois ils étaient déçus et la foire

suivante leur montrait que leur entêtement ne produisait que d'onéreuses expériences.

Aussi, ayant perdu la foi dans l'avenir, sachant qu'il était toujours pire que le présent, certains d'entre eux abandonnaient en fin de foire leur marchandise pour le prix offert, quand même il était notablement inférieur au prix pratiqué dans l'ensemble du marché. Et l'on revient à nouveau à la lenteur des transactions d'avant-guerre : les foires se prolongent jusqu'au milieu de la journée et parfois même le dépassent. L'ancienne soif d'achat a disparu : les marchands ne vont plus guetter le bétail le long des chemins et se le disputer à coup de surenchères. Plus de négociations à la volée, plus de champs de foire nettoyés en une heure !

On peut se rendre compte du mouvement de baisse et de sa prodigieuse allure en suivant la courbe des prix depuis 1914.

Malgré son importance, le fléchissement du prix des bovins est encore inférieur à celui des porcins et particulièrement des hivernons et des laitons. Ce sont ces catégories dont la valeur a supporté la plus grande régression. De 12 francs le kilo à fin 1920, on descendait à la foire d'avril à 4 francs le kilo. Dans le même mois sur le marché de Lapalisse à la suite d'une sécheresse persistante, la chute des prix s'accroissait encore et l'on revit vendre des laitons 20 francs l'unité, prix d'avant-guerre.

GRAPHIQUE DES MOUVEMENTS
DES PRIX DES BOVINS (1914-1921)



Depuis, la situation s'est améliorée. Aux foires de mai et juin les cours semblaient devoir se stabiliser à 5 francs le kilo (1).

Ainsi s'est effectué un formidable retour en arrière. Le bovin de 1921 n'a pas une valeur monétaire supérieure à celui de 1919, et le porc rétrogradant plus encore, revient au prix de 1918.

Où s'arrêtera ce mouvement de baisse ? Certes il serait téméraire de préjuger de l'avenir, et les complications internationales qui peuvent se réveiller dans ce foyer à peine éteint d'un monde tout en feu il y a quelques mois à peine, peuvent déjouer toutes les prévisions. Mais indépendamment des événements extérieurs que ne peut même prévoir l'habileté des diplomates, au spectacle de la crise économique qui sévit universellement, il est bien permis de douter, au moins pour une brève échéance, d'un renouveau de prospérité agricole.

Depuis quelques mois, nous voyons le commerce et l'industrie aux prises avec des difficultés de plus en plus grandes. Devant une hausse excessive des prix, le public, soit par changement de mentalité, soit par insuffisance de moyens d'achat, s'est enfin

1. Au moment où cet ouvrage s'imprime, c'est-à-dire à l'automne 1921, nous apprenons que les prix des porcins ont fléchi à nouveau. La baisse devient désastre, pour les laitons au moins, qui se vendent 2 francs à 2 fr. 50 le kilogramme. Afin de faire remonter les prix, un décret vient d'autoriser l'exportation des porcs dont le poids ne dépasse pas 30 kilos.

décidé à se restreindre. Faute de débouchés, il a fallu diminuer la production ; et à la suite de la crise économique, est venu le chômage. Dans tous les centres industriels, les usines ont débauché dans des proportions importantes. En outre, afin d'essayer de vivre et de retrouver la faveur du public par des prix inférieurs, elles effectuent progressivement la baisse des salaires. Pour ces multiples raisons, les ressources de la classe ouvrière se trouvent amoindries.

Pourquoi dès lors vouloir se bercer d'illusions et croire encore à une prospérité agricole de l'heure présente quand nous voyons autour de nous le chômage s'accroître et grandir la débâcle industrielle ?

Nous formions avant guerre presque cette nation idéale et « normale » rêvée par List où toutes les productions sont harmonisées. Notre agriculture suffisait généralement aux besoins de l'alimentation. Notre balance commerciale se rapprochait de l'équilibre et notre portefeuille de valeurs étrangères fournissait un appoint suffisant pour nous la rendre toujours favorable.

La guerre a substitué le déséquilibre à l'harmonie. Certaines industries pour subvenir aux besoins des armées, ont pris un développement monstrueux. Des usines métallurgiques poussaient comme champignons : manufactures de munitions, de matériel automobile, de matériel d'aviation, etc...

Les commandes privées purent alimenter ces

vastes ateliers après la cessation des hostilités. Ces commandes étaient d'autant plus importantes que les besoins particuliers n'avaient reçu aucune satisfactions pendant la période de guerre.

On avait appris aussi, au spectacle des hécatombes humaines, que la vie est de courte durée. Et chacun au sortir d'une ère de douleurs et de privations, de se ruér, ivre de jouissance, sur tous les luxes et tous les plaisirs. On se disputa les colliers de perles, les fourrures d'Amérique et d'Asie, des automobiles dont le prix aurait paru une fortune aux générations antérieures.

Cette soif de luxe fit connaître encore des jours prospères à l'industrie dont toutes les branches furent stimulées : le commerce du vêtement, de la chaussure, florissaient autant que celui de l'automobile.

Mais déjà ces temps sont révolus. Les besoins se réduisent et notre capacité de production se trouve en partie sans emploi. Nous sommes dans cette alternative ou de trouver des débouchés nouveaux ou de voir disparaître une partie de notre industrie, jusqu'à ce que nous ayons retrouvé notre ancien équilibre.

Il semble donc que l'ordre agricole soit appelé à suivre la même pente que l'ordre industriel et commercial et qu'au fur et à mesure que l'on avance dans le temps, l'on se rapproche d'une baisse de prix

grandissante jusqu'à ce que soit atteint l'étiage déterminé par l'harmonie générale de la production.

Les plus-values agricoles appartiennent maintenant au passé. On les a connues pendant la guerre et surtout pendant la période consécutive : pourquoi le sol n'aurait-il pas donné des bénéfices exceptionnels, comme le négoce ou la fabrication industrielle ?

L'avenir paraît s'orienter vers des moins-values importantes, jusqu'à ce que nous soyons à parité de la concurrence mondiale.

§ 2. — Nouvelle crise de métayage

En 1920, M. Camille Gagnon nous entretenait dans son *Histoire du métayage en Bourbonnais* d'une nouvelle éclosion de métayers et il écrivait : « Après l'armistice, on a vu aussi des démobilisés dont les femmes n'avaient pu continuer à maintenir l'exploitation d'une métairie pendant la guerre, reprendre leur ancien état ; et quelques-uns, rares, il est vrai, qui avaient fui la campagne pour l'usine, reviennent enfin à la terre. A la Saint-Martin de 1919, les domaines ont trouvé facilement des métayers (1). »

Cette demande plus ferme des domaines s'est

1. Camille Gagnon, *Histoire du métayage en Bourbonnais*, p. 121.

accentuée en 1920. Sous l'influence d'une prospérité alors grandissante le métayage retrouvait non seulement ses anciens adeptes, mais encore de nouveaux venus grossissaient chaque jour ses rangs. Les journaliers agricoles dont la situation est souvent précaire regardaient avec envie passer les colons au grand trot de leurs belles juments attelées à une charrette encore toute brillante de peinture. Aux jours de foire, ils voyaient les modifications matérielles qui s'effectuaient sous l'afflux de l'argent : le cultivateur quitte l'auberge pour le café ; sa tenue extérieure se modifie : il abandonne les gros sabots de bois et la blouse de foire que portaient ses ancêtres ; on voit les jeunes en souliers et en molletières, cherchant presque à se donner des allures de gentilhomme campagnard ; certains même poussent la coquetterie jusqu'au souci de leur chevelure et ont rapporté de la guerre la mode de rejeter leurs cheveux en arrière, à la façon des citadins raffinés.

On comprend alors que l'ouvrier agricole réduit à la portion congrue, ne puisant des moyens de vivre que dans son maigre salaire, ait aspiré à troquer sa condition sociale pour celle du métayer.

Aussi, le vit-on en quête de domaines vacants, acceptant des propriétaires ou fermiers des conditions moins avantageuses que les métayers. La concurrence se rétablit et on en profita pour supprimer des clauses que l'on considérait comme des concessions

de guerre. L'impôt colonique (1), le grand grief des anciens syndicats agricoles, avait disparu au cours de la guerre : il revint.

A cette abondance de métayers a succédé la disette en 1921. Autant les candidats étaient nombreux en 1920, autant ils étaient rares l'année suivante. Le grand moment de la prise des métairies a lieu en Bourbonnais de janvier à mars : les baux fixent généralement la date extrême de l'avis de congé au 11 janvier ou au 11 février, c'est-à-dire huit à neuf mois avant l'évacuation des lieux qui se fait à la Saint-Martin d'hiver. Aussitôt chaque métayer sortant recherche une nouvelle exploitation et se hâte de peur d'arriver trop tard et de trouver toutes les places prises. Cependant à fin mai 1921, de nombreux domaines restaient non pourvus de colons. Sur la commune de Neuvy, le domaine de la Grande Queune réputée parmi les meilleurs pour sa fertilité était vacant, alors que dans les années précédentes, de nombreux cultivateurs se le disputaient dès que sa disponibilité était notoire. Sur les communes d'Ygrande et de Franchesse, on constate le même phénomène : l'insuffisance des métayers est telle qu'une dizaine de fermes, dit-on, ne sont pas pourvues.

1. L'impôt colonique est une redevance payée par le métayer au fermier au propriétaire en compensation de certains avantages matériels dont le principal est le logement.

Dans la riche plaine d'alluvions de Boucé, un éminent agriculteur de cette région, M. Pierre Dubost, dont la bonne réputation n'est plus à faire auprès des métayers, et dont traditionnellement les domaines s'enlèvent comme pain chaud, nous disait être dans l'obligation de substituer au métayage le faire valoir direct par domestiques, pour une exploitation qui n'avait pas trouvé preneur. Et cependant nous sommes ici en présence d'une personnalité connue, aimée de ceux qui travaillent sous sa direction, dont la profonde connaissance des choses agricoles assure à la métairie une marche rationnelle et lucrative.

Comment expliquer ce brusque revirement ? Pourquoi cette fin rapide d'un engouement qui semblait destiné à une durée plus longue ? La baisse des produits agricoles serait-elle suffisante pour enlever son auréole à la terre ?

Il nous semble plutôt que, malgré les moindres profits, la condition sociale du métayer est toujours tentante. C'est peut-être l'âme des campagnes qui est changée. La confiance et les rapports cordiaux étaient la règle généralement applicable aux relations des Maîtres et des métayers. Mais la question des plus-values a pris naissance. Les métayers se sont pris à douter : voyant quelques-uns d'entre eux frustrés des bénéfices de cheptel à l'encontre de toute tradi-

tion, la méfiance a gagné leur cœur et ils se sont dit que la richesse n'était point de leur ressort puisque certains cherchaient à les en dépouiller.

Ils se prennent à redouter les multiples difficultés que quelques propriétaires ont soulevées. Ceux qui sont titulaires d'une métairie en conservent l'exploitation, sachant que s'en éloigner serait chose vaine pour palier à une éventuelle controverse judiciaire. Mais la vague des nouveaux arrivants, les fils de métayers qui abandonnent leur père pour être à leur tour métayers eux-mêmes, les journaliers séduits par la perspective d'un sort meilleur, ne recherchent plus désormais un changement de situation.

§ 3. — Revendication des métayers.

Le cheptel au poids

Le mot d'ordre des métayers bourbonnais en 1921 est de ne pas changer d'exploitation : rester dans le *statu quo* est la ligne de conduite généralement adoptée. Chacun conserve son poste, sans chercher à en obtenir un meilleur ou à s'en créer un nouveau.

Cependant cette règle unanime des agriculteurs de notre région, aussi rigide qu'elle soit, est obligée de fléchir dans quelques cas particuliers. Tantôt il s'agit d'un changement décidé en 1920, c'est-à-dire au moment des plus-values ; tantôt la communauté familiale souffre d'une crise intérieure si vive que

l'agrégation est obligée de se dissoudre ; tantôt vaincu par l'âge, un vieux métayer, à bout de forces, au terme de sa carrière, abandonne le domaine qu'il a cultivé de longues années.

En raison même de cette crise de métayage, la loi de l'offre et de la demande va jouer en faveur des colons. Les prétentions des cultivateurs vont se modifier et s'inspirer des circonstances nouvelles.

Autrefois le propriétaire dont un domaine était vacant attendait paisiblement dans sa demeure des demandes qui ne tardaient pas. Il indiquait ses conditions et parmi les multiples candidats, il choisissait celui qui lui agréait.

Actuellement il n'en est plus de même. C'est la course aux métayers. La demande est inférieure à l'offre comme pendant la période de guerre. Les propriétaires ou fermiers vont à la recherche du cultivateur : parfois ils lui rendent visite chez lui et essayent par des conditions meilleures de le décider à la prise du domaine qu'ils offrent. Certains même ne reculent pas devant la publicité et l'on peut voir dans les journaux du département des annonces émanant de propriétaires proposant leurs domaines.

Les colons profitent de ces circonstances pour proposer et faire adopter une modification au contrat habituel de métayage : le *cheptel au poids*. Ce n'est, il est vrai, pas une innovation. Avant la guerre, on

procédait toujours, en Bourbonnais, par deux estimations monétaires successives, l'une à l'entrée, l'autre à la sortie. Mais avec la hausse des prix et les difficultés issues de la longue période troublée que nous avons traversée, la forme classique du bail relatif à la prise d'une métairie avait subi quelques variations, si bien que traitant du cheptel au poids dans sa séance du 16 avril 1919, l'Académie d'agriculture avait décidé « d'en recommander l'adoption dans les conventions à intervenir entre propriétaires et métayers (1) ». Mais la vague de prospérité de 1919 et de 1920 avait entraîné la disparition de ces conditions de guerre.

Avec les moins-values et les difficultés de règlement soulevées à propos des excédents de cheptel, la question du cheptel au poids reprend une actualité nouvelle. Le métayer, discutant les clauses relatives à l'entrée dans une exploitation, dit au propriétaire ou fermier : « Le prix du bétail est en régression. Autant j'étais optimiste autrefois ; autant je suis pessimiste aujourd'hui. J'ai perdu tout espoir de reprise des cours et je crois à la baisse. Je veux conserver mon patrimoine intact ; il faut me constituer un cheptel au poids. Je prendrai X... kilos de viande sur pied et vous en rendrai le même nombre. »

Et ce raisonnement triomphe souvent. Dans la région de Gannat, c'est dit-on la généralité.

1. *Journal d'Agriculture pratique*, 1919, p. 261.

Ce qui incite le métayer à cette argumentation, c'est principalement la perspective de baisse ; mais c'est aussi sa méfiance venue à propos de la question des cheptels. Il a une tendance naturelle à croire qu'il peut difficilement améliorer son sort, que la justice est une institution des riches, qu'elle ne saurait même être juste, car elle est rendue par des bourgeois.

Il voit aussi ceux qui ont quitté leurs métairies, certains d'encaisser une plus-value importante, qui en ont disposé et qui maintenant vont fréquemment à la ville voir avoués et avocats afin d'obtenir un règlement. Les mois passent, les solutions traînent en longueur ; même après les plaidories, les juges délibèrent de longues semaines (1) ; et le colon anxieux attend toujours.

Il ne peut d'ailleurs pas comprendre les arrêts judiciaires qui attribuent les excédents de cheptel de fer au propriétaire, puisque le règlement monétaire était d'un usage plus que séculaire et que la tradition orale l'avait toujours enseigné.

Le colon se croit dupe ; et il se dit que décidément sa part de profit sera toujours réduite. Mieux vaut alors, pense-t-il, éviter tous les risques et exiger enfin au lieu du cheptel en argent, le cheptel au poids.

1. Dans l'affaire Baillon-Charrier plaidée à Moulins le 23 mars, le jugement n'était pas rendu au commencement de juin.

CONCLUSION

Au cours d'une réunion provoquée par le Syndicat des Agriculteurs de l'Allier au commencement de l'année 1921, M. Lassimonne, président du syndicat des experts agricoles de ce département, rappelait le large tribut de souffrances endurées par les travailleurs du sol pendant la guerre. Et repoussant bien loin l'idée de compensation, car de compensation il ne peut en exister pour les douleurs humaines et pour le sang répandu, il lui semblait être un étrange paradoxe, que de vouloir changer une législation existante consacrée par une jurisprudence ancienne, le jour où cette même législation se trouvait jouer en faveur de ceux qui furent la grande masse des défenseurs du pays.

C'est qu'en effet, si les soldats de France à quelque catégorie qu'ils aient appartenu, ont fait preuve d'une égale abnégation et d'une même bravoure, il faut néanmoins remarquer que la mobilisation industrielle se fit chaque jour plus nombreuse avec les besoins croissants de matériel, et que ce furent les commerçants et les agriculteurs qui, pen-

dant quatre ans, firent de leurs poitrines un rempart mouvant contre les hordes de l'envahisseur. Certes, ils n'ont fait qu'obéir à la loi du devoir et eux-mêmes ne voudraient pas de ce fait demander un traitement de faveur. Mais ils ont bien le droit de se plaindre, si à leur retour on leur apprend que leurs croyances passées étaient des croyances erronées et qu'il faut renoncer à toutes les idées léguées par les générations antérieures.

D'ailleurs pourquoi reprocher ses profits à l'agriculteur ? Il est indéniable qu'il a gagné de l'argent dans ces derniers temps. Faut-il s'en étonner ? Faut-il s'en plaindre ? Tout le monde en gagnait à côté de lui : des usines se créaient et s'amortissaient en deux ans ; des commerçants presque ruinés refaisaient leur fortune ; une spéculation effrénée l'entourait de nouveaux riches. S'il avait été le seul à rester dans l'indigence, alors que son travail était plus intense, c'eût été le comble de l'injustice, et en même temps le comble de l'imprudence. Car la fortune de la France est attachée à la prospérité de l'agriculture.

« Si l'agriculteur n'a pas gagné plus que les autres, il s'est peut-être enrichi davantage ; mais c'est là un mérite et non une faute. D'autres ont dépensé à pleines mains l'argent dont ils avaient les poches remplies ; nous avons vu une clientèle impatiente se disputer les automobiles de grand prix ; nous

avons vu des valeurs de bourse gravir, dans une course rapide, des hauteurs inattendues ; nous avons vu sur les champs de courses, les opérations du pari mutuel se chiffrer en 1920 par un milliard et quatre cents millions — trois fois plus qu'en 1913 — nous avons vu partout le luxe triomphant : les bijoux et les pierres précieuses achetées à des prix invraisemblables, les salles de spectacle toujours bondées malgré le renchérissement des places, les tables des restaurants à la mode retenues plusieurs semaines d'avance à des prix qu'on a honte d'écrire... Etaient-ce là des agriculteurs ?

« Non, les agriculteurs étaient à l'ouvrage... Ils épargnaient l'argent gagné à la sueur de leur front ou le prêtaient à l'Etat. » (1)

Il nous semble téméraire de vouloir dépouiller les ruraux d'un capital acquis par de laborieux travaux. Nous ne saurions donc que souhaiter à l'ancienne jurisprudence des plus-values une nouvelle jeunesse. La hausse insensée et rapide des produits de la terre a fait mettre en doute les conceptions d'autrefois. Mais déjà le mouvement de baisse est survenu et a pris une allure plus vive que celui de hausse ; et la question des excédents de cheptel semble près d'appartenir au passé.

L'ère des difficultés n'est pas encore achevée.

1. Article du Marquis de Vogüé paru dans le *Correspondant* (numéro du 25 avril, *les Agriculteurs devant l'opinion*).

« Crises économiques, crises sociales : nous aurons peut-être encore de durs moments à vivre. Ne gaspillons point nos réserves de forces. Il n'en est pas de plus sûres que nos classes rurales : gardons-nous d'affaiblir leur confiance par des querelles injustes ou inutiles (1). »

Puissent donc nos campagnes encore toutes agitées par ce problème passionnant pour elles, connaître à nouveau la confiance et la tranquillité ! Puissent nos paysans bourbonnais acquérir l'intime conviction que leur patrimoine demeurera intact et reprendre enfin leur long et pénible effort au sein de la paix sociale !

1. Extrait de l'article mentionné à la note 1 p. 243.

Vu : le président de la thèse,
SOUCHON

Vu : le Doyen,
F. LARNAUDE

Vu et permis d'imprimer.
le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
P. APPEL

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages et opuscules

- Argaignon (d')*. — Des cheptels en droit français.
Aubry et Rau. — Droit civil français, t. V.
Auroux des Pommiers. — Coutumes du Bourbonnais.
Baudry-Lacantinerie et Wahl. — Du contrat de louage, t. II.
Bernard (Léopold). — Les Idées révolutionnaires dans les campagnes du Bourbonnais, 1911.
Boyeldieu. — Du bail d'animaux.
Bozonnet. — Des contrats de cheptel en Bresse.
Bozon. — Etude juridique et historique sur la question des cheptels.
Caïeu (Paul). — Du bail à cheptel.
Coquille (Guy). — Coutumes du Nivernais.
Dubost (Pierre). — Le métayage en Bourbonnais pendant la guerre et son avenir.
Gagnon (Camille). — Histoire du métayage en Bourbonnais depuis 1789.
Garidel (de). — Lettres sur la pratique du métayage.
Gide (Charles). — Cours d'Economie politique.
Guillouard. — Traité du Louage, t. II.
Larminat (de). — Etude sur le métayage dans le département de l'Allier.
Lesmaris (Albert). — Reprise du cheptel en fin de bail.
Méline. — Le salut par la Terre.
Méplain (A.). — Dialogue sur le métayage.

- Méplain (E.)*. — Traité du bail à portion de fruits.
Molin (du). — Coutume générale du pays et duché de Bourbonnais.
Peyraud. — Métayers et fermiers en Basse-Marche.
Pothier. — Traité des cheptels.
Rouyer (Claude-Marie). — Coutumes générales et locales du Bourbonnais.
Souchon. — La crise de la main-d'œuvre agricole en France, 1914.
Thaumassière (de la). — Coutumes du Berry.
Tronçon (Jean). — Coutumes du pays et duché de Bourbonnais.
Troplong. — Droit civil expliqué.
Vernaison. — Le métayage en France.
Youvig (Arthur). — Voyages en France pendant les années 1787, 1788, 1789. Traduction Lesage.

JOURNAUX ET PÉRIODIQUES

- Bulletin de la Société d'Agriculture de l'Allier*, 1920.
Bulletin de la Société des Agriculteurs de France, 1919-1920.
L'Expansion économique, mars 1921.
La France paysanne, avril 1921.
La Gazette du Palais, 21 février 1921, 16 mars 1921, 21 avril 1921, 9 juin 1921.
Journal d'Agriculture pratique, 1919.
Journal de l'Allier, 1^{er} décembre 1920.
Journal des Débats, 14 avril 1921.
Journal officiel, 28 mars 1916, 28 juillet 1916.
Moniteur judiciaire de Lyon, 17 et 19 août 1875.
Paris-Centre, 9 juin 1921.
Le Progrès de l'Allier, 3 avril 1921.
Le Temps, 13 juillet 1921.
La Tribune, 17 décembre 1919.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION. — Naissance de la question des plus-values du fait de la hausse excessive des produits agricoles.....	7

PREMIÈRE PARTIE

LES PLUS-VALUES AGRICOLES

CHAPITRE PREMIER. — Diverses formes de bail à cheptel..	13
§ 1. — Aperçu des diverses formes de bail à cheptel..	13
§ 2. — Cheptel donné au fermier.....	22
§ 3. — Cheptel donné au métayer.....	36
CHAPITRE II. — Importance des plus-values.....	42
§ 1. — Avant la guerre.....	42
§ 2. — Pendant la guerre.....	49
§ 3. — Après la guerre.....	57
CHAPITRE III. — Application à des cas concrets.....	63
§ 1. — Situation du propriétaire.....	65
§ 2. — Situation du fermier.....	68
§ 3. — Situation du métayer.....	75

DEUXIÈME PARTIE

LES ARGUMENTS EN PRÉSENCE

CHAPITRE PREMIER. — Attribution de l'intégralité des plus-values au fermier.....	79
§ 1. — Textes spéciaux du Code civil.....	79
A) Articles 1821 et 1826.....	81
B) Article 1823.....	82

C) Idée de compensation tirée des articles 1825 et 1826 <i>in fine</i>	85
§ 2. — Législation coutumière.....	94
§ 3. — Législation de guerre.....	99
§ 4. — Doctrine.....	107
§ 5. — Jurisprudence.....	111
CHAPITRE II. — Attribution des plus-values du cheptel de fer au propriétaire.....	121
§ 1. — Textes généraux du Code civil.....	121
A) Articles 522 et 524.....	122
B) Mesures de protection du Code civil pour la propriété foncière.....	129
C) Raison de l'estimation.....	138
§ 2. — Théorie de l'imprévision.....	142
§ 3. — Dépréciation du papier-monnaie.....	149
§ 4. — Discussion et appréciation.....	156

TROISIÈME PARTIE

LA LIQUIDATION DU PASSÉ. — L'AVENIR

CHAPITRE PREMIER. — La Liquidation du Passé.....	173
§ 1. — Difficultés de liquidation.....	173
§ 2. — Solutions préconisées.....	177
§ 3. — Avantages économiques de l'attribution de l'intégralité des plus-values au fermier.....	183
A) Retour à la terre par l'attrait des gros profits ..	184
B) Accès à la propriété rurale et stabilité sociale...	194
§ 4. — Avantages sociaux de l'attribution de l'intégralité des plus-values au fermier.....	208
§ 5. — Difficultés dans l'économie monétaire soulevées par l'attribution des plus-values du cheptel de fer au propriétaire.....	220
CHAPITRE II. — L'Avenir.....	226
§ 1. — Les moins-values.....	226
§ 2. — Nouvelle crise de métayage.....	233
§ 3. — Revendication des métayers : le cheptel au poids.	237
CONCLUSION.....	241
BIBLIOGRAPHIE.....	245

ERRATA

P. 32, <i>au lieu de :</i>	emploieraient,	<i>lire :</i>	emploierait
P. 41,	—	exeptions	— exceptions
P. 45,	—	1895	— 1865
P. 50,	—	leur	— leurs
P. 54,	—	de	— des
P. 68,	—	plaidories	— plaidoiries
P. 89,	—	entrepris	— entreprise
P. 112,	—	règlement	— règlements
P. 132,	—	préju	— préjudice
P. 132,	—	aurait	— auraient

